

# COI Focus

## BURKINA FASO

### Situation sécuritaire

24 août 2020 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Table des matières

<b>Principaux sigles utilisés</b> .....	<b>3</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>1. Bref historique</b> .....	<b>6</b>
<b>2. Etat actuel du conflit</b> .....	<b>7</b>
<b>3. Parties combattantes</b> .....	<b>12</b>
3.1. Forces armées burkinabè .....	12
3.2. Police et Gendarmerie .....	14
3.3. Structures communautaires .....	14
3.4. Groupes djihadistes .....	17
3.4.1. Généralités .....	17
3.4.2. Ansarul Islam.....	18
3.4.3. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) .....	19
3.4.4. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) .....	20
3.4.5. Cohabitation entre groupes djihadistes.....	20
3.4. Troupes internationales .....	21
3.4.1. Force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel (FC-G5S).....	22
3.4.2. Opération Barkhane .....	22
3.4.3. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) .....	23
3.4.4. Coalition pour le Sahel .....	23
<b>4. Typologie de la violence</b> .....	<b>24</b>
4.1. Nombre d'incidents .....	24
4.2. Violences djihadistes .....	26
4.3. Violences étatiques .....	28
4.4. Violences communautaires.....	31
<b>5. Cibles de la violence</b> .....	<b>33</b>
5.1. Données .....	33
5.2. En fonction du rôle auprès des autorités .....	33
5.3. En fonction de l'ethnie .....	36
5.4. En fonction de la religion .....	38
<b>6. Répartition géographique</b> .....	<b>39</b>
6.1. Au Sahel.....	39
6.2. Au Burkina Faso .....	40
6.3. A Ouagadougou .....	42
<b>7. Déplacements de population</b> .....	<b>43</b>
<b>8. Impact de la violence sur la vie quotidienne</b> .....	<b>46</b>
8.1. Situation humanitaire .....	46
8.2. Marchés.....	46
8.3. Infrastructures scolaires .....	47
8.4. Infrastructures sanitaires.....	48
<b>Résumé</b> .....	<b>49</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>51</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>54</b>

## Principaux sigles utilisés

ACAPS	: Assessment Capacities Project
ACLED	: Armed Conflict Location & Event Data Project
AFP	: Agence France presse
AI	: Amnesty International
AQMI	: Al-Qaïda au Maghreb islamique
BBC	: British Broadcasting Corporation
BSIAT	: Brigade spéciale des investigations antiterroristes
CESA	: Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CEDEAO	: Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CICR	: Comité international de la Croix-Rouge
CJP	: Committee to Protect Journalists
CNCD	: Centre national de coopération au développement
DCAF	: Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces
DW	: Deutsche Welle
ECFR	: European Council on Foreign Relations
EIGS	: Etat islamique dans le Grand Sahara
FC-G5S	: Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel
FLM	: Front de libération de Macina
FRS	: Fondation pour la recherche stratégique
GFAT	: Groupement des forces antiterroristes
GRIP	: Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	: Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HRW	: Human Rights Watch
ICG	: International Crisis Group
ICT	: International Institute For Counter-Terrorism
IISS	: International Institute for Strategic Studies
ISSAT	: International Security Sector Advisory Team
JA	: Jeune Afrique
JNIM	: Jamaat Nusrat al-islam wal-Muslimin
MBDHP	: Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples
MINUSMA	: Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MUJAO	: Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
NORIA	: Network of Researchers in International Affairs
NRC	: Norwegian Refugee Council
NYT	: The New-York Times
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la coordination des affaires humanitaires)
ODDH	: Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme
OMS	: Organisation mondiale de la santé
ONG	: Organisation non gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations unies
RFI	: Radio France internationale
RSP	: Régiment de sécurité présidentiel
TNH	: The New Humanitarian
UA	: Union africaine
UNODC	: United Nations Office on Drugs and Crime (Office des Nations unies contre la drogue et le crime)
USDOS	: United States Department of State
USHMM	: United States Holocaust Memorial Museum
WANEP	: West African Network for Peacebuilding

## Introduction

L'objectif de ce COI Focus est de dresser un état des lieux de la situation sécuritaire au Burkina Faso. Il s'intéresse à la période allant du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 8 juillet 2020, mettant à jour les données du COI Focus du 21 juin 2019.

Ce rapport se compose de huit parties. La première constitue un bref rappel historique du contexte général et des événements qui se sont déroulés au Sahel depuis 2012 et au Burkina Faso à partir de 2015. La situation sécuritaire depuis juin 2019 est abordée dans la deuxième partie. Les acteurs en présence – forces armées nationales et internationales, structures communautaires et groupes armés – sont passés en revue dans le troisième chapitre. Le suivant constitue une description de la violence tandis que le cinquième chapitre décrit les cibles de cette violence. La répartition géographique des incidents, les déplacements de population consécutifs à la violence et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois dernières sections.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général au Conseil de sécurité ou d'autres organismes de l'Organisation des Nations unies (ONU), ainsi que les rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme ou des instituts de recherches qui focalisent certains de leurs travaux sur la région du Sahel. La presse burkinabè et internationale a également été consultée. Les recherches ont été clôturées le 7 juillet 2020.

Ce COI Focus utilise notamment des données chiffrées en provenance du Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Burkina Faso, il s'agit notamment des sources suivantes : Actu Burkina, Agence d'Information du Burkina (AIB), Agence France presse (AFP), Al Nabaa, Amaq, aOuaga, Aujourd8, Bafuji Infos, Berger sahelien infos, Burkina24, Deutsche Welle, Facebook, Fasozine, Gulmu Info, Infowakat, Intercept, International Crisis Group (ICG), Jeune Afrique (JA), Le Faso, Le Pays, Libre Info, L'Observateur Paalga, Mali Jet, Menastream, MinuteBf, Mouvement pour la Résistance Populaire, Netafrique, Observatoire de la dignité humaine (ODH), Ouaga Flash Info, Ouaga FM, Ouaga24, PANAPRESS, Pinal, Radio France international (RFI), Radio Omega, Sahel Security Alerts, Twitter, Wakat Sera, WAT FM, Whatsapp et Xinhua. La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles<sup>1</sup>. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 26 juin 2020. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts<sup>2</sup>. L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue<sup>3</sup>. Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données<sup>4</sup>. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

<sup>1</sup> ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>2</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>3</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>4</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

Les conditions de sécurité au Burkina Faso font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus sera mis à jour le plus rapidement possible.

## 1. Bref historique

Le Sahel est une région généralement délimitée au nord par le Sahara et au sud par la bande de savane. La situation sécuritaire qui y règne est de plus en plus préoccupante depuis l'effondrement de la Libye en 2011, puis le début du conflit au nord du Mali en 2012, où s'étaient réfugiés des djihadistes algériens au début des années 2000<sup>5</sup>. La pauvreté (notamment l'aggravation du chômage des jeunes), le crime organisé (notamment le trafic illicite d'êtres humains, d'armes et de drogues), l'extrémisme violent, le changement climatique, la sécheresse (qui accentue la dégradation des terres et la désertification), et la faiblesse des institutions confèrent à cette région un climat d'insécurité, d'instabilité et de conflit croissant<sup>6</sup>.

Le Burkina Faso a longtemps été réputé pour sa stabilité<sup>7</sup>. Le pays a, jusque 2015, été épargné des conséquences de la chute du régime libyen en 2011<sup>8</sup>. Ces dernières années, la situation sécuritaire s'y est pourtant progressivement détériorée à une vitesse inédite selon de nombreux observateurs<sup>9</sup>.

L'insécurité latente au Mali<sup>10</sup> constitue un facteur d'instabilité majeur au plan régional<sup>11</sup>. L'expansion des groupes djihadistes présents dans ce pays a été préparée dès le début des années 2010<sup>12</sup>. Les premières attaques au Burkina Faso ont commencé en 2015<sup>13</sup>. Ensuite, des attaques sporadiques ont touché les forces de sécurité dans le nord du Burkina Faso au cours de l'année 2016. Les groupes islamistes ont commencé à accroître leur présence et ont créé un climat de peur dans tout le pays<sup>14</sup>. La situation s'est fortement dégradée dans les provinces de Soum et de l'Oudalan (dans la région administrative du Sahel) au cours du premier semestre de 2017, et ce, malgré des initiatives internationales pour lutter contre l'expansion de la menace terroriste. Dans le courant du second semestre 2017, progressivement, la menace s'est étendue sur l'ensemble de la frontière avec le Mali en direction des provinces du sud (Kéné Dougou, Kossi, Yatenga)<sup>15</sup>. Une carte des régions du Burkina Faso et provinces de la région du Sahel est disponible à l'annexe 1.

La composition des groupes insurrectionnels est hétéroclite. On y retrouve des agriculteurs ou éleveurs qui se sentent victimes d'injustices foncières ou de racket, des populations stigmatisées, des bandits ou des orpailleurs en quête de protection. Jusque 2018, les autorités préfèrent parler de tentatives de déstabilisation, plutôt que d'attaques terroristes<sup>16</sup>.

Depuis 2018, des incidents croissants se sont également déroulés dans les régions de l'Est et du Centre-Est (provinces de Gourma, Komondjari, Koulpélogo, Kompienga et Tapoa). Une partie des groupes terroristes s'est en effet repliée à l'est du pays, zone forestière difficile d'accès et peu contrôlée par l'armée<sup>17</sup>. Selon des observations d'experts reprises par le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), cette zone de l'est « constitue une zone de repli pour les djihadistes

<sup>5</sup> The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), 24/02/2019, [url](#)

<sup>6</sup> Ministère des Affaires étrangères de Norvège, 10/2018, [url](#) ; Conseil de sécurité des Nations unies, 06/05/2019, [url](#) ; Le Monde (Caramel L.), 11/04/2019, [url](#) ; ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>7</sup> Reuters, 28/03/2019, [url](#)

<sup>8</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>9</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#) ; ACLED, 28/03/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#)

<sup>10</sup> Pour rappel, en 2012, des groupes armés touaregs séparatistes et liés à Al-Qaïda se sont emparés de régions du nord malien. Suite à une intervention militaire de la France en 2013 et un accord de paix en 2015, ces différents groupes se sont déplacés au centre du Mali à partir de 2015, puis au Burkina Faso à partir de 2016 (HRW, 05/2018, [url](#))

<sup>11</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>12</sup> Combating Terrorism Center (Nsaibia H., Weiss C.), 03/2018, [url](#)

<sup>13</sup> Institut Thomas More (Tisseron A.), 03/2019, [url](#) ; JA, 23/10/2018, [url](#)

<sup>14</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>15</sup> Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), 12/03/2019, [url](#)

<sup>16</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#) ; (AFP) (Baily A., Fort P.) via TV5 Monde, 27/06/2020, [url](#)

<sup>17</sup> Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), 12/03/2019, [url](#)

de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) qui cherchent à étendre les zones d'insécurité vers d'autres pays de la sous-région en cassant 'le verrou burkinabé' »<sup>18</sup>. Cette menace terroriste pourrait donc contaminer des pays voisins comme le Ghana, le Bénin et le Togo<sup>19</sup> ou même la Côte d'Ivoire<sup>20</sup>. Plus de 240 civils ou militaires ont été tués entre 2015 et la mi-octobre 2018 selon un bilan officiel<sup>21</sup>.

## 2. Etat actuel du conflit

Le Burkina Faso fait actuellement face à des violences diverses. Il peut s'agir d'attaques de djihadistes ou de terroristes, d'affrontements ethniques, ou de banditisme<sup>22</sup>. Ces différents conflits peuvent se superposer, fusionner lorsque des alliances de circonstances permettent des bénéfices mutuels – l'ACLED utilise dans ce cas l'expression « Jihadisation du banditisme »<sup>23</sup> – et changer, ce qui complique l'obtention d'une vue claire de la situation des différents groupes, de leur composition, de leurs collaborations, de leurs zones d'action et de leurs objectifs<sup>24</sup>. Le Burkina Faso est devenu, selon l'AFP, « un grand carrefour des groupes djihadistes qui y opèrent avec une facilité déconcertante et avec des objectifs de plus en plus ambitieux »<sup>25</sup>.

Au-delà des actions de ces groupes terroristes, « des groupes d'autodéfense villageois créés dès 2014 pour restaurer la sécurité ont aggravé les violences locales à base communautaire, notamment depuis 2019 au Centre-Nord et dans le Soum », selon l'International Crisis Group<sup>26</sup>.

Un autre rapport d'ICG, consacré au Sahel et publié en avril 2020, insiste sur le fait que le changement climatique a très certainement un impact sur les conflits dans cette région mais que ce facteur s'intègre dans un ensemble plus large de causalités, dont les choix politiques régissant l'accès aux ressources. A titre illustratif, ICG décrit la dynamique politique suivante :

« Au Burkina Faso, dans la province du Soum, le projet de développement Riz Pluvial a permis l'augmentation des volumes de production rizicole dans la commune de Béléhédé. Mais ce projet a simultanément affecté les équilibres démographiques et politiques locaux : l'installation de populations de paysans allochtones, surtout issus des groupes fulsé et mossi, a été facilitée par ce projet. A l'inverse, les propriétaires peul, souvent éleveurs nomades, estiment avoir été évincés de ces terres sans compensation satisfaisante. Les populations allochtones ont également cherché à contourner l'autorité traditionnelle autochtone, en l'occurrence l'Emir de Tongomayel, en nommant leurs propres chefs de village. Dans ce contexte de tensions locales, des éleveurs peul se sont rapprochés des groupes jihadistes, connus par ailleurs pour rejeter les décisions de l'Etat et faciliter l'accès à la terre des populations qui les soutiennent »<sup>27</sup>.

A la fin de l'année 2018, l'état d'urgence a été décrété dans 14 des 45 provinces du pays. Ces provinces se trouvent dans les régions des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, de l'Est, du Nord et du Sahel<sup>28</sup>. Ces régions se situent principalement le long des frontières avec le Mali et le Niger<sup>29</sup>. L'état d'urgence accorde des pouvoirs supplémentaires aux forces de sécurité,

<sup>18</sup> GRIP (Nsimba J.), 15/01/2019, [url](#)

<sup>19</sup> Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#)

<sup>20</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 06/05/2019, [url](#)

<sup>21</sup> Le Monde (Douce S.), 04/12/2018, [url](#)

<sup>22</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

<sup>23</sup> ACLED, 17/01/2019, [url](#)

<sup>24</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; HRW, 26/05/2020, [url](#)

<sup>25</sup> AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#)

<sup>26</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>27</sup> ICG, 24/04/2020, [url](#)

<sup>28</sup> Le Monde, 31/12/2018, [url](#)

<sup>29</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

dont celui de procéder à des perquisitions à domicile, de jour et de nuit<sup>30</sup>. Il a également permis aux autorités d'adopter des mesures spéciales « telles que les restrictions de déplacement, l'interdiction de circulation des motos ou pick-up ou encore la fermeture de certains lieux comme les marchés ou les foires hebdomadaires dans les zones touchées »<sup>31</sup>. Cet état d'urgence a été prorogé jusqu'au mois de janvier 2021<sup>32</sup>. Diverses sources s'accordent pour dire que ce type de mesures n'apporte pas une amélioration de la sécurité mais impacte négativement les ressources économiques des populations ainsi que la cohésion sociale<sup>33</sup>.

Même si l'insécurité au Burkina Faso est souvent présentée comme le résultat d'une extension du conflit malien, de nombreuses sources soulignent que cette insécurité révèle également une dynamique sociale endogène, notamment via des mouvements de contestation de l'ordre social<sup>34</sup>. A cela s'ajoute, selon un chercheur post-doctoral au Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand à l'Université du Québec à Montréal. :

« le manque de politiques, de ressources et de personnel de sécurité efficace, une variété de griefs sociaux et de questions politiques locales dans les régions périphériques les plus touchées par l'insécurité, et la persistance de groupes criminels et insurgés qui cherchent à exploiter cette dynamique »<sup>35</sup>.

Human Rights Watch (HRW) constate en mars 2019 que les violences – qu'elles soient commises par des groupes islamistes ou par les forces de sécurité burkinabè lors d'opérations antiterroristes – ont « considérablement augmenté depuis la mi-2018, faisant de nombreux morts et obligeant des dizaines de milliers de villageois à prendre la fuite »<sup>36</sup>. L'auteur de ce rapport de HRW sur la violence au Burkina Faso a affirmé à l'Agence France presse (AFP) qu'il est difficile de suivre et de recenser les attaques tellement elles sont nombreuses<sup>37</sup>.

Dans un rapport qui porte sur la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2019, le Secrétaire général des Nations unies indique que, depuis son rapport précédent sur les tendances observées en Afrique de l'ouest et au Sahel, le Burkina Faso est particulièrement touché par la détérioration de sa situation politique et de ses conditions de sécurité :

« Les attaques répétées contre des cibles civiles et militaires ont provoqué des déplacements de population, entraîné la fermeture prolongée d'établissements de santé et d'enseignement et, dans certaines zones, renforcé le rôle des milices et des groupes d'autodéfense, qui se chargent d'assurer la sécurité. [...] La région située à cheval entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger sert de plus en plus souvent de base à l'État islamique du Grand Sahara et à d'autres groupes terroristes. [...] Le Burkina Faso a connu une augmentation des activités terroristes par rapport à la période précédente, en particulier dans les régions du Sahel et du Centre-Nord. Des signes témoignent d'une coopération accrue entre les militants affiliés à Ansaroul Islam, au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et à l'État islamique du Grand Sahara, ainsi que de la montée de groupes armés non identifiés»<sup>38</sup>.

<sup>30</sup> BBC (Gongo S.), 14/03/2019, [url](#) ; Assemblée nationale du Burkina Faso, 14/05/2019, [url](#)

<sup>31</sup> ISS (Maïga I.), 21/02/2019, [url](#)

<sup>32</sup> Reuters via Mediapart, 11/01/2019, [url](#) ; LeFaso.net, 11/07/2019, [url](#) ; Service d'Information du Gouvernement du Burkina Faso, 27/12/2019, [url](#)

<sup>33</sup> ISS (Maïga I.), 21/02/2019, [url](#) ; Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

<sup>34</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#) ; Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

<sup>35</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

<sup>36</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

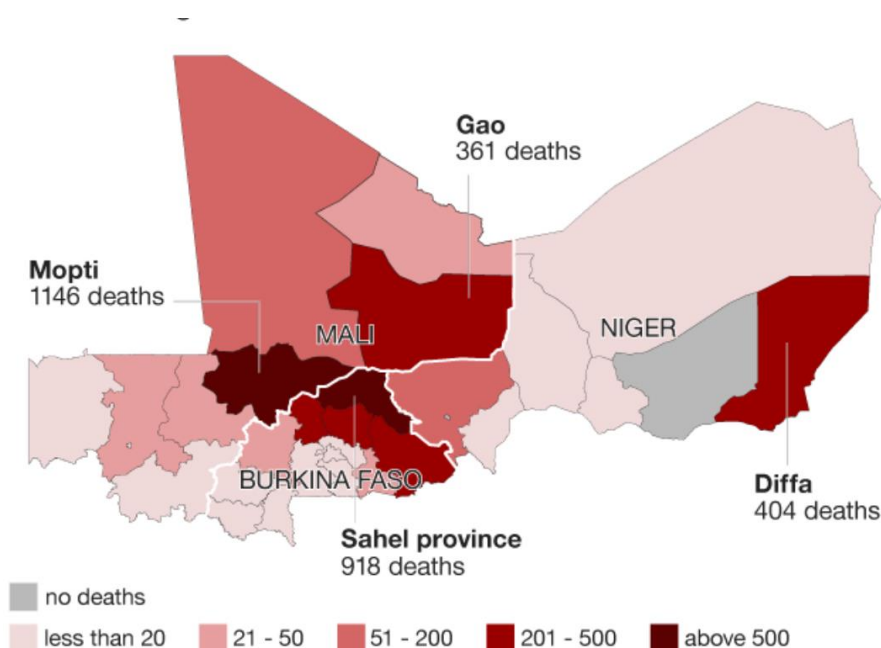
<sup>37</sup> AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#)

<sup>38</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 30/12/2019, [url](#)



HRW estime que, « En vertu du droit de la guerre, la lutte qui oppose le gouvernement du Burkina Faso aux groupes armés constitue un conflit armé non international »<sup>39</sup>. Amnesty International (AI) y voit un conflit armé non international et ajoute que plusieurs homicides délibérés de civils sont potentiellement des crimes de guerre<sup>40</sup>. Quoi qu'il en soit, le Comité international de la Croix-Rouge se dit alarmé, dans un communiqué de juillet 2020, par une érosion du respect du Droit international humanitaire<sup>41</sup>.

En 2019, les régions du Sahel les plus touchées sont les suivantes :



Régions les plus touchées par les décès causés par le conflit armé en 2019, selon l'ACLED<sup>42</sup>

Au Burkina Faso, les violences s'étaient dans un premier temps concentrées dans la région du Sahel. L'activité islamiste armée s'est ensuite étendue à d'autres régions administratives telles que celles du Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord, qui ont ensemble subi la majorité des attaques, ainsi que vers les régions du Centre-Est et du Centre-Sud. D'autres attaques se sont également produites dans d'autres régions<sup>43</sup>. L'International Security Sector Advisory Team (ISSAT) constate dans une note de février 2020 que les attaques des groupes djihadistes menacent également la capitale, Ouagadougou, et les zones frontalières avec le Bénin et la Côte d'Ivoire<sup>44</sup>. Cette progression des djihadistes semble se faire « par essaimage », selon l'ICG. La multiplication des foyers insurrectionnels nourrit le sentiment d'un encerclement de la capitale<sup>45</sup>.

L'année 2019 a été, en termes de pertes humaines au Sahel, la plus cruelle depuis 2012<sup>46</sup>. Le nombre de morts causés par ce conflit au Burkina Faso a spectaculairement augmenté, en comparaison avec

<sup>39</sup> HRW, 06/01/2020, [url](#)

<sup>40</sup> AI, 10/06/2020, [url](#)

<sup>41</sup> CICR via Burkina 24, 02/07/2020, [url](#)

<sup>42</sup> BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

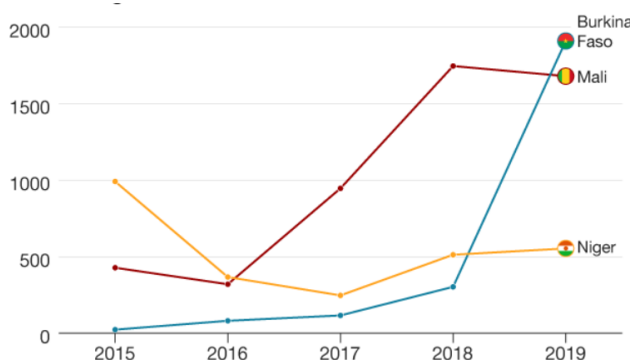
<sup>43</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#) ; ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>44</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>45</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>46</sup> BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

les chiffres relatifs au Mali et au Niger<sup>47</sup>. En effet, le nombre de victimes au Burkina Faso a, entre 2018 et 2019, septuplé, dépassant les nombres du Mali<sup>48</sup>, comme le montre le graphique ci-dessous. En 2019, le Burkina Faso est le pays le plus ciblé par les attaques des groupes djihadistes<sup>49</sup>. Il n'est donc plus un acteur secondaire de la crise au Sahel, mais bien un partie intégrante de cette crise<sup>50</sup>.



Nombre de morts causés entre 2015 et 2019 par la violence armée au Burkina Faso, Mali et Niger selon l'ACLED<sup>51</sup>

Fin 2019, il est évident, selon l'International Institute For Counter-Terrorism (ICT), que des changements majeurs sont intervenus dans la violence au Burkina Faso. De 2018 à 2019, outre l'augmentation spectaculaire du nombre de victimes, le profil de celles-ci a également changé. Alors que la plupart des décès en 2018 étaient dus à des attaques sur des cibles militaires, la plupart des décès en 2019 étaient des civils. Cette augmentation des attaques et des décès ainsi que le glissement important vers des cibles civiles indique que l'insurrection au Burkina Faso est maintenant fermement établie<sup>52</sup>.

Le United States Holocaust Memorial Museum (USHMM) a défini le Burkina Faso, en février 2020, comme pays du monde où les risques de massacres à grande échelle sont les plus importants<sup>53</sup>.

Selon un bilan de l'Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme (ODDH), une ONG burkinabè qui se base sur les analyses de nombreux acteurs nationaux et internationaux, du 4 avril 2015 au 31 mai 2020, le Burkina Faso a subi 580 attaques de djihadistes, dont la grande majorité a eu lieu en 2019 et 2020<sup>54</sup>.

Pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 22 juin 2020, le Conseil de sécurité des Nations unies décrit la situation suivante :

« Le Burkina Faso a continué d'être durement frappé par des attaques terroristes touchant principalement les régions du Sahel et du Centre-Nord. Les militants affiliés à Ansar al-Islam, au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans et à l'État islamique du Grand Sahara ont multiplié les attaques. En retour, les forces de défense et de sécurité ont intensifié leurs opérations antiterroristes »<sup>55</sup>.

<sup>47</sup> BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

<sup>48</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 14/01/2020, [url](#)

<sup>49</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>50</sup> Le Monde (Châtelot C.), 05/11/2019, [url](#)

<sup>51</sup> BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

<sup>52</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

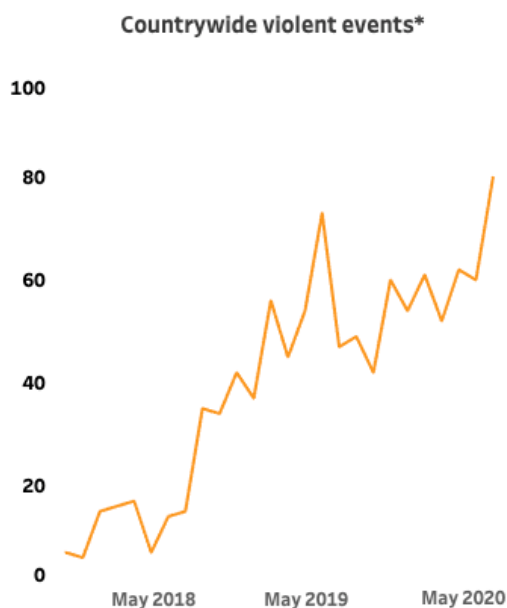
<sup>53</sup> USHMM, 06/02/2020, [url](#)

<sup>54</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>55</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

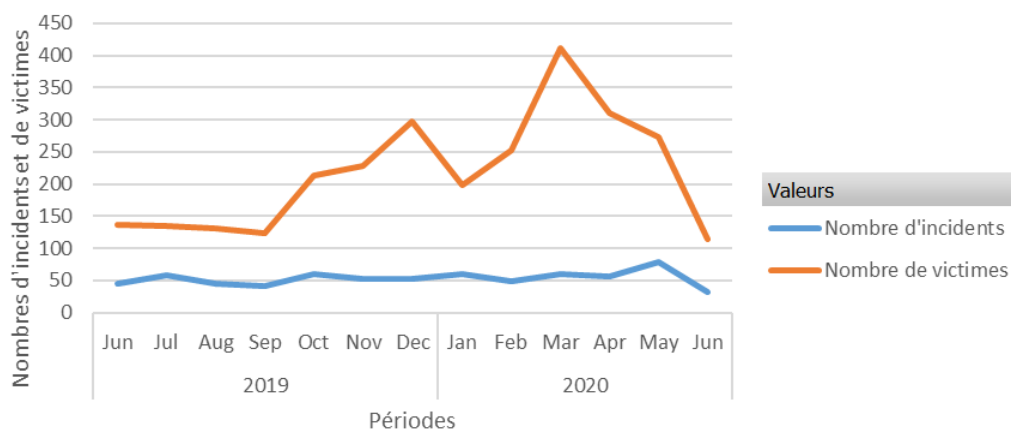
Cette situation provoque, toujours selon le Conseil de sécurité, une forte détérioration de la situation humanitaire<sup>56</sup>.

José Luengo-Cabrera, chercheur à l'ICG a compilé les données de l'ACLED (dans les catégories *battles*, *violence against civilians*, *improvised explosive devices* et *riots*), du HCR et du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR). Pour la période de janvier 2018 à mai 2020, le nombre d'événements violents signalés a été multiplié par cinq<sup>57</sup>.



Incidents violents de mai 2018 à mai 2020<sup>58</sup>

Du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 20 juin 2020, l'ACLED a comptabilisé 693 incidents (*violence against civilians*, *explosions/remote violence*, *battles*) et 2.826 victimes causés par le conflit au Burkina Faso. Ces incidents et victimes se sont succédés de la manière suivante :



Nombre d'incidents et de victimes au Burkina Faso du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 20 juin 2020, selon l'ACLED<sup>59</sup>

<sup>56</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 24/06/2020, [url](#)

<sup>57</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 07/07/2020, [url](#)

<sup>58</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 07/07/2020, [url](#)

<sup>59</sup> ACLED, *Data Africa*, 20/06/2020, [url](#)

### 3. Parties combattantes

#### 3.1. Forces armées burkinabè

Le Burkina Faso privilégie une approche militaire afin de contrer le terrorisme<sup>60</sup>. Cependant, l'armée burkinabè a été purgée après le renversement de Blaise Compaoré via une insurrection populaire en octobre 2014, puis après la tentative de putsch de septembre 2015. Ce coup d'État raté a entraîné la dissolution du Régiment de sécurité présidentiel (RSP). Ce dernier était la garde prétorienne de l'ex-président mais aussi un véritable service de renseignements et une unité d'élite de l'armée<sup>61</sup>. Il représentait 10 % des forces armées<sup>62</sup>. C'est donc tout un système sécuritaire qui s'est effondré<sup>63</sup>, et les effets structurels de ces événements se font toujours ressentir aujourd'hui<sup>64</sup>.

Par ailleurs, la diplomatie de l'ancien président faisait preuve de bienveillance à l'égard de certains groupes djihadistes, notamment via des accords, ce qui les empêchait de s'en prendre au Burkina Faso. En conséquence, tout en tardant à admettre la nature endogène et l'ampleur de la crise, les autorités en place accusent cette ancienne classe dirigeante « d'être à la manœuvre », selon une analyse de l'ICG<sup>65</sup>.

Aussi, selon Foreign Policy, « le système de renseignement reposait davantage sur des hommes et leurs réseaux que sur des institutions »<sup>66</sup>. Actuellement, cette trêve semble terminée car le gouvernement actuel de Roch Marc Christian Kaboré est moins enclin à collaborer avec les groupes radicaux. Qui plus est, ces derniers sont « plus dispersés, moins hiérarchisés et, pour certains, endogènes ». Maintenir des contacts avec de telles structures et avec un appareil sécuritaire fragilisé et divisé est dès lors plus compliqué<sup>67</sup>.

Cet appareil sécuritaire tente donc de se reconstruire. Selon un rapport de l'ISSAT de juillet 2018,

« [u]ne Agence nationale de renseignement, rattachée à la présidence de la République, a été fondée en 2015. Cette agence récente s'intéresse notamment à la montée du fondamentalisme au plan national. Sur la base de son travail, les autorités procèdent ainsi à un encadrement des activités des prédicateurs au travers d'un suivi des prêches, pouvant mener jusqu'à l'arrestation de certains individus jugés coupables de tenir des propos extrémistes. Ces mesures de contrôle se sont également manifestées par des expulsions du territoire. Entre 2013 et 2017, plus de 400 prédicateurs étrangers auraient ainsi été répertoriés »<sup>68</sup>.

Au niveau des ressources et de la coordination en matière de détection des actes terroristes, une loi portant création, organisation et fonctionnement d'un pôle judiciaire spécialisé dans la répression des actes de terrorisme a été adoptée en 2017<sup>69</sup>. Selon l'ISSAT, « Ce pôle, hébergé au tribunal de grande instance de la capitale, a pour objectif de permettre un traitement plus efficace et plus rapide des cas relatifs au terrorisme et à son financement »<sup>70</sup>. De plus, un amendement de 2017 du Code de procédure criminelle permet des perquisitions, dans certaines circonstances, à toute heure et sans le

<sup>60</sup> ISS (Sigsworth R.), 04/2019, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>61</sup> JA, 23/10/2018, [url](#)

<sup>62</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>63</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

<sup>64</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#) ; Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#) ; ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>65</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>66</sup> Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#) ; ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>67</sup> Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#) ; Foreign Policy via Courrier international, 04/04/2019, [url](#)

<sup>68</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>69</sup> UNODC, 01/2017, [url](#)

<sup>70</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018

consentement de la personne concernée<sup>71</sup>. Par ailleurs, une nouvelle loi régissant la justice militaire permet à celle-ci de juger des civils, et ce en toute indépendance du Conseil supérieur de la magistrature<sup>72</sup>. En mai 2019, l'Assemblée nationale a voté un nouveau code de procédure pénale, qui vise à abréger les procédures pénales pour les affaires de terrorisme<sup>73</sup>.

L'ICG mentionne en février 2020 de nombreuses lacunes de l'appareil sécuritaire du Burkina Faso : un manque de capacités humaines et matérielles, illustré par de très faibles moyens aérien ou des unités spéciales peu formées aux conflits asymétriques ; un très faible maillage sécuritaire puisque les forcés burkinabè sont complètement absentes de 30 % du territoire<sup>74</sup> ; la concentration de moyens vers le RSP sous le régime de Compaoré, dissous en 2015 ; des fractures internes et rivalités entre gendarmes et militaires engendrées par la transition de 2014-2015 qui fragilisent également ces services<sup>75</sup>.

D'après l'ISSAT, la corruption, l'absence de responsabilité et la faible légitimité sapent le rôle des forces de sécurité<sup>76</sup>.

Une autre difficulté pour les forces burkinabè est le fait que les habitants la province du Soum perçoivent les fonctionnaires et forces de sécurité comme des « corps étrangers cherchant à s'enrichir », et non à fournir des services. Ils sont donc réticents à collaborer avec ces représentants des autorités venus d'autres provinces et au comportement parfois brutal<sup>77</sup>. De plus, les forces de sécurité envoyées dans les zones reculées du nord ne maîtrisent pas forcément la langue peule (le fulfulde) ou ne comprennent pas les coutumes<sup>78</sup>.

Les forces armées mènent de nombreux raids en représailles des attaques terroristes, neutralisent des assaillants et en tuent de nombreux autres également<sup>79</sup>. Une opération nommée « Otapuanu » s'est par exemple concentrée en mars 2019 sur le centre-est et l'est du pays. Différentes actions terrestres et aériennes se sont conjuguées afin de neutraliser les groupes terroristes présents dans la zone proche de la frontière avec le Niger, le Bénin et le Togo<sup>80</sup>. Bien qu'elle ait été saluée comme un grand succès, l'opération n'a, selon l'ACLED, abouti qu'à un retrait temporaire des militants djihadistes dans cette région et à une augmentation correspondante des attaques ailleurs dans le pays<sup>81</sup>. Une autre opération, appelée « Ndofo » s'est concentrée en mai 2019 sur le nord du pays<sup>82</sup>. L'ICG estime en février 2020 que ces opérations ont produit peu de résultats<sup>83</sup>.

Yvan Guichaoua, spécialiste du Sahel et des questions de sécurité et maître de conférences à la Brussels School of International Studies, relève également que la multiplication des fronts djihadistes est problématique pour ces forces contreterroristes. En effet, du point de vue des groupes djihadistes, un déplacement des zones d'opérations augmente les coûts de manière linéaire tandis que du point de vue des forces contreterroristes (qu'elles soient nationales ou internationales), ce coût augmente de façon exponentielle (il faut notamment des dispositifs de surveillance et d'évacuation qui sont très coûteux)<sup>84</sup>.

<sup>71</sup> AI, 08/12/2017, [url](#)

<sup>72</sup> AI, 08/12/2017, [url](#)

<sup>73</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>74</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>75</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>76</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>77</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#) ; The Guardian (Safi M.), 16/03/2020, [url](#)

<sup>78</sup> Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

<sup>79</sup> Sahel Intelligence (Benshimon S.), 23/06/2020, [url](#) ; Sahel Intelligence (Biedermann K.), 01/07/2020, [url](#)

<sup>80</sup> GRIP (Ledure N.), 17/04/2019, [url](#)

<sup>81</sup> ACLED (Nsaibia H.), 31/05/2019, [url](#)

<sup>82</sup> Le Pays via Courrier international, 14/05/2019, [url](#)

<sup>83</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>84</sup> France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; Timbuktu Institute, 23/03/2019, [url](#)

Enfin, en plus d'être considérées comme insuffisamment équipées, les forces de sécurité du Burkina Faso ont parfois été accusées de recourir de manière disproportionnée à la violence, aux exécutions extrajudiciaires et aux violations des droits de l'homme, y compris à l'égard des civils<sup>85</sup>. ICG constate à ce titre que :

« Les opérations antiterroristes ont souvent donné lieu à l'élimination des suspects plutôt qu'à leur arrestation et généré de multiples abus contre des civils. Loin d'enrayer la menace – en dépit de plusieurs attaques déjouées depuis décembre 2019 – elles poussent ceux qui se sentent injustement victimes de la violence de l'Etat, en particulier au sein des communautés peul, à rejoindre les jihadistes »<sup>86</sup>.

Il arrive que des membres du personnel de la sécurité nationale appartiennent également à des forces non étatiques telles que le *koglweogo* (voir chapitre 3.3.)<sup>87</sup>. Ce recours à des civils armés sur lesquels le gouvernement n'exerce qu'un contrôle limité combiné à une réponse essentiellement militaire « ont conduit à des abus favorisant les recrutements jihadistes et leur basculement dans une violence aveugle », selon l'ICG<sup>88</sup>.

### 3.2. Police et Gendarmerie<sup>89</sup>

Une évaluation menée en partenariat avec l'ISSAT en 2018 a montré que les forces de sécurité étaient absentes dans 36% des communes. Le ratio des effectifs de sécurité de 1/758 est bien en dessous de la norme internationale de 1/400. Avec un effectif total de 5.219 gendarmes, le ratio de gendarmerie est de 1/2.685. Le pays compte 350 départements territoriaux au total, dont 85 disposent d'au moins un poste de police et une unité de gendarmerie ; 109 disposent d'une unité de gendarmerie ou d'un poste de police ; et 156 n'ont aucune unité de la force de sécurité intérieure<sup>90</sup>.

La Brigade spéciale des investigations antiterroristes (BSIAT), nouvelle brigade policière créée en 2018<sup>91</sup>, a atteint sa capacité opérationnelle en août 2019 et a clôturé 18 des 31 dossiers ouverts depuis lors, conduisant à l'arrestation de 78 suspects terroristes. Cette brigade ne dispose toujours pas de budget pour le carburant, les services téléphoniques et d'autres besoins logistiques de base, comme la nourriture pour les détenus<sup>92</sup>.

En mars 2020, environ 700 terroristes présumés étaient détenus dans les prisons mais la justice n'a jugé aucun terroriste détenu depuis 2015<sup>93</sup>. Le département d'Etat américain indique toutefois en juin 2020 qu'à la fin de l'année 2019, trois affaires étaient prêtes à être jugées et que le ministère de la justice a mis en place un comité présidé par son chef de cabinet pour accélérer le traitement des affaires de terrorisme en cours<sup>94</sup>.

### 3.3. Structures communautaires

A côté des services étatiques se sont développées des structures communautaires dont le but est de lutter contre l'insécurité. La description de ces structures figure dans le *COI Focus Burkina Faso*.

---

<sup>85</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>86</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>87</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>88</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>89</sup> Le *COI Focus Burkina Faso. Recours aux autorités* rédigé par le Cedoca en novembre 2018 décrit le rôle des services de police et de gendarmerie.

<sup>90</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>91</sup> IBurkina, 01/05/2020, [url](#)

<sup>92</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>93</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

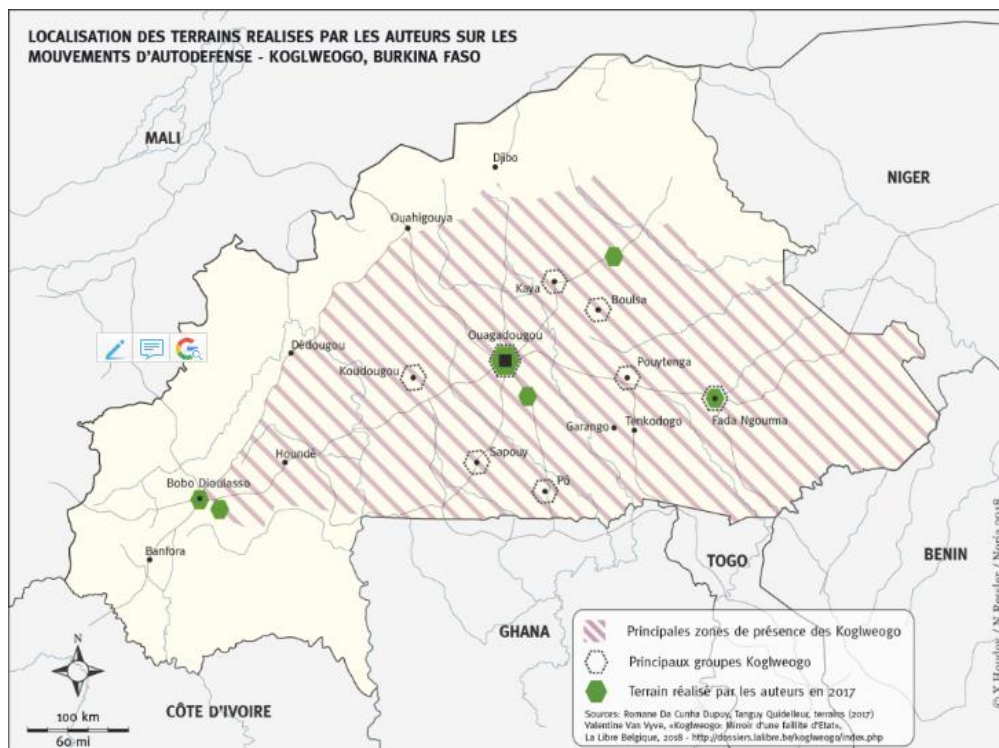
<sup>94</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)



*Recours aux autorités* rédigé par le Cedoca en novembre 2018. Ces groupes de veille et d'autodéfense sont essentiellement constitués d'associations de chasseurs traditionnels *dozos*, d'associations *wend panga* et *koglweogo* ainsi que, plus récemment, de « volontaires pour la défense de la patrie »<sup>95</sup>.

Depuis la publication de ce COI Focus, deux doctorants de centres de recherche français ayant effectué une étude de terrain en 2017 ont publié un petit rapport sur les *koglweogo* dans le cadre du réseau Network of Researchers in International Affairs (NORIA). Ils écrivent que les *koglweogo* prennent en main la chaîne pénale, « continuent d'occuper une place importante dans le paysage politique et social burkinabè et cherchent à s'étendre à l'ensemble du pays ». Ils effectuent par exemple des contrôles routiers au travers desquels ils prélèvent des taxes. D'autres groupes effectuent des activités qui relèvent « avant tout de pratiques commerciales de maintien de l'ordre plus proche d'activité de sécurité privée que d'une autodéfense citoyenne »<sup>96</sup>. Les *koglweogo* ne représentent pas une entité homogène et ne sont pas acceptés de manière uniforme dans l'ensemble du pays. Ils recrutent principalement dans les communautés mossi et fulsé mais, à l'est, ils recrutent surtout parmi le groupe majoritaire, les Gourmantché. A l'ouest du pays, l'expansion de certains d'entre eux suscite des tensions, tant avec des populations qui refusent de leur reconnaître une légitimité qu'avec des groupes *dozos* qui assurent déjà des activités de maintien de l'ordre dans cette région du pays<sup>97</sup>.

La carte ci-dessous illustre les principales zones de présence des *koglweogo* ainsi que la localisation des principaux groupes.



Principales zones de présence des *koglweogo* et localisation des principaux groupes<sup>98</sup>

<sup>95</sup> CGVS / CGRA - Cedoca, 07/11/2018. Ce COI Focus décrit l'historique, les localisations, les compositions, les modes de fonctionnements, les relations avec les autorités officielles ainsi que les éventuelles poursuites judiciaires envers ces groupes.

<sup>96</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#)

<sup>97</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#) ; ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>98</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#)

De son côté, selon le centre Clingendael, le gouvernement central de Ouagadougou a favorisé une relation de collaboration non officielle avec les groupes d'autodéfense. Il tolère et considère ce vigilantisme comme une forme bon marché d'application de la loi dans les régions éloignées, mais n'hésite pas à recourir aux institutions officielles pour maintenir les activités de vigilantisme sous le contrôle (relatif) de l'État<sup>99</sup>. Les deux chercheurs de NORIA ont par exemple constaté des cas dans lesquels des *koglweogo* sont arrêtés et mis en prison lorsque les autorités estiment qu'ils vont trop loin<sup>100</sup>.

Dans son rapport publié en février 2020, l'ICG précise ceci à propos des *koglweogo* :

« Bandits et groupes d'autodéfense sont les deux faces d'une même crise de la sécurité dans bien des espaces ruraux du pays. Si les *Koglweogo* constituent une réponse efficace à la criminalité, ils sont donc aussi l'expression d'une crise profonde de la gouvernance en zone rurale. De fait, nombre de *Koglweogo* sont d'anciens bandits reconvertis »<sup>101</sup>.

Par ailleurs, un système de « volontaires pour la défense de la patrie » a été mis en place par une loi votée en janvier 2020. Des supplétifs sont ainsi recrutés sur base volontaire. Leur mission première est le renseignement. Ils reçoivent une formation de quinze jours au cours de laquelle ils apprennent le maniement des armes légères et les tactiques militaires de base. Ils sont amenés à patrouiller armés, encadrés par des militaires. Chaque groupe reçoit un appui financier mensuel de l'État<sup>102</sup>. Les avantages financiers et en nature accordés à ces volontaires ont été fixés par un arrêté ministériel en avril 2020<sup>103</sup>.

Le 20 mai 2020, France Télévisions indique que le gouvernement n'a pas précisé le nombre de « volontaires pour la défense de la patrie » qui ont jusque-là été recrutés<sup>104</sup>. C'est vers les *koglweogo* que se dirigent les autorités afin de recruter ces nouveaux combattants<sup>105</sup>. Le rapport publié en juin 2020 par l'ODDH signale que le recrutement de ces volontaires n'a pas encore véritablement commencé dans le nord car l'État ne souhaite pas recourir à des volontaire peuls<sup>106</sup>.

L'ICT explique dans un rapport publié en février 2020 que le fait de mettre des armes entre les mains de civils peut encourager les militants islamiques à se concentrer sur les villages comme source d'armes et de munitions, et donc constituer une incitation supplémentaire pour de futurs raids dans les villages<sup>107</sup>. L'ICG voit, quant à lui, dans cet appel à la mobilisation, « un aveu de l'incapacité des forces de défense et de sécurité à assurer seules la sécurité du territoire »<sup>108</sup>.

Quoi qu'il en soit, une implication de ces volontaires dans des massacres est admise comme une hypothèse par de nombreux analystes, selon plusieurs sources<sup>109</sup>. D'un point de vue plus global, ces différents groupes de défense communautaire ont déjà été accusés d'avoir commis des violations des droits de l'homme et leurs activités sont souvent incompatibles avec le respect des principes fondamentaux de l'État de droit tels que la présomption d'innocence<sup>110</sup>. Ils bénéficient cependant du soutien de la population, fatiguée de l'incapacité de l'État à assurer l'une de ses fonctions fondamentales : la sécurité des citoyens<sup>111</sup>. Il en résulte que, selon une note d'information du centre

<sup>99</sup> Clingendael (Wendyam H. L.), 05/2020, [url](#)

<sup>100</sup> NORIA (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), 15/11/2018, [url](#)

<sup>101</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>102</sup> France Télévisions, 20/05/2020, [url](#)

<sup>103</sup> LeFaso.net, 09/04/2020, [url](#)

<sup>104</sup> France Télévisions, 20/05/2020, [url](#)

<sup>105</sup> France Télévisions, 30/06/2020, [url](#)

<sup>106</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>107</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>108</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>109</sup> AFP via VOA, 19/05/2020, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#)

<sup>110</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#) ; France Télévisions, 30/06/2020, [url](#)

<sup>111</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)



Clingendael qui examine en mai 2020 les risques de violence électorale de la part des groupes d'autodéfense, t les *koglweogo*, les *dozos*, les *rougas*<sup>112</sup> ainsi que ces nouveaux volontaires pour la défense, sont devenus les principaux auteurs de violence au Burkina Faso<sup>113</sup>.

### 3.4. Groupes djihadistes

#### 3.4.1. Généralités

Il existe une diversité de groupes islamistes armés impliqués dans de nombreuses attaques au Burkina Faso<sup>114</sup>. Certaines attaques sont revendiquées, selon HRW<sup>115</sup>, mais la plupart ne le sont pas selon d'autres sources<sup>116</sup>. Il s'avère compliqué de déterminer quels sont les auteurs exacts des actions terroristes ou criminelles<sup>117</sup>, d'autant plus que les allégeances de ces groupes sont fluctuantes, se chevauchent<sup>118</sup>, et qu'ils travaillent main dans la main avec des réseaux criminels<sup>119</sup>.

Les unités djihadistes actives au Burkina Faso bénéficient d'une autonomie par rapport à leurs dirigeants, principalement installés au Mali. Cette autonomie permet à leurs responsables de satisfaire les besoins locaux ou personnels<sup>120</sup>. Il est souvent délicat de déterminer si les insurgés sont des djihadistes ou des bandits « djihadisés », tant les composantes de ces groupes sont diverses et tant le facteur religieux est secondaire<sup>121</sup>.

Ceci étant dit, une analyse du GRIP publiée en juin 2020 détermine un dénominateur commun à tous ces groupes, en l'occurrence l'importance des facteurs locaux :

« La caractérisation rigoureuse des groupes et des individus est donc toujours ardue et sujette à caution. Un point semble toutefois faire consensus chez les observateurs : la plupart de ces groupes ont en commun leur nature très locale »<sup>122</sup>.

Le dernier rapport d'ICG consacré au Burkina Faso affirme lui aussi que le basculement dans la violence des insurgés burkinabè s'explique par des facteurs locaux :

« Ces groupes forment, autour d'un noyau resserré d'idéologues, un assemblage composite d'insurgés aux motivations locales diverses : agriculteurs ou éleveurs victimes d'injustices foncières ou de racket, bandits rompus au maniement des armes, orpailleurs en quête de protection, populations stigmatisées. Ils se propagent en exploitant notamment les conflits locaux liés aux crises du monde rural et impliquant souvent des groupes d'autodéfense »<sup>123</sup>.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos est directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et chercheur associé au Peace Research Institute à Oslo. Lors d'une émission de France Culture en décembre 2019, il souligne que ces groupes savent très bien se déployer quand il n'y a rien en face, en cas de vide politique<sup>124</sup>. Ils proposent par exemple à des jeunes de devenir

<sup>112</sup> Groupes peul chargés de protéger les troupeaux

<sup>113</sup> Clingendael (Wendyam H. L.), 05/2020, [url](#)

<sup>114</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>115</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>116</sup> AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#) ; DW (Oneko S.), 13/05/2019, [url](#) ; The Intercept (Penney J.), 22/11/2018, [url](#)

<sup>117</sup> Timbuktu Institute, 23/03/2019, [url](#)

<sup>118</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#)

<sup>119</sup> DW (Oneko S.), 13/05/2019, [url](#)

<sup>120</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>121</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>122</sup> GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

<sup>123</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>124</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#)

leurs agents de renseignement pour 25.000 FCFA par mois, soit environ 40 euros, ce qui représente une somme importante selon une source sécuritaire interrogée par l'AFP<sup>125</sup>. Par contre, ils sont incapables de mettre en place un projet alternatif de société. Ils critiquent l'Etat (injustice sociale, corruption, état prédateur, racket des éleveurs peuls, etc.) mais ils ne disposent pas de capacité de gouvernance. Ceci les distingue des guérillas ou des mouvements de libération nationale<sup>126</sup>.

Il existe trois grandes entités djihadistes organisées dans le Sahel : Ansarul Islam, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)<sup>127</sup>. Ces trois grandes entités sont décrites dans les chapitres suivants. Autour de ces trois « planètes » gravitent de très nombreux groupes, à la limite du djihadisme et du banditisme, parfois sans agenda idéologique mais qui profitent des opportunités, selon Vincent Hugeux, grand reporter à L'Express, interrogé par France Culture le 9 mai 2019<sup>128</sup>.

L'annexe 2 montre les zones approximatives d'influence de ces différents groupes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 1<sup>er</sup> février 2020 tandis que l'annexe 3 montre leurs zones d'action entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 6 juin 2020.

### 3.4.2. Ansarul Islam

Cette formation djihadiste locale<sup>129</sup> a été fondée en 2016 dans le nord du Burkina Faso par Ibrahim Malam Ibrahim Dicko, prédicateur peul d'origine burkinabè<sup>130</sup>. Il est décédé en 2017 et a été remplacé par son frère, Jafar Dicko<sup>131</sup>.

Les leaders d'Ansarul Islam (« les défenseurs de l'islam ») sont d'anciens combattants du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) au centre du Mali<sup>132</sup>. L'affiliation de ce groupe n'est pas du tout claire selon des analystes interrogés par la Deutsche Welle (DW) ou France Culture<sup>133</sup>. D'autres sources le décrivent comme connecté au GSIM (voir *infra*)<sup>134</sup>. HRW note que ce groupe aurait reçu une formation et un soutien logistique tant de la part d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) que de l'EIGS<sup>135</sup>.

Ansarul Islam est principalement composé de combattants peuls<sup>136</sup>. Les populations peules du nord du Burkina Faso se sont retrouvées sous la direction d'élites du sud de l'ethnie mossi après la décolonisation. Aujourd'hui encore, ces populations du nord perçoivent l'Etat comme prédateur, corrompu, et pratiquant une justice à géométrie variable<sup>137</sup>. Le chapitre 5.2. décrit plus en détail la situation de ce groupe ethnique.

L'ICG souligne qu'Ansarul Islam est avant tout né de la contestation de l'organisation sociale en vigueur dans la province de Soum. Ce mouvement « remet en cause la toute-puissance des chefferies coutumières et le monopole de l'autorité religieuse détenu par les familles maraboutiques, qu'il accuse de s'enrichir aux dépens des populations »<sup>138</sup>. Ces autorités paraissent archaïques aux yeux de

<sup>125</sup> AFP (Fort P.) via TV5 Monde, 30/06/2020, [url](#)

<sup>126</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#)

<sup>127</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>128</sup> France Culture, 09/05/2019, [url](#)

<sup>129</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#) ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

<sup>130</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>131</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

<sup>132</sup> FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#)

<sup>133</sup> DW (Onoko S.), 13/05/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#)

<sup>134</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#) ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

<sup>135</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>136</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; France Culture, 27/03/2020, [url](#) ; TNH (Kleinfeld Ph.), 09/03/2020, [url](#)

<sup>137</sup> Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

<sup>138</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#)

nombreux jeunes<sup>139</sup>. L'ICG explique que ce groupe « exprime les doléances de la majorité silencieuse de la population qui ne détient ni le pouvoir politique, ni l'autorité religieuse. Dans ces circonstances, « [L]'islam devient alors un référent de contestation d'une société figée productrice de frustrations »<sup>140</sup>. De plus, Ansarul Islam a perdu des adeptes en basculant dans la lutte armée mais il a pu conserver ses capacités de mener une guerre de basse intensité contre les autorités locales et nationales<sup>141</sup>.

Au nord du pays, les attaques sont menées sous la bannière de ce groupe<sup>142</sup>. Selon la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) en février 2019, « l'action de ce groupe demeure pour le moment géographiquement circonscrite »<sup>143</sup>. L'European Council on Foreign Relations (ECFR) constate en mai 2019 qu'Ansarul Islam mène des attaques au nord mais aussi à l'est du Burkina Faso, ainsi que de l'autre côté de la frontière du Mali<sup>144</sup>. En février 2020, l'ICG situe les attaques de ce groupe principalement dans la province du Soum<sup>145</sup>.

Dans son rapport de février 2020, l'ICG explique également que Ansarul islam s'est fondu au sein du GSIM. Ses attaques sont en tout cas revendiquées par ce groupe<sup>146</sup>.

Un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) estime en décembre 2019 que 55 % des attaques du groupe Ansarul Islam sont dirigées contre des civils<sup>147</sup>.

### 3.4.3. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

La déclinaison locale de l'Etat islamique est l'Etat islamique dans Grand Sahara (EIGS). Ce groupe s'est formé en 2015 en faisant scission d'Al-Mourabitoun mais il a dû attendre un certain temps pour que son allégeance soit reconnue par l'ancien leader de l'Etat islamique, Abu Bakr al-Baghdadi. Ses premières incursions dans le nord du Burkina Faso datent de la fin de l'année 2016<sup>148</sup>. Le nombre de combattants est inconnu, selon le département d'Etat américain<sup>149</sup>.

La région du sud-est du Burkina Faso est réputée être sous le contrôle de ce groupe<sup>150</sup>, même si, selon Le Monde, « l'affiliation des groupes armés n'a toujours pas été déterminée »<sup>151</sup> et que l'ECFR attribue à ce groupe plusieurs attaques près de la frontière du Mali<sup>152</sup>. L'EIGS a tenté de s'installer au sud-est début de l'année 2018, où le banditisme était déjà très implanté<sup>153</sup>.

Selon l'ICG, l'EIGS couvre un espace plus vaste que le GSIM. Il s'est d'abord implanté dans la province de l'Oudalan (région du Sahel). Ensuite,

« Il a progressivement étendu sa présence à la partie est de la province du Soum et à deux provinces de la région du Centre-Nord, le Namentenga et l'Est du Sanmatenga. Dans le même temps, dans la région du Sahel, il s'est aussi développé au Sud de l'Oudalan, dans le Nord de la province du Seno et au Nord-Est de la province du Yagha. Dans le prolongement du Yagha, des

<sup>139</sup> France Culture, 09/05/2019, [url](#)

<sup>140</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#)

<sup>141</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#)

<sup>142</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

<sup>143</sup> FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#)

<sup>144</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

<sup>145</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>146</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>147</sup> CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#)

<sup>148</sup> TNH (Kleinfeld Ph.), 09/03/2020, [url](#)

<sup>149</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>150</sup> France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

<sup>151</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

<sup>152</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

<sup>153</sup> France Culture, 09/05/2019, [url](#)

jihadistes de l'EIAO, y compris des chefs, ont également marqué leur présence dans la région de l'Est dès 2016 sous forme de cellules dormantes, devenues actives en 2018<sup>154</sup>. »

Comme expliqué *supra*, les groupes islamistes au Sahel, et particulièrement Ansarul Islam au Burkina Faso<sup>155</sup>, exploitent d'abord des frustrations locales (marginalisation, injustice, mauvaise gouvernance, corruption, etc.) afin de recruter des membres<sup>156</sup>. Par contre, le CESA souligne que l'EIGS « n'a pas réellement cherché à développer d'idéologie solide et cohérente » mais « a préféré étendre son champ d'action et exploiter les frontières en recourant à une mobilité importante »<sup>157</sup>. De plus, contrairement aux autres groupes terroristes présents dans la région, l'EIGS cible également des civils innocents, sans lien avec les institutions étatiques<sup>158</sup>. En effet, à de rares exceptions près, les nombreuses attaques djihadistes ayant visé des civils au Burkina Faso, qui s'intensifient depuis la fin 2019, sont imputées à cette branche locale de l'EI, selon l'ICG<sup>159</sup>.

#### 3.4.4. Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM)<sup>160</sup> est une coalition de plusieurs groupes alignés à Al-Qaïda formée en 2017 : Al-Qaïda au Maghreb islamique, al-Mourabitoun, Ansar Dine, et le Front de libération de Macina (FLM), aussi appelé Katiba<sup>161</sup> Macina<sup>162</sup>. Dans son rapport annuel publié en juin 2020, le département d'Etat américain estime que ce groupe comporte entre 1.000 et 2.000 combattants<sup>163</sup>. Cette coalition figure au second plan des menaces selon l'ISSAT et la BBC<sup>164</sup>. Elle est active au Burkina Faso, au Mali et au Niger<sup>165</sup> et a revendiqué les attaques contre l'état-major des forces armées du Burkina Faso et l'ambassade de France à Ouagadougou en mars 2018 (voir *infra*)<sup>166</sup>. Cette coalition est dirigée par le Touareg malien Iyad Ag Ghali<sup>167</sup>.

Le GSIM est présent dans l'ouest du pays depuis 2016, ainsi qu'à l'est. Dans cette région, il y serait plus actif que l'EIGS, selon l'ICG<sup>168</sup>.

Le GSIM est opposé aux attaques visant des civils, sauf les notables qui le combattent et les indicateurs de l'armée<sup>169</sup>.

#### 3.4.5. Cohabitation entre groupes djihadistes

Dans son rapport sur les activités du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel publié en décembre 2018, le Secrétaire général des Nations unies indique que « [i]l semblerait que les groupes terroristes actifs au Sahel aient renforcé la coordination de leurs opérations, les schémas des attaques indiquant une division du travail et une étroite coopération entre les groupes »<sup>170</sup>. Cette

<sup>154</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>155</sup> Le CESA a publié en août 2019 un éclairage sur le groupe Ansarul Islam : CESA (Le Roux P.), 13/08/2019, [url](#)

<sup>156</sup> CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#) ; Pérouse de Montclos M.-A., 2018

<sup>157</sup> CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#)

<sup>158</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>159</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>160</sup> En arabe : Jamaat Nusrat al-islam wal-Muslimin (JNIM)

<sup>161</sup> *Katiba* signifie unité combattante

<sup>162</sup> BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#) ; ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#) ; ISS (Sigsworth R.), 04/2019, [url](#)

<sup>163</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>164</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018 ; BBC (Davies F., Leithead A.), 21/06/2018, [url](#)

<sup>165</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

<sup>166</sup> Le Monde, 03/03/2018, [url](#)

<sup>167</sup> Libération (Macé C.), 12/05/2019, [url](#)

<sup>168</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>169</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>170</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#)

coopération entre différentes unités combattantes djihadistes est confirmée par différentes sources en 2019 et début 2020<sup>171</sup>. Le rapport d'ICG de février 2020 note par exemple que ces deux entités « coopèrent sur le terrain pour faire front commun face à la France, dont les soldats sont qualifiés de 'croisés', et ses alliés »<sup>172</sup>. Cette coopération va à l'encontre du clivage entre l'Etat islamique et Al-Qaïda souvent présenté dans le cadre des conflits du Moyen-Orient<sup>173</sup>.

Wasim Nasr, journaliste à France 24 et spécialiste des mouvements djihadistes, explique ces liens au travers du dialogue instauré entre ces deux entités et facilité par des transfuges. Ce dialogue a, toujours selon cet expert, plus de poids que la divergence idéologique (l'EI voulant imposer le califat « maintenant, tout de suite, de village en village », tandis qu'Al Qaeda souhaite surtout viser l'Etat vassal de l'occident)<sup>174</sup>.

Cependant, l'EIGS se targue durant le premier semestre de 2020 d'avoir conduit une série d'attaques contre le GSIM au Mali ainsi qu'au nord du Burkina Faso<sup>175</sup>. Les velléités d'expansion de l'EIGS sont la raison majeure du conflit<sup>176</sup>. Ce dernier devenait trop présent et empiétait sur les ressources premières. Cette situation devenait donc dangereuse pour le GSIM<sup>177</sup>. Les raids ciblés des forces internationales peuvent également alimenter ces tensions. Ceux-ci visent en effet prioritairement les chefs djihadistes qui ont la capacité d'instaurer un dialogue entre les différents groupes tandis que les remplaçants de ces chefs éliminés, eux, risquent, de hâter le conflit<sup>178</sup>. En conséquence, les divergences de vue entre les deux organisations concernant les minorités religieuses, le sort des civils et la gestion locale (gestion des pâturages, accès aux bourgoutières, contrôle des check-points, rôle des chefs traditionnels, attitude par rapport aux groupes d'autodéfense, etc.) se font de plus en plus ressentir<sup>179</sup>. Les sources consultées par le Cedoca sont concordantes quant au fait que ce conflit entre groupes djihadistes risque de durer<sup>180</sup>. Si, pour l'heure, le GSIM est conforté dans son statut de puissance djihadiste dominante, l'EIGS serait parvenu à régénérer une partie de ses troupes, ce qui signifie que les autorités centrales de l'EI continuent de le soutenir et qu'ils n'ont pas l'intention de le lâcher<sup>181</sup>.

### 3.4. Troupes internationales

Les crises politiques et sécuritaires qui ont suivi le coup d'Etat au Mali le 21 mars 2012 (le capitaine Amadou Sanogo chasse du pouvoir Amadou Toumani Touré) ont déclenché une intervention militaire française (opérations Serval puis Barkhane), une mission de maintien de la paix des Nations unies (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, MINUSMA) et la création d'une force conjointe régionale (FC-G5S ou G5 Sahel)<sup>182</sup>. Les djihadistes sont toutefois parvenus à se réorganiser et à s'éparpiller dans l'immensité sahélienne<sup>183</sup>. Ci-dessous, une brève description de ces interventions internationales.

<sup>171</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#) ; France Culture, 13/05/2019, [url](#) ; CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#) ; La Revue internationale, 06/01/2020, [url](#)

<sup>172</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>173</sup> France Culture, 13/05/2019, [url](#)

<sup>174</sup> RFI, 04/06/2020, [url](#)

<sup>175</sup> Mediapart (Hume-Ferkatadji F., Macadré O.), 02/06/2020, [url](#)

<sup>176</sup> Le Monde (Bensimon C.), 29/06/2020, [url](#)

<sup>177</sup> RFI, 04/06/2020, [url](#)

<sup>178</sup> RFI, 04/06/2020, [url](#)

<sup>179</sup> Guichaoua Y. via Thread reader, 05/06/2020, [url](#)

<sup>180</sup> Le Monde (Bensimon C.), 29/06/2020, [url](#) ; RFI, 04/06/2020, [url](#) ; Guichaoua Y. via Thread reader, 05/06/2020, [url](#)

<sup>181</sup> Le Monde (Bensimon C.), 29/06/2020, [url](#)

<sup>182</sup> Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), 03/2019, [url](#)

<sup>183</sup> JA (Roger B.), 20/05/2019, [url](#)

### 3.4.1. Force conjointe du Groupe des cinq pays du Sahel (FC-G5S)

Cette organisation régionale, communément appelée G5 Sahel, a été créée en 2017. C'est une force militaire de lutte contre le terrorisme qui est censée assurer la sécurité des frontières communes des cinq pays francophones du Sahel, à savoir le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie<sup>184</sup>. L'objectif affiché de cette force conjointe est de garantir l'autonomie stratégique des États sahéliens en allégeant la charge de la MINUSMA et de Barkhane. Toutefois, selon une analyse du GRIP de juin 2020, ces Etats sont trop « défaillants » pour remplacer l'armée française<sup>185</sup>.

Les opérations de cette force ont été suspendues en juin 2018 suite à un attentat contre son quartier général à Sévaré au Mali. Les opérations ont ensuite repris en janvier 2019<sup>186</sup>.

En mai 2019, des représentants de la force conjointe ont affirmé que les pays membres n'atteindraient pas leur but en étant seuls. Ils ont expressément demandé à la communauté internationale, lors d'une séance au Conseil de sécurité des Nations unies, une coalition internationale antiterroriste pour le Sahel. Les Etats-Unis refusent toutefois une implication plus forte de l'Organisation des Nations unies (ONU) en soutien à cette force<sup>187</sup>.

L'analyse du GRIP publiée en juin 2020 constate que les effectifs de la FC-G5S sont actuellement à 80 % du minimum des 5.000 hommes et que les unités sont usées par de trop longues périodes de déploiement (minimum 12 mois)<sup>188</sup>.

Le dernier rapport du Secrétaire général des Nations unies à propos de cette FC-G5S, publié en mai 2020, indique qu'elle n'a « cessé d'accélérer le rythme de ses opérations » et que, « [P]our la première fois depuis sa création, elle a pu mener et planifier des opérations simultanément qui, plus est, ont gagné en ampleur et en durée »<sup>189</sup>. Ce rapport souligne quelques nouveautés. Ainsi, le droit de poursuite des forces armées de chaque État membre de la FC-G5S a été étendu à 100 kilomètres, contre 50 kilomètres précédemment. Aussi, les troupes sous le commandement de la FC-G5S n'opèrent plus exclusivement sur leur propre territoire national mais sont autorisées, sous certaines conditions, à être déployées dans d'autres États de la force conjointe<sup>190</sup>.

### 3.4.2. Opération Barkhane

L'opération Barkhane est la principale intervention extérieure française. Elle fait suite à l'opération Serval lancée au Mali en janvier 2013., Initiée le 1<sup>er</sup> août 2014, l'opération Barkhane intègre le caractère transfrontalier de la menace terroriste et a la capacité de mener des actions dans tous les pays du G5 Sahel. Elle comporte 4.500 soldats, pour un effort annuel de 700 millions d'euros<sup>191</sup>. Les forces spéciales de l'opération Barkhane, appelées « task force Sabre » sont basées à Ouagadougou<sup>192</sup>.

Selon Yvan Guichaoua, l'opération Barkhane est « la seule force régionale véritablement efficace et remporte d'incontestables victoires tactiques, éliminant un à un les commandants djihadistes<sup>193</sup> ».

<sup>184</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>185</sup> GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

<sup>186</sup> AFP via JA, 20/01/2019, [url](#)

<sup>187</sup> Le Monde, 17/05/2019, [url](#)

<sup>188</sup> GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

<sup>189</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

<sup>190</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

<sup>191</sup> Ministère des Armées de la République française, 02/2019, [url](#)

<sup>192</sup> ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

<sup>193</sup> The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), 24/02/2019, [url](#)

Début octobre 2018, le Burkina Faso a réclamé l'appui de la force militaire Barkhane pour des frappes aériennes à l'est du pays<sup>194</sup>, suivies par une autre opération dans le nord<sup>195</sup>. Jusque-là, le Burkina Faso refusait le soutien de l'ancienne puissance coloniale<sup>196</sup>.

En février 2020, le nombre de militaires engagés dans cette opération s'élève à 5.100 selon les chiffres du ministère français de la Défense. Dans un communiqué, la même source précise qu'un renfort de 220 soldats a été prévu suite au sommet de Pau (France) de janvier 2020 afin d'accentuer les efforts dans la région du Liptako Gourma<sup>197</sup>.

### 3.4.3. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)

La MINUSMA a été établie par le Conseil de sécurité des Nations unies en avril 2013<sup>198</sup>. Sa mission principale est le maintien de la paix au Mali<sup>199</sup>. Le mandat de cette mission a été prolongé jusqu'en juin 2021<sup>200</sup>.

Elle est composée de plus de 15.000 militaires et soldats<sup>201</sup>. Toutefois, son champ d'action reste limité au seul Mali et un élargissement de ce champ d'action n'a jusqu'ici pas été considéré. Cette mission ne peut donc répondre à la dimension transnationale des différentes formes de violence au Sahel, selon une analyse du GRIP<sup>202</sup>.

En mars 2019, le Conseil de sécurité des Nations unies a donné son accord pour une coopération entre la FC-GS5 et la MINUSMA. Cette dernière pourra désormais appuyer de façon opérationnelle et logistique la FC-GS5 par les volets du transport, de la fourniture des rations alimentaires et de la fourniture de carburant. Depuis lors, La MINUSMA continue de fournir un soutien logistique à la FC-GS5 dans le cadre de son mandat, notamment en fournissant des rations de combat et du carburant, en construisant les structures provisoires du nouveau quartier général de la FC-GS5 ou en procédant à des évacuations sanitaires<sup>203</sup>.

### 3.4.4. Coalition pour le Sahel

A l'occasion d'un sommet extraordinaire organisé à Pau (France) en janvier 2020, les chefs d'État du Burkina Faso, de la France, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad ont annoncé la création de la Coalition pour le Sahel. Cette nouvelle structure consiste en un

« cadre international global pour coordonner l'action dans la région, ouvert à tout pays souhaitant s'y joindre et organisé autour de quatre piliers, à savoir la lutte contre le terrorisme ; le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité de la région ; l'appui au rétablissement de la présence de l'État ; et l'aide au développement »<sup>204</sup>.

Cette coalition s'est réunie pour la première fois et virtuellement le 12 juin 2020<sup>205</sup>. Elle a réuni près de 45 ministres des Affaires étrangères (dont la quasi-totalité des pays européens, de la région Sahel

<sup>194</sup> AFP via Le Point, 10/10/2018, [url](#) ; Libération (Macé C.), 03/12/2018, [url](#)

<sup>195</sup> RFI, 04/10/2018, [url](#)

<sup>196</sup> JA, 23/10/2018, [url](#)

<sup>197</sup> Ministère des Armées de la République française, 17/02/2020, [url](#)

<sup>198</sup> Ministère des Armées de la République française, 02/2019, [url](#)

<sup>199</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 06/06/2018, [url](#) ; ECFR (Lebovich A.), 05/2019, [url](#)

<sup>200</sup> RFI, 29/06/2020, [url](#)

<sup>201</sup> RFI, 25/03/2019, [url](#) ; Ministère des Armées de la République française, 17/02/2020, [url](#)

<sup>202</sup> GRIP (Liégeois M., Strandt J.), 26/06/2020, [url](#)

<sup>203</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

<sup>204</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

<sup>205</sup> DW (Quenum F.), 12/06/2020, [url](#)



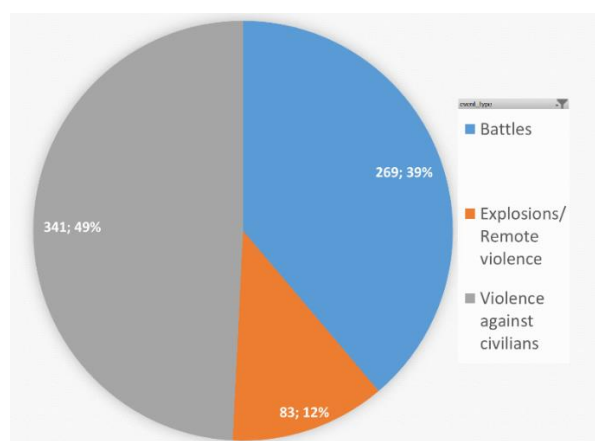
et de son voisinage) ainsi qu'une quinzaine de représentants d'institutions internationales dont l'ONU, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou l'Union africaine (UA)<sup>206</sup>.

La « Task Force Takuba<sup>207</sup> » est la nouvelle force créée pour atteindre ces objectifs. Composée de forces spéciales européennes, elle devrait se déployer en juillet 2020, avec une capacité opérationnelle totale d'ici le début de 2021 et un mandat de trois ans. Cependant, cette task force connaît des retards, seules la France et l'Estonie se déployant durant l'été 2020, les troupes suédoises et tchèques – en attente de l'approbation du Parlement – devant les rejoindre en 2021<sup>208</sup>.

## 4. Typologie de la violence

### 4.1. Nombre d'incidents

Pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 20 juin 2020, l'ACLED a recensé 693 incidents au Burkina Faso. Sur ce nombre, l'ACLED classe 269 incidents comme *battles*, 83 incidents comme *explosions/remote violence* et 341 comme *violence against civilians*. Autrement dit, la violence contre les civils représente près de la moitié des incidents<sup>209</sup>.



Répartitions des trois types d'incidents entre le 1<sup>er</sup> juin 2019 et le 20 juin 2020, selon l'ACLED<sup>210</sup>

Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED<sup>211</sup>.

Durant cette même période, ces mêmes 693 incidents se sont répartis de la manière suivante au cours des mois :

<sup>206</sup> JA (D'Herbès P.), 28/06/2020, [url](#)

<sup>207</sup> Takuba qui signifie sabre en touareg

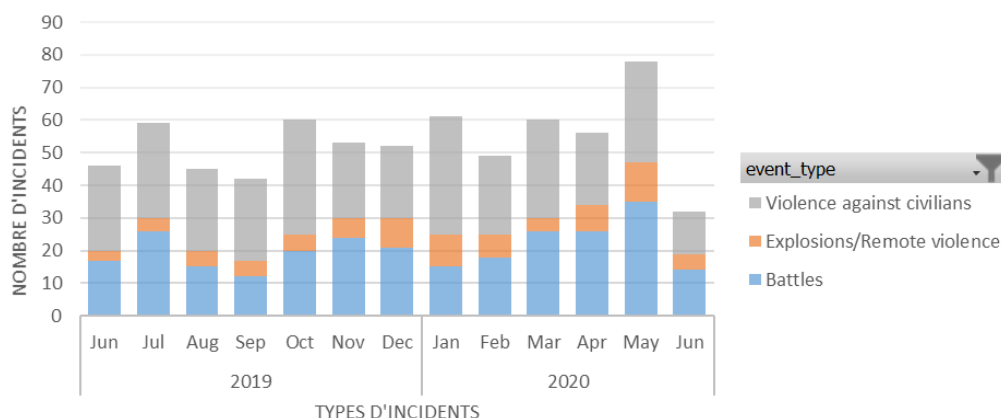
<sup>208</sup> Clingendael (Schmauder A., Gorman Z., Berger F.), 30/06/2020, [url](#)

<sup>209</sup> ACLED, *Data Africa*, 20/06/2020, [url](#)

<sup>210</sup> ACLED, *Data Africa*, 20/06/2020, [url](#)

<sup>211</sup> CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)



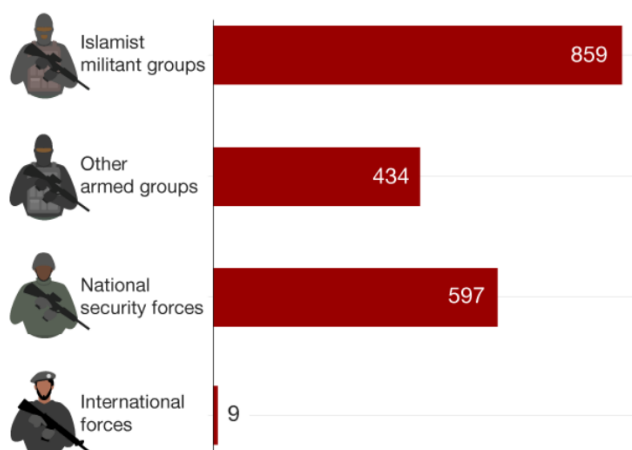


Répartition des types incidents du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 20 juin 2020, selon l'ACLED<sup>212</sup>

La plupart des attaques envers les civils ne sont pas revendiquées<sup>213</sup>. Qui plus est, comme mentionné *supra*, il est toujours très difficile de déterminer l'identité des auteurs d'attaques. Cette opacité est soulignée dans un reportage du journal Libération en juin 2020. Un journaliste burkinabè s'y exprime en ces termes :

« Au Burkina Faso, on désigne toujours les auteurs de ces attaques comme des "individus armés non identifiés". C'est d'autant plus difficile de savoir qui ils sont que les attaques se déroulent dans des régions désormais isolées par l'insécurité. Personne, ni les journalistes ni les activistes des droits de l'homme ne se rend facilement sur place, car même la route est trop dangereuse »<sup>214</sup>.

En 2019, les acteurs de la violence létale se répartissent, selon l'ACLED, en fonction des caractéristiques du chef de groupe, de la manière suivante :



A acteurs de la violence létale au Burkina Faso en 2019<sup>215</sup>

Les chapitres suivants décrivent les violences selon que l'auteur soit un groupe djihadiste, étatique ou communautaire.

<sup>212</sup> ACLED, *Data Africa*, 20/06/2020, [url](#)

<sup>213</sup> HRW, 06/01/2020, [url](#) ; BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

<sup>214</sup> Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#)

<sup>215</sup> BBC (Dewast L.), 13/01/2020, [url](#)

## 4.2. Violences djihadistes

L'activité terroriste djihadiste au Burkina Faso a rapidement et significativement augmenté en 2019. Les groupes djihadistes ont mené le plus grand nombre d'assassinats politiques ciblés, la plus grande attaque contre des civils, la plus grande attaque contre les forces de sécurité burkinabè et la plus grande attaque au total contre une population combinée de forces de sécurité et de civils<sup>216</sup>.

Les djihadistes commettent des enlèvements, des assassinats ciblés (voir point 5), minent des routes<sup>217</sup> avec des engins explosifs improvisés<sup>218</sup> ou menacent des personnalités telles que des préfets ou des maîtres d'écoles<sup>219</sup>. Le département d'Etat américain ajoute que les individus affiliés à des organisations terroristes mènent des raids sur les postes de sécurité et les avant-postes militaires, déclenchent des conflits intercommunautaires et déplacent les populations locales dans l'extrême nord et l'est du Burkina Faso<sup>220</sup>. Selon le rapport de mars 2019 de HRW, ils se livrent également

« à des pillages, à la réquisition d'ambulances ou à l'interruption de campagnes de vaccination d'animaux ; auraient détruit des écoles, interdit aux femmes d'avoir des relations sociales ou de vendre des produits sur le marché, et aux villageois de célébrer mariages et baptêmes ; et obligé plusieurs commerces à fermer leurs portes »<sup>221</sup>.

Les forces de sécurité et de défense ont longtemps été la cible prioritaire des groupes djihadistes. Plusieurs commissariats, postes frontaliers ou casernes militaires ont été attaqués à partir de 2017<sup>222</sup>. Dans la province de Soum, de nombreuses attaques d'autres infrastructures (écoles, bâtiments administratifs, ponts) ont eu lieu depuis décembre 2018<sup>223</sup>. Il n'y a par contre quasiment pas d'attentat-suicide au Burkina Faso<sup>224</sup>.

Les civils qui collaborent ou représentent l'Etat sont une autre cible de ces groupes<sup>225</sup>. Un grand nombre de villageois de la région du Sahel ont affirmé en 2018 à HRW que les combattants islamistes qui traversent périodiquement leur région depuis 2016 exercent deux types de pressions. D'une part, ils leur interdisent de donner des renseignements sur leur localisation aux services de sécurité. D'autre part, ils demandent à la population de collaborer, notamment en vendant du carburant et des provisions. D'après HRW, « Plusieurs résidents de différents groupes ethniques ont déclaré avoir été enlevés, interrogés et dans certains cas battus ou dévalisés par ces hommes armés »<sup>226</sup>.

Selon l'ICT, qui se base sur les données d'ACLED, les incursions – en particulier les raids de villages – sont devenues le type d'attaque le plus meurtrier contre les civils en 2019. Sur les 105 incursions documentées en 2019, 75 consistaient en des raids de village ayant fait un total de 368 morts. L'augmentation drastique des raids dans les villages et des décès de civils en 2019 révèle une réalité inquiétante, toujours selon cet institut. Tout d'abord, les insurgés se sont profondément ancrés au Burkina Faso et renforcent leur contrôle sur le nord. Ensuite, cette augmentation suggère que « les insurgés deviennent plus audacieux, plus agressifs, et qu'ils commencent peut-être à purger la population civile dans et autour des zones qu'ils contrôlent »<sup>227</sup>.

<sup>216</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>217</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

<sup>218</sup> JA, 18/03/2019, [url](#)

<sup>219</sup> Le Monde (Douce S.), 18/10/2018, [url](#)

<sup>220</sup> USDOS, 24/06/2020, [url](#)

<sup>221</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>222</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>223</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>224</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>225</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

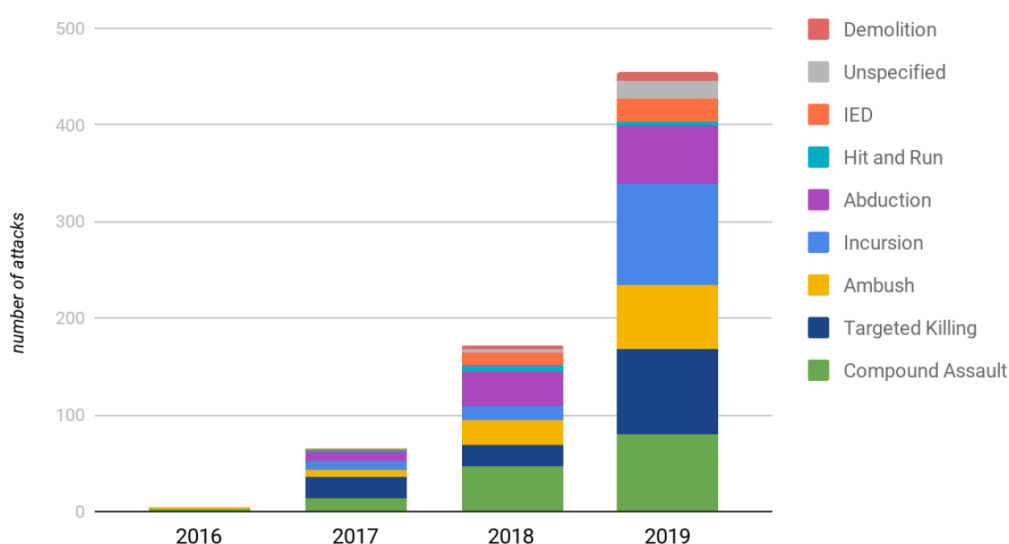
<sup>226</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>227</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

L'ICT constate également que l'augmentation sans précédent du nombre de victimes civiles pourrait être le résultat de la montée des conflits ethniques. Bien que la plupart des raids dans les villages auraient été menés par des groupes djihadistes, il n'y a pas de preuve claire quant à l'identité exacte des auteurs de ces attaques. En outre, les raids de village se sont consolidés dans une zone ethnique spécifique et attisent le conflit ethnique, quel que soit l'auteur de ces raids<sup>228</sup>. En effet, la comparaison de la diffusion géographique des raids dans les villages entre 2017 et 2019 montre un changement important dans la localisation des villages attaqués par les insurgés. De 2017 à 2018, les raids de villages ont eu lieu exclusivement dans la région du Sahel. En 2019, non seulement les raids de villages ont considérablement augmenté, mais la plupart des attaques ont eu lieu dans la région à prédominance Mossi du Burkina Faso<sup>229</sup>.

L'ICT a exploité les données de l'ACLED et de la Global Terrorism Database (GTD) afin de déterminer les *modus operandi* des attaques de 2016 à 2019. Le graphique suivant illustre les résultats :

Modus Operandi of Attacks 2016 - 2019



Modus operandi des attaques de 2016 à 2019<sup>230</sup>

Le Secrétaire général des Nations unies constate dans un rapport de mai 2020 que, depuis le mois de novembre 2019,

« Dans l'est du pays, les attaques et incursions d'éléments suspectés d'appartenir à l'État islamique du Grand Sahara, venant du Niger, se sont multipliées, visant à la fois les civils et les forces armées et de sécurité<sup>231</sup>. [...] Les forces armées ont réussi à repousser plusieurs [...] attaques et saisi une vaste quantité d'armes et de stupéfiants ces dernières semaines, ce qui indique que l'économie illicite, la criminalité transnationale organisée et les itinéraires empruntés par les trafiquants restent attrayants et constituent des sources de revenus lucratifs pour les groupes terroristes<sup>232</sup>. »

<sup>228</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>229</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>230</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>231</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

<sup>232</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 08/05/2020, [url](#)

Du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 mai 2020, le rapport de l'ODDH recense un total de 173 attaques terroristes, tuant 163 forces de sécurité et 465 civils. Ces attaques ont consisté en 305 assassinats ciblés, 28 enlèvements, 15 attaques par des engins explosifs improvisés et 16 attaques d'écoles<sup>233</sup>.

La carte de l'annexe 3 localise les décès et les groupes impliqués du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 6 juin 2020 au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

### 4.3. Violences étatiques

Les forces de sécurité burkinabè ont mené des opérations antiterroristes qui ont abouti « à de nombreuses allégations d'exécutions extrajudiciaires, d'abus à l'encontre des suspects en détention et d'arrestations arbitraires », selon HRW<sup>234</sup>. L'organisation a documenté les exécutions sommaires présumées, par des forces de sécurité de l'Etat, de quatorze personnes, en majorité des membres du groupe ethnique peul, principalement entre septembre 2017 et février 2018, dans la province de Soum. Des chefs communautaires ont dénoncé la détention arbitraire, parfois longue de plusieurs mois, de nombreux hommes se trouvant à proximité de zones d'actions de groupes islamistes armés. Des forces militaires ou des policiers ont commis des maltraitements sévères contre certains de ces détenus<sup>235</sup>.

Dans un rapport ultérieur, publié en mars 2019, HRW a de nouveau documenté de nombreuses violations commises par les forces de l'ordre, des exécutions présumées suite à des raids sur des marchés ou d'autres exécutions présumées d'hommes préalablement détenus suite à diverses opérations. Au moins 116 hommes non armés accusés d'avoir soutenu ou hébergé des islamistes armés auraient été exécutés. Selon HRW, « A quelques exceptions près, les victimes appartenaient à l'ethnie peule »<sup>236</sup>. Les victimes (ou leurs familles) des exactions des forces de sécurité ne portent pas plainte ou n'ont pas d'espoir que « justice soit rendue par le système judiciaire ou de justice militaire local chargé d'enquêter sur les allégations faites contre les membres des forces armées »<sup>237</sup>.

Toujours selon HRW, de très nombreux incidents impliquant des forces de sécurité concernent des gendarmes installés depuis août 2018 dans la ville d'Arbinda et se sont produits dans un rayon de 50 km autour de cette dernière<sup>238</sup>.

En février 2019, le Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) a accusé les forces de sécurité d'avoir, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, enlevé et exécuté 60 personnes. Les autorités burkinabè ont lancé des investigations suite à ces accusations<sup>239</sup>.

AI a recueilli, à son tour, des informations faisant état de violations flagrantes des droits humains commises par les forces de sécurité du Burkina Faso entre mars et avril 2020, rassemblées dans un rapport sur les violations des droits humains commises par les forces de défense et de sécurité du Mali, du Niger et du Burkina Faso, publié en juin 2020<sup>240</sup>. Ce rapport, tout comme un autre de HRW publié deux mois plus tôt<sup>241</sup>, documente notamment l'arrestation puis l'exécution de 31 habitants de Djibo<sup>242</sup> (province du Soum, région du Sahel) par le Groupement des forces antiterroristes (GFAT), le

<sup>233</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>234</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>235</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>236</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>237</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>238</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>239</sup> BBC (Gongo S.), 14/03/2019, [url](#)

<sup>240</sup> AI, 10/06/2020, [url](#)

<sup>241</sup> HRW, 20/04/2020, [url](#)

<sup>242</sup> Djibo est une ville à majorité fulani fondée au XVI<sup>e</sup> siècle. Elle a longtemps abrité le plus grand marché aux bestiaux du pays : NYT (Maclean R.), 07/07/2020, [url](#)

9 avril 2020<sup>243</sup>. Cette attaque, tout comme par exemple celle faite contre des réfugiés maliens dans le camp de Mentao (région du Sahel) le 2 mai 2020<sup>244</sup>, semble correspondre, selon l'ACLEDE, à un schéma de représailles exercées par les forces de l'État à la suite d'attaques de militants djihadistes<sup>245</sup>.

Le gouvernement a reconnu la réalité de ces exécutions extrajudiciaires du 9 avril 2020 et la justice militaire a été mandatée pour mener une enquête<sup>246</sup>. Toutefois, un reportage de Orient XXI indique en mai 2020 que, bien que des militaires burkinabè ont été accusés d'exactions contre des civils à plusieurs reprises, « aucune suite judiciaire n'a pour l'heure abouti »<sup>247</sup>.

Selon un communiqué publié par HRW en juillet 2020, au moins 180 corps d'hommes, abandonnés entre novembre 2019 et juin 2020, ont été découverts dans des fosses communes dans cette même ville de Djibo. Des témoignages d'habitants accusent de nouveau les forces de sécurité, qui contrôlent et patrouillent ouvertement dans cette ville. Les habitants pensent que la majorité de ces victimes appartiennent à l'ethnie peule. En réaction à ces allégations, le gouvernement s'est engagé à ouvrir une enquête<sup>248</sup>.

Selon l'ODDH,

« La grande majorité des personnes exécutées par les FDS [forces de défense et de sécurité] sont des Peuls. Les observateurs sont unanimes, la communauté peul [...] fait l'objet de préjugés de la part du gouvernement, des FDS et des koglwéogo, qui les suspectent de sympathie envers les terroristes<sup>249</sup>. »

Selon les analyses de l'ODDH, les forces de défense et de sécurité et les forces paramilitaires (*koglwéogo* et volontaires pour la défense de la patrie) ont tué, depuis 2018, au moins 925 civils<sup>250</sup>. L'ODDH a comptabilisé 588 exactions arbitraires commises par les forces de défense et de sécurité entre 2018 et juin 2020. La plupart des victimes de ces exactions sont des Peuls<sup>251</sup>.

Sur base des chiffres de l'ACLEDE, José Luengo-Cabrera, chercheur à l'ICG, constate que, de janvier 2018 à mars 2019, les attaques commises contre des civils par des djihadistes étaient trois fois plus nombreuses que celles commises par les forces de sécurité étatiques mais que, *a contrario*, les attaques de ces forces étatiques ont causé trois fois plus de décès parmi les civils que celles des djihadistes. Au total, durant cette période, les forces de sécurité étatiques seraient responsables de la mort de 372 civils<sup>252</sup>. Toujours selon ce chercheur, si l'on compare les estimations du nombre de décès dus au ciblage direct au Sahel, par l'auteur attribué, durant chaque premier semestre de chaque année depuis 2015, il s'avère que les décès attribués aux forces de sécurité de l'État ont dépassé ceux attribués aux groupes djihadistes tant durant le premier semestre de 2019 que le premier semestre de 2020<sup>253</sup>.

L'ICG constate dans son rapport de février 2020 que « depuis début 2019, les forces armées burkinabè auraient commis des exécutions sommaires d'individus soupçonnés de coopérer avec les djihadistes dans plusieurs localités ». Les autorités, quant à elles, « reconnaissent que des civils ont pu être des victimes collatérales des opérations militaires, mais contestent formellement l'ampleur des exactions

<sup>243</sup> AI, 10/06/2020, [url](#)

<sup>244</sup> HCR, 04/05/2020, [url](#)

<sup>245</sup> ACLED (Nsaibia H.), 20/05/2020, [url](#)

<sup>246</sup> WakatSera, 21/04/2020, [url](#)

<sup>247</sup> Orient XXI (Carayol R.), 28/04/2020, [url](#)

<sup>248</sup> HRW, 08/07/2020, [url](#)

<sup>249</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>250</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>251</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>252</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 22/03/2019, [url](#)

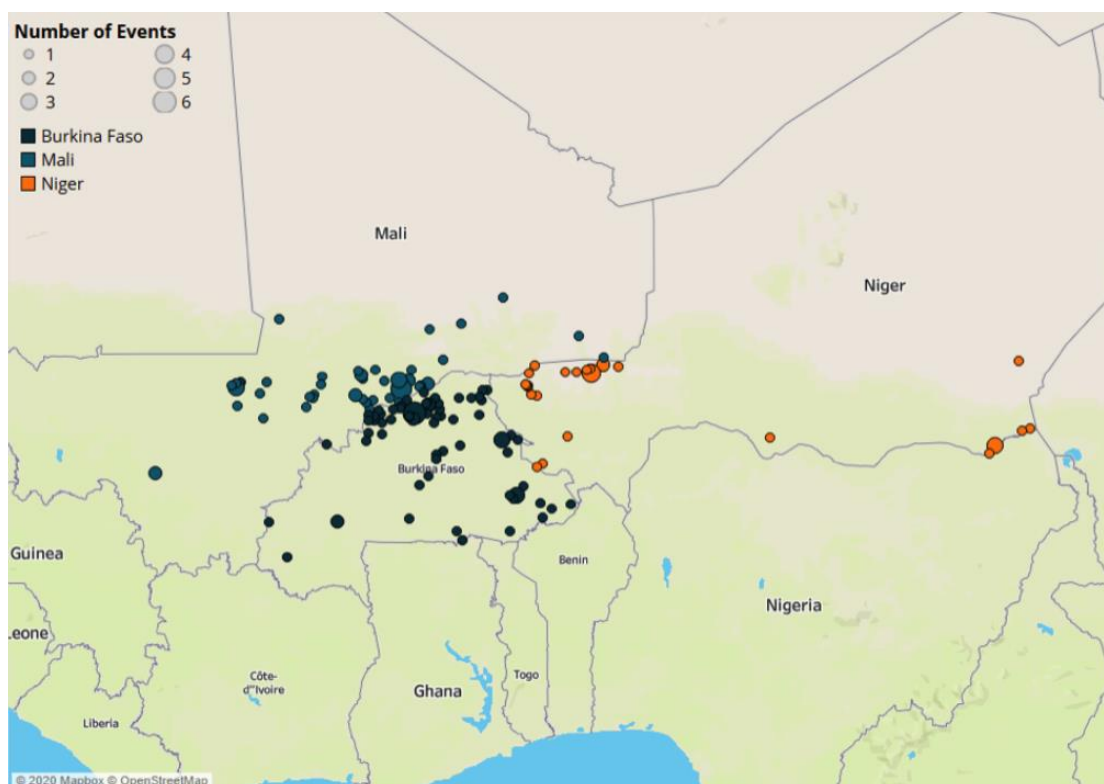
<sup>253</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 01/07/2020, [url](#)

dénoncées par les organisations de défense des droits humains »<sup>254</sup>. Des sources sécuritaires burkinabè ont déclaré à l'ICG que leurs services considèrent comme djihadistes « tout individu en contact (y compris téléphonique) avec un présumé jihadiste, ne serait-ce que pour lui vendre de la nourriture, ou refusant de collaborer avec les forces de défense et de sécurité »<sup>255</sup>.

Selon des organisations des droits de l'homme et un analyste de la sécurité interviewé par le New-York Times (NYT) en juin 2020, les forces de sécurité gouvernementales tuent maintenant à peu près autant de personnes que les djihadistes<sup>256</sup>.

Les chiffres des violences étatiques sont cependant incomplets puisque le gouvernement a adopté une loi interdisant aux journalistes de faire des reportages sur tout ce qui pourrait « démoraliser » les forces de défense<sup>257</sup>. Adama Ouédraogo, dit Damiss, est ainsi emprisonné depuis 2019 après avoir diffusé sur les réseaux sociaux des témoignages d'exécutions arbitraires commises par les forces de sécurité en février 2019<sup>258</sup>.

La carte ci-dessous, confectionnée par l'ACLED, localise les violences commises par les forces gouvernementales au Sahel entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 16 mai 2020 :



Violences commises par les forces gouvernementales entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 16 mai 2020<sup>259</sup>

<sup>254</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>255</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>256</sup> NYT (Maclean R.), 22/06/2020, [url](#)

<sup>257</sup> CPJ, 03/06/2020, [url](#)

<sup>258</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>259</sup> ACLED (Nsaibia H.), 20/05/2020, [url](#)

#### 4.4. Violences communautaires

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont les principaux pays d'origine pour le commerce de bétail. Les axes transfrontaliers entre ces pays connaissent de nombreuses tensions autour des conflits entre agriculteurs et éleveurs<sup>260</sup>. Au Burkina Faso, plus de 80 % de la population vit de l'agriculture et le partage des terres arides entre les cultivateurs (en majorité des Mossis) et les éleveurs (en majorité des Peuls) se fait de plus en plus difficilement. En effet, l'accès à l'eau et aux pâtures est l'objet de litiges de plus en plus fréquents et « les couloirs de transhumance des uns traversent régulièrement les surfaces cultivées des autres »<sup>261</sup>. A cela s'ajoute un dérèglement climatique qui accentue la dégradation des terres et la désertification, une croissance démographique non maîtrisée et, en conséquence, un amenuisement des ressources naturelles et donc la quête de nouvelles terres. Tous ces facteurs alimentent les tensions récurrentes entre agriculteurs et éleveurs<sup>262</sup>.

Ces conflits entraînent des pertes en vies humaines, des destructions de moyens de subsistance et de biens, des déplacements de populations ainsi que des violations des droits de la personne et des atteintes à ces droits, selon le Secrétaire général des Nations unies<sup>263</sup>. La province du Soum est majoritairement composée de Peuls, donc les conflits intercommunautaires y sont moins présents que dans certaines zones du Mali ou du Niger<sup>264</sup>.

Si la violence intercommunautaire est un phénomène relativement nouveau au Burkina Faso, le ressentiment et la méfiance envers les communautés peules, en raison de leur association supposée avec les groupes islamistes, se sont accrues à mesure que les attaques menées par des groupes armés devenaient plus fréquentes<sup>265</sup> (voir chapitre 5.2.). Un ancien gendarme devenu chercheur et rattaché à l'université Gaston Berger de Dakar a expliqué à Libération en décembre 2018 que, depuis vingt ans, une multitude de conflits entre les communautés villageoises de l'est du pays et l'Etat a été causée par le classement d'une grande partie des forêts de l'est en réserve naturelle protégée. Ce classement a créé un sentiment d'injustice et d'inégalité. Les djihadistes profitent de ce terreau et se servent de ce sentiment pour recruter en proposant un « kit complet à la population : retour dans les villages d'où ils avaient été expulsés, autorisation du braconnage, réouverture des mines d'or, circulation des grands troupeaux, etc »<sup>266</sup>. A l'est du pays, les djihadistes tentent de plaire aux populations selon Rinaldo Depagne, chercheur à ICG : « des éleveurs peuvent maintenant faire paître leurs troupeaux dans des zones jusqu'alors réservées à la chasse commerciale, ou exploiter des mines d'or artisanales échappant désormais aux règles de l'Etat »<sup>267</sup>.

Quelles qu'en soient les causes, les exactions commises tant par les islamistes armés que par les forces de sécurité entraînent une « augmentation dramatique et dangereuse des tensions ethniques » entre les Peuls d'une part (ciblés pour leur soutien présumé aux islamistes armés) et les groupes mossi et fouslé d'autre part (perçus comme des soutiens des forces de sécurité)<sup>268</sup>.

Le « premier point de bascule » s'est déroulé en janvier 2019, lorsque des violences – sans précédent dans la société burkinabè – à Yirgou (à 200 km au nord de Ouagadougou) ont provoqué le mort de plus de 70 personnes selon RFI<sup>269</sup>, plus de 200 selon L'Express du Faso<sup>270</sup>. Cet incident est présenté

<sup>260</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#)

<sup>261</sup> Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

<sup>262</sup> Le Monde (Caramel L.), 11/04/2019, [url](#)

<sup>263</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 28/12/2018, [url](#)

<sup>264</sup> Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

<sup>265</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>266</sup> Libération (Macé C.), 03/12/2018, [url](#)

<sup>267</sup> Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#)

<sup>268</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>269</sup> RFI, 13/01/2019, [url](#)

<sup>270</sup> L'Express du Faso, 04/02/2019, [url](#)



comme le premier massacre ethnique au Burkina Faso<sup>271</sup>. Des villageois ont alors attaqué des éleveurs peuls, en représailles d'une attaque terroriste survenue quelques jours plus tôt<sup>272</sup>. The Economist explique que, plutôt que d'arrêter les assaillants, le gouvernement a demandé aux victimes de leur pardonner. Le journal explique cela par le fait que beaucoup de ministres sont des Mossis et pensent qu'il est utile d'avoir une milice ethnique à sa disposition avant les élections présidentielles de 2020<sup>273</sup>. Les groupes d'autodéfense se sont en effet surtout développés dans la région du Plateau-Central et de l'Est, et ces régions constituent deux grands bassins d'électeurs pour le parti au pouvoir<sup>274</sup>. D'autres violences ont suivi, comme à Zoaga (région du centre-est) début avril 2019<sup>275</sup>.

En conséquence, des représailles de plus en plus récurrentes et meurtrières visent les Peuls, selon le porte-parole du Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés et représentant de l'organisation de défense des droits des populations pastorales Kisal dans une interview délivrée au journal Le Monde<sup>276</sup>.

Depuis le massacre de Yirgou en janvier 2019, les *koglweogo* et volontaires pour la défense de la patrie ont tué au moins 337 civils, dont une très grande majorité de Peuls, selon l'ODDH<sup>277</sup>.

Dans une analyse de mai 2019, l'ACLED souligne que, bien que les groupes djihadistes exacerbent les clivages communautaires, le gouvernement du Burkina Faso a sa part de responsabilité. Le cas des violences à Yirgou abordé *supra* démontre, selon cette ONG, qu'en favorisant certaines communautés et groupes armés associés tout en stigmatisant et persécutant d'autres, le gouvernement du Burkina Faso (tout comme celui du Mali) provoque des cycles vicieux de violence entre communautés<sup>278</sup>. Plus récemment, un massacre a été commis le 8 mars 2020 dans la province du Yatenga, selon des témoignages recueillis par AI, par un groupe armé d'« autodéfense »<sup>279</sup>. Dans son communiqué qui a suivi cette attaque, le gouvernement ne mentionne ni les *koglweogo*, ni les volontaires pour la défense de la patrie, mais bien « des hommes armés non identifiés ». Cette appellation est souvent utilisée pour désigner des terroristes<sup>280</sup>.

Dès lors, d'une manière plus générale, les exactions (non punies) des Mossis en rétorsion aux actions des groupes djihadistes ont poussé des jeunes Peuls à rejoindre ces mêmes djihadistes et à contribuer à creuser le fossé entre les ethnies, selon un reportage de TV5 Monde<sup>281</sup>. »

Un article du journal Le Monde en février 2019 estime que le Burkina Faso n'a jamais connu de violences intercommunautaires aussi meurtrières<sup>282</sup>. Ces violences semblent s'intensifier et continueront très probablement à s'intensifier au cours de l'année 2020, selon l'ICT<sup>283</sup>.

<sup>271</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>272</sup> RFI, 06/01/2019, [url](#)

<sup>273</sup> The Economist, 02/05/2019, [url](#)

<sup>274</sup> Le Monde (Douce S.), 22/02/2019, [url](#)

<sup>275</sup> France 24, 02/04/2019, [url](#)

<sup>276</sup> Le Monde (Douce S.), 17/04/2019, [url](#)

<sup>277</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>278</sup> ACLED (Nsaibia H.), 31/05/2019, [url](#)

<sup>279</sup> AI, 20/03/2020, [url](#)

<sup>280</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>281</sup> TV5 Monde, 27/06/2020, [url](#)

<sup>282</sup> Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

<sup>283</sup> ICT, 02/2020, [url](#)



## 5. Cibles de la violence

### 5.1. Données

Pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 20 juin 2020, l'ACLED a recensé 2.826 morts au Burkina Faso dans des incidents catégorisés *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*<sup>284</sup>.

Le nombre de morts recensés par l'ACLED dans la colonne *fatalities* comprend des civils aussi bien que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence les chiffres concernant le nombre de morts fournis par lui ou par d'autres bases de données<sup>285</sup> car il n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations<sup>286</sup>. Plus d'informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser le nombre de morts peuvent être trouvées dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED<sup>287</sup>.

### 5.2. En fonction du rôle auprès des autorités

Selon Paul Oumarou Koalaga, consultant en géopolitique et spécialiste du Sahel, interrogé par l'AFP, les premières cibles des islamistes armés étaient symboliques (forces de défense et de sécurité)<sup>288</sup>. En effet, dans le nord, des groupes islamistes armés ont attaqué des dizaines de postes militaires, de la gendarmerie et de l'armée<sup>289</sup>. Par la suite, toujours selon ce consultant, les autres cibles étaient les grandes infrastructures économiques et financières (hôtels, etc.) puis l'état-major des armées, les enseignants, etc.<sup>290</sup>.

HRW constate également en mai 2018 que les victimes des groupes islamistes « ont clairement été identifiées comme étant des représentants de l'Etat », plusieurs ayant reçu un avertissement des islamistes armés. Parmi les personnes ciblées dans la région de Soum dont les assassinats ont été documentés par HRW se trouvent « des conseillers municipaux de villages, des maires, des anciens de villages, des marabouts, des membres des forces de sécurité à la retraite et des enseignants »<sup>291</sup>. Des habitants plus ordinaires issus de différents groupes ethniques ont également expliqué à HRW avoir été enlevés, interrogés, voire battus ou volés par les hommes armés, dans le but de les dissuader de fournir des informations aux autorités<sup>292</sup>. Des employés du secteur de l'éducation ont également décrit à HRW plusieurs menaces et attaques visant des écoles et des enseignants perpétrées par des islamistes armés, à partir de janvier 2017 dans la province de Soum, à partir de novembre 2017 dans la province de l'Oudalan ainsi que dans les régions Nord et Est. Les islamistes exigent des enseignants

---

<sup>284</sup> ACLED, *Data Africa*, 20/06/2020, [url](#)

<sup>285</sup> ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

<sup>286</sup> ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p.31, [url](#)

<sup>287</sup> CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

<sup>288</sup> AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#)

<sup>289</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>290</sup> AFP via TVA Nouvelles, 10/05/2019, [url](#)

<sup>291</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>292</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

visés qu'ils abandonnent le programme d'enseignement laïc au profit d'un enseignement coranique et qu'ils remplacent le français par l'arabe comme langue d'enseignement<sup>293</sup>.

Les forces de défense et de sécurité continuent à être visées par les groupes armés. Ainsi, selon le Secrétaire général des Nations unies, environ 123 décès de personnel militaire imputables à des attentats terroristes ont été enregistrés de juin à septembre 2019, contre environ 76 entre janvier et avril de la même année. A titre d'exemple, une attaque menée le 19 août 2019 à Koutougou (province du Soum), revendiquée par le GSIM, a tué plus de 24 soldats<sup>294</sup> une autre attaque à la fin du mois de janvier 2020 à l'est du pays a quant à elle tué plusieurs soldats<sup>295</sup>.

Au-delà de ces cibles précises, de nombreuses sources constatent que les civils sont de plus en plus visés par les attaques. Le Secrétaire général des Nations unies note par exemple ceci en décembre 2019 :

« La population civile a aussi été la cible d'attaques répétées, dont certaines se sont produites dans des lieux de culte et sur un site d'exploitation minière et qui ont fait des dizaines de victimes. Le 24 décembre, des assaillants non identifiés ont mené une attaque meurtrière à Arbinda, dans la province de Soum, au cours de laquelle ont péri 35 civils, dont 31 femmes, et 7 soldats. Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières survenues au Burkina Faso ces cinq dernières années. Des groupes extrémistes violents ont par ailleurs pris pour cible des routes menant dans le nord du pays et détruit des ponts à Boukouma, Arbinda et Dori. Les forces de sécurité se sont retirées des positions qu'elles occupaient ou ont réduit leur présence dans plusieurs secteurs des régions du Sahel et du Centre-Nord, ce qui a entraîné le déplacement de civils vers des villes plus grandes et vers d'autres secteurs<sup>296</sup>. »

Plusieurs experts consultés par France 24 notent à l'occasion de cette attaque du 24 décembre 2019 que la stratégie des djihadistes a changé. Ceux-ci ciblaient autrefois principalement des symboles de l'Etat (militaires, gendarmes, fonctionnaires) mais, aujourd'hui, ces mêmes djihadistes ciblent de plus en plus les populations civiles<sup>297</sup>. Ce changement avait déjà été souligné lors de l'attaque du convoi du 6 novembre 2019, par exemple par Tristan Guéret (Risk advisory group)<sup>298</sup>, et par The New Humanitarian<sup>299</sup>.

HRW a documenté plusieurs attaques perpétrées par des groupes alliés d'Al-Qaida, dont le groupe armé local Ansaroul Islam, et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Ces attaques se sont déroulées entre avril 2019 et fin décembre 2019. Globalement, HRW estime que, durant cette période, des groupes islamistes ont tué plus de 250 civils, dans des attaques ciblées et dans des exécutions sommaires. Selon les témoins, « les assaillants tentaient de justifier leurs meurtres en établissant un lien entre leurs victimes et le gouvernement, l'Occident ou la foi chrétienne », en les accusant de collaborer avec « l'ennemi » ou en présentant l'attaque comme une riposte à des actions des forces de défense et de sécurité<sup>300</sup>.

Plusieurs de ces attaques contre des civils sont également décrites dans les derniers monitorings de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'ouest du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)<sup>301</sup>.

<sup>293</sup> HRW, 05/2018, [url](#)

<sup>294</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 30/12/2019, [url](#)

<sup>295</sup> AP (Kaboré A.), 29/01/2020, [url](#)

<sup>296</sup> Conseil de sécurité des Nations unies, 30/12/2019, [url](#)

<sup>297</sup> France 24, 26/12/2019, [url](#)

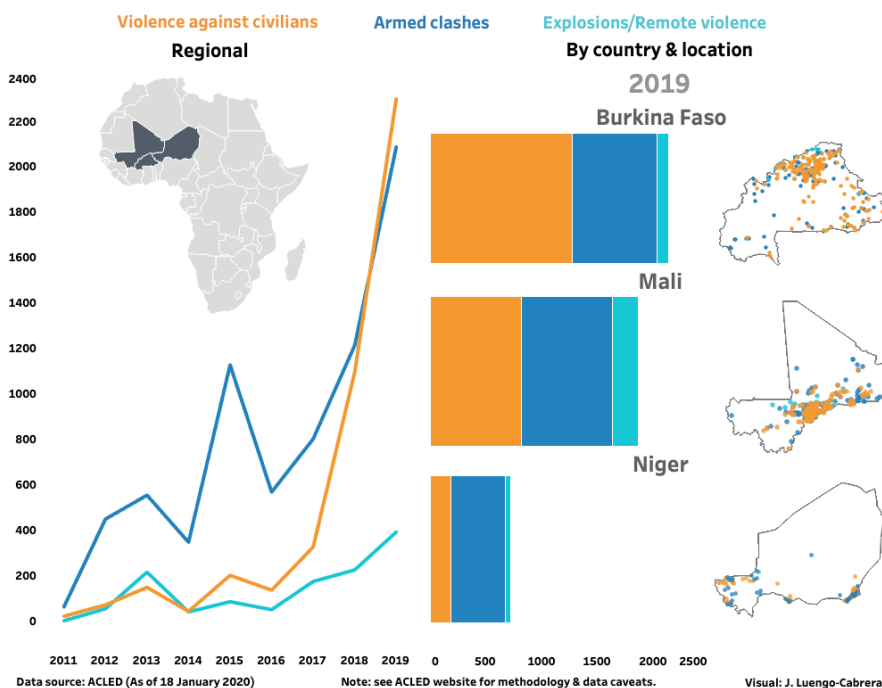
<sup>298</sup> Jeune Afrique (JA) (Coulibaly N.), 08/11/2019, [url](#)

<sup>299</sup> The New Humanitarian (Mednick S.), 20/12/2019, [url](#)

<sup>300</sup> HRW, 06/01/2020, [url](#)

<sup>301</sup> GRIP (Dusoulier A.), 07/07/2020, [url](#) ; GRIP (Dusoulier A.), 07/04/2020, [url](#) ; GRIP (Achik S.), 16/01/2020, [url](#) ; GRIP (Achik S.), 11/10/2019, [url](#)

Les chiffres confirment ces constats puisque, pour l'ensemble de l'année 2019, le chercheur José Luengo-Cabrera (ICG) tire, sur base des chiffres d'ACLED, trois conclusions via les graphiques présentés ci-dessous : la violence contre les civils a été la forme de violence la plus meurtrière en 2019 ; le nombre de victimes de la violence contre les civils a plus que doublé entre 2018 et 2019 ; 60 % des décès signalés au Burkina Faso en 2019 étaient dus à de la violence contre des civils<sup>302</sup>.



#### Décès rapportés par types de violence en 2019 dans le Sahel occidental<sup>303</sup>

Selon les analyses de l'ONG burkinabè ODDH, parmi les 580 attaques menées par des djihadistes entre le 4 avril 2015 et le 31 mai 2020, au moins 221 attaques ont été menées contre les forces de défense et de sécurité. Dans ce contexte, 436 forces de défense et de sécurité, *koglweogo* et volontaires pour la défense de la patrie ont été tués<sup>304</sup>.

Par ailleurs, au moins 359 attaques terroristes ont été dirigées contre des civils, causant la mort de 1.219 d'entre eux. Presque la moitié de ces victimes ont été l'objet d'assassinats ciblés, du fait de leur collaboration multiforme avec l'Etat. De plus, 76 cas d'enlèvements ont également été dénombrés<sup>305</sup>.

Enfin, de 2018 jusqu'à juin 2020, l'ODDH a recensé au moins 925 civils tués par des exactions des forces de défense et de sécurité ou des *koglweogo* et volontaire pour la défense de la patrie<sup>306</sup>.

Depuis que les premières attaques d'écoles au Burkina Faso ont été enregistrées en 2017, le nombre et la gravité de ces attaques sont en hausse. Un rapport de HRW publié en mai 2020 documente des attaques perpétrées contre des élèves, des professionnels de l'éducation et des écoles par des groupes armés islamistes dans six régions du Burkina Faso entre 2017 et 2020. Seul un petit nombre d'attaques a été revendiqué par les groupes armés islamistes. Mais les agresseurs « ont généralement justifié leurs actes en invoquant leur opposition à l'enseignement 'français', insistant pour que les enfants

<sup>302</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 28/01/2020, [url](#)

<sup>303</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 28/01/2020, [url](#)

<sup>304</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>305</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>306</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

n'étudient que l'arabe et le Coran, voire n'aillent plus du tout en cours »<sup>307</sup>. La majorité de ces attaques se sont produites dans cinq des treize régions administratives du pays : le Sahel, le Nord, le Centre-Nord, l'Est et la Boucle du Mouhoun<sup>308</sup>.

Globalement, de nombreux villageois se sentent pris entre d'un côté, les islamistes armés qui les menacent en cas de collaboration avec le gouvernement, et de l'autre côté, les forces de sécurité qui attendent d'eux « qu'ils leurs fournissent des renseignements sur la présence de groupes armés » et font usage « de punitions collectives à leur encontre quand ils n'obtiennent pas satisfaction »<sup>309</sup>. Il en résulte que de nombreux habitants sont pris entre le marteau et l'enclume<sup>310</sup>.

### 5.3. En fonction de l'éthnie

Le Burkina Faso est un pays de près de vingt millions d'habitants dans lequel cohabitent une soixantaine d'ethnies<sup>311</sup>. Les Peuls sont environ 1.200.000 au Burkina Faso, soit 6,3 % de la population totale. Ils sont majoritaires dans la partie sahélienne du pays (dans les provinces du Soum, du Séno et de l'Oudalan). Une grande communauté peule vit également à Ouagadougou, surtout dans les quartiers Dapoya et Hamdallaye. Comme les autres Peuls répartis dans une quinzaine de pays du Sahel et de l'Afrique de l'ouest, ce sont, majoritairement, des éleveurs transhumants musulmans<sup>312</sup>.

Les autres communautés du Burkina Faso entretiennent des considérations négatives à propos des Peuls, les considérant, selon l'Observatoire Pharos, comme « les principaux acteurs des différents djihads, favorisant la pénétration d'un islam perçu par certain comme 'rigoriste' »<sup>313</sup>. Pour plusieurs raisons qui peuvent être lues dans un document de la FRS de février 2019 ou dans une note du CESA d'avril 2020, ces populations sont souvent vues comme enclines au communautarisme, au népotisme et promptes à trahir. Depuis l'expansion de la violence dans le pays, l'idée que ces populations sont des vecteurs privilégiés du djihadisme est également entretenue<sup>314</sup>.

Selon la FRS :

« [t]out comme au centre du Mali, les Peuls font l'objet d'amalgames et c'est l'ensemble de la communauté qui est perçue comme complice des djihadistes ciblant les communautés sédentaires. En réaction aux attaques terroristes, les sédentaires forment leurs propres milices pour se défendre »<sup>315</sup>.

Stratégiquement, les militants islamiques se sont concentrés sur l'histoire des Peuls et sur la création d'un fossé entre les Peuls et les autres groupes ethniques du Burkina Faso. Bien que la majorité des Peuls ne participent pas aux attaques violentes, ils en sont largement tenus comme responsables. De nombreux djihadistes du nord du Burkina Faso sont peuls et prétendent représenter et protéger le peuple peul contre le gouvernement et les groupes ethniques rivaux. La perception d'une association entre les Peuls et les insurgés islamiques a conduit à une série d'exécutions et de meurtres de vengeance perpétrés par les *koglweogo* ainsi que par des unités de l'armée burkinabè<sup>316</sup>.

HRW constate également dans son rapport de mars 2019 que, tout comme au Mali, les groupes djihadistes ont « concentré leurs efforts de recrutement sur l'éthnie peule », et ce en exploitant « les

<sup>307</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#)

<sup>308</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#)

<sup>309</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>310</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 28/05/2020, [url](#)

<sup>311</sup> Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

<sup>312</sup> FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#)

<sup>313</sup> Observatoire Pharos, 03/04/2019, [url](#)

<sup>314</sup> FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#) ; CESA, 24/04/2020, [url](#)

<sup>315</sup> FRS (Sangare B.), 08/02/2019, [url](#)

<sup>316</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

frustrations et les griefs dus à la pauvreté, la corruption du gouvernement, l'absence de justice pour les crimes les plus courants et le comportement abusif des forces de sécurité »<sup>317</sup>. De plus, la région du Sahel, épicerie des violences, est peuplée en majorité de Peuls et est le lieu de naissance du premier groupe djihadiste burkinabé. Les Peuls sont donc accusés d'apporter le terrorisme, d'autant plus que deux prédicateurs radicaux du Sahel ouest-africain sont également des Peuls (Amadou Koufa et Ibrahim Malam Dicko)<sup>318</sup>. Ces considérations négatives et les amalgames subis par les membres de la communauté peule, ainsi que les nombreux recrutements des djihadistes parmi celle-ci se sont poursuivis au cours du conflit<sup>319</sup>.

Toutefois, ICG précise en octobre 2017 qu'Ansarul Islam n'est pas un groupe de défense des Peuls et que, à ce moment, la revendication ethnique et identitaire est marginale dans son discours<sup>320</sup>.

Le rapport d'ICG de février 2020 insiste sur le fait que les djihadistes recrutent au-delà des Peuls et ont pu bénéficier du soutien de personnalités ou de communautés d'autres groupes ethniques :

« La surreprésentation présumée de la communauté peul parmi les jihadistes traduit moins une prédisposition au jihad que l'exposition particulière des éleveurs et des propriétaires fonciers peul à des situations d'injustice et leur plus faible intégration aux institutions étatiques, à commencer par l'école publique »<sup>321</sup>.

Les djihadistes recrutent également parmi des anciens militaires, des déserteurs et surtout des bandits :

« On observe actuellement un processus de jihadisation du banditisme particulièrement notable au Burkina, mais qui se retrouve à des degrés divers dans tout le Sahel. Si certains bandits rejoignent le jihad par conviction, beaucoup le font par opportunisme ou pour se venger de l'Etat et des groupes d'autodéfense »<sup>322</sup>.

Dans son rapport de mars 2019, HRW souligne le fait que les actes d'intimidation des islamistes armés (menaces de représailles en cas de dénonciation, obligation de respecter une interprétation stricte de l'islam) visent tous les principaux groupes ethniques présents dans la région du Sahel (Bella, Foulé, Mossi ou Peul). Toutefois, « la majorité des assassinats présumés et des pillages de bétail visaient des membres des communautés bella, foulé et mossi, en raison de leur prétendu soutien au gouvernement »<sup>323</sup>.

Dans ses rapports de mai 2018, de mars 2019 et de juillet 2020, HRW souligne que la grande majorité des victimes des abus commis par les forces de sécurité dans les cas documentés sont des membres du groupe ethnique peul<sup>324</sup>. Certaines de ces violences, parfois sous forme de représailles, sont expliquées au chapitre 4.3.

Des collectifs de la société civile accusent les services de sécurité d'exactions sur la communauté peule, en multipliant les arrestations arbitraires et les exécutions extra-judiciaires<sup>325</sup>. Le 13 juin 2020,

<sup>317</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>318</sup> Le Monde (Douce S.), 04/02/2019, [url](#)

<sup>319</sup> Mediapart (Hume F. Macadré O.), 02/12/2019, [url](#) ; France Culture, 13/12/2019, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#) ; Le Monde (Douce S.), 28/05/2020, [url](#)

<sup>320</sup> ICG, 12/10/2017, [url](#)

<sup>321</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>322</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>323</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

<sup>324</sup> HRW, 05/2018, [url](#) ; HRW, 22/03/2019, [url](#) ; HRW, 08/07/2020, [url](#)

<sup>325</sup> Mediapart (Hume F. Macadré O.), 02/12/2019, [url](#) ; France Culture, 13/12/2019, [url](#) ; Libération (Malagardis M.), 05/06/2020, [url](#)

plus de 700 personnes ont par exemple manifesté à Fada N'Gourma pour dénoncer l'insécurité et les exactions contre la communauté peule<sup>326</sup>.

Suite au massacre de janvier 2019 à Yirgou, la justice est au point mort. L'enquête n'a mené à aucune arrestation. Cette paralysie judiciaire révolte la communauté peule et entretient un sentiment d'injustice qui a ouvert la voie à un cycle de violences et de représailles, comme à Arbinda<sup>327</sup>.

ICG explique par ailleurs que le comportement des *koglweogo* accentue ces divisions ethniques :

« Les massacres perpétrés par des Koglweogo, soutenus par une partie des communautés locales, produisent le même effet que les exactions des forces de défense et de sécurité : les Peul se rapprochent des jihadistes à des fins de vengeance, de protection ou même parce que les exactions dont ils sont victimes finissent par les convaincre que les jihadistes disent vrai. Ces derniers ont grandement profité de la détérioration de la situation au Centre-Nord pour étendre leur influence<sup>328</sup>. »

L'ICG précise que de nombreux villages, sous la pression, n'ont d'autres choix que de se soumettre à l'autorité djihadiste. Puisque les forces burkinabè « évaluent souvent le degré de radicalisation d'un individu au regard de ses connexions, réelles ou supposées, avec les djihadistes », cet amalgame produit une prophétie autoréalisatrice : l'entourage des personnes visées par les autorités se dirigent vers les djihadistes pour y obtenir une protection ou par vengeance<sup>329</sup>.

Ce désir de vengeance est également mis en avant dans une tribune de la directrice Afrique de l'ouest de HRW, publiée dans Le Monde à la fin du mois de juin 2020 :

« [...] des dizaines de leaders communautaires et de chefs de village, ainsi que des islamistes armés, m'ont confié qu'avant toute chose, c'est pour se venger des exécutions extrajudiciaires et autres exactions commises par les militaires et les milices progouvernementales que de nouvelles recrues rejoignent les rangs islamistes. Autrement dit, les atrocités commises par des militaires favorisent le recrutement par les groupes armés<sup>330</sup>. »

Enfin, dans son rapport de juin 2020, l'ODDH évoque la crainte d'un futur génocide des Peuls. Cette crainte

« est nourrie par les 925 exécutions arbitraires de Peul, dont au moins 337 ont été commises entre janvier 2019 et le 31 mai 2020 par des milices civiles, koglweogo et VDP [volontaires pour la défense de la patrie]. Ces assassinats sont documentés par plusieurs ONG – ACLED, CISC, HRW, MBDP et ODDH –. Le massacre des 210 Peul dans le village de Yirgou et ses environs par les koglweogo pendant 3 jours sans que les FDS, bien qu'informées, n'interviennent, fut d'une ampleur inégalée jusqu'alors. Les coupables étaient connus, mais la justice tarde à être rendue<sup>331</sup>. »

## 5.4. En fonction de la religion

Les musulmans représentent 60 % de la population burkinabè tandis que les chrétiens animistes sont environ 40 %<sup>332</sup>. Dans la zone du Liptako Gourma, les populations partagent presque toutes la même religion, l'islam<sup>333</sup>.

<sup>326</sup> RFI, 14/06/2020, [url](#)

<sup>327</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#)

<sup>328</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>329</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>330</sup> Le Monde, 29/06/2020, [url](#)

<sup>331</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>332</sup> Counter Extremism Project, 14/12/2018, [url](#)

<sup>333</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)



Malgré le fait que quelques incidents ont visé des non-musulmans<sup>334</sup>, tentant éventuellement par-là de briser la coexistence pacifique qui a longtemps existé entre chrétiens et musulmans dans le pays<sup>335</sup>, le facteur religieux semble, selon les sources, secondaire<sup>336</sup>.

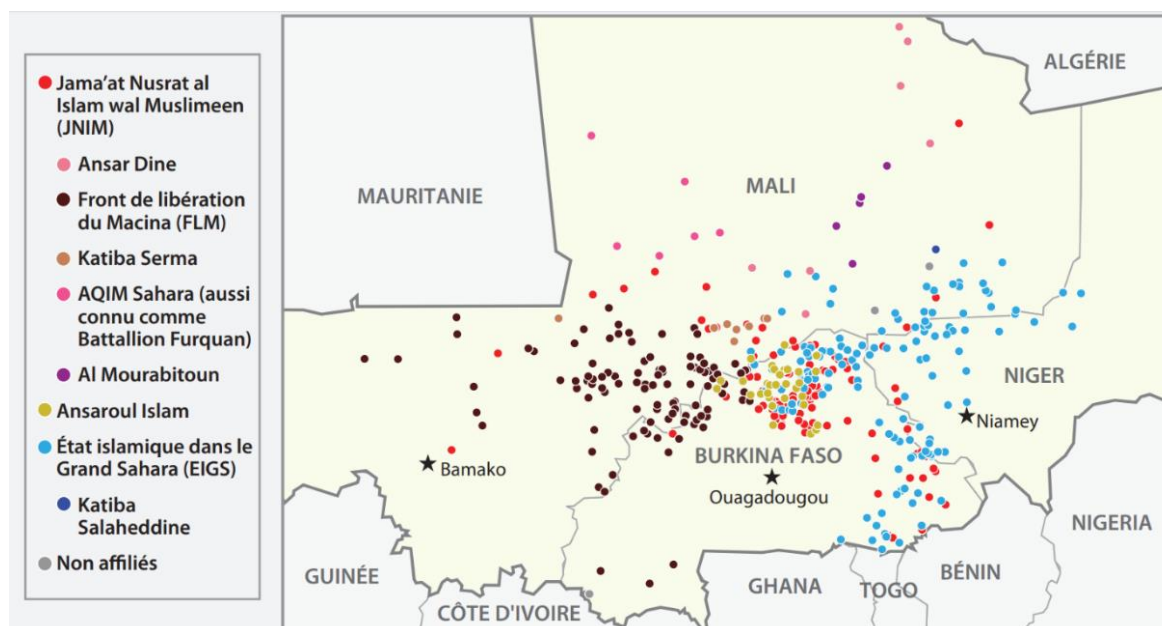
Dans une émission de France Culture consacrée à la relation entre les Peuls et les djihadistes dans le Sahel, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, (IRD et Peace Research Institute), rappelle que les enjeux tels que l'accès à la terre ou aux couloirs de transhumance sont des enjeux majeurs et que la religion n'est qu'un vernis. La radicalisation de l'islam se dissipe donc derrière des réalités beaucoup plus pragmatiques. L'islam va seulement légitimer ces combats mais n'est pas à l'origine de ces combats. Ce docteur en Sciences politiques attribue la dégradation de la situation bien plus à la mauvaise gouvernance des conflits (répression sanglante pour les uns et impunités pour les autres) qu'à une radicalisation islamique<sup>337</sup>.

## 6. Répartition géographique

### 6.1. Au Sahel

Plusieurs analyses proposent un récapitulatif des attaques terroristes qui ont touché le Sahel en 2019, en fonction des lieux et des acteurs,<sup>338</sup>.

Voici par exemple une carte du CESA :



Événements violents liés aux groupes islamistes militants au Sahel<sup>339</sup>

<sup>334</sup> La Croix (Sarr L.), 13/05/2019, [url](#) ; Le Pays via Courrier international, 14/05/2019, [url](#) ; WANEP, 21/05/2019 ; JA, 26/05/2019, [url](#)

<sup>335</sup> Le Pays via Courrier international, 14/05/2019, [url](#) ; Reuters (Peyton N.), 16/05/2019, [url](#) ; RFI, 14/05/2019, [url](#)

<sup>336</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#) ; CESA, 24/04/2020, [url](#)

<sup>337</sup> France Culture, 13/12/2019, [url](#)

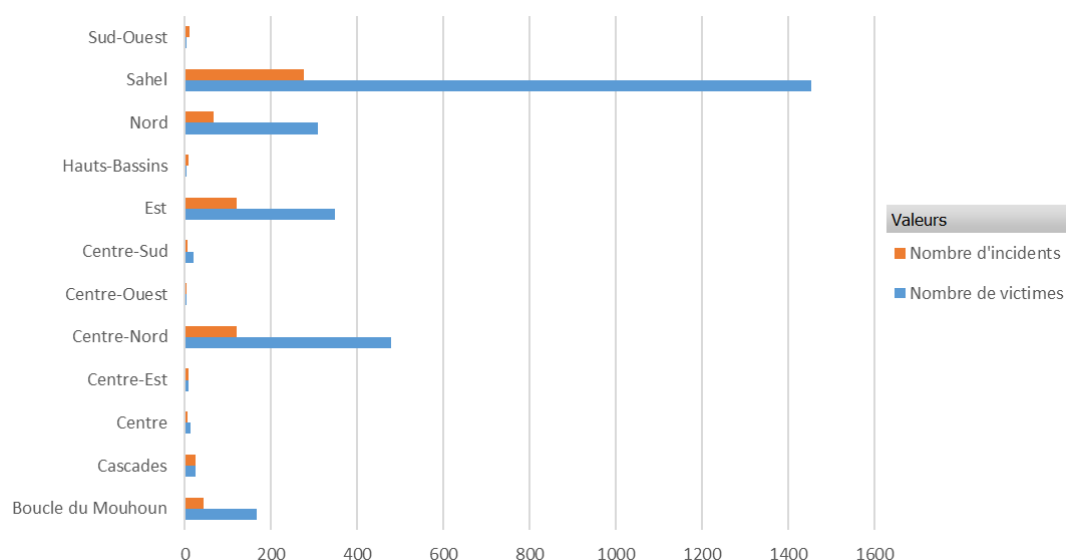
<sup>338</sup> ISS (Assanvo W., et al.), 10/12/2019, [url](#)

<sup>339</sup> CESA (Le Roux P.), 12/2019, [url](#)



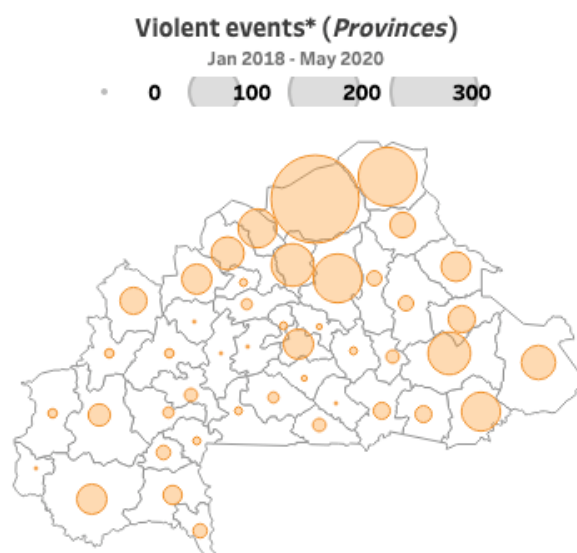
## 6.2. Au Burkina Faso

Selon les données d'ACLED, du 1<sup>er</sup> juin 2019 au 20 juin 2020, la région du Sahel a été la plus touchée par l'insécurité (1.452 victimes), suivie par la région du Centre-Nord (477 victimes), la région de l'Est (348 victimes) et la région du Nord (309 victimes). Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par région durant cette période :



Nombre d'incidents et de victimes par région, du 1er juin 2019 au 20 juin 2020

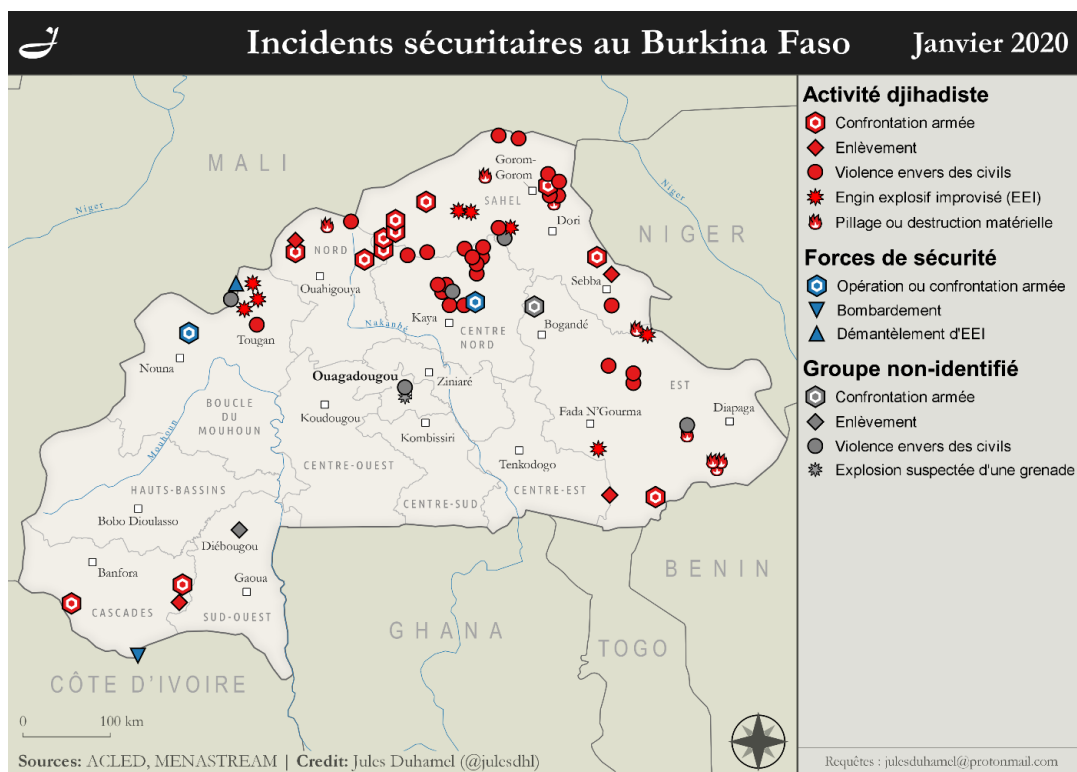
José Luengo-Cabrera (ICG) a compilé les données de l'ACLED, du HCR et du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR). Les incidents sélectionnés sont les *battles*, les *violence against civilians*, les *improvised explosive devices* et les *riots*. Pour la période de janvier 2018 à mai 2020, la répartition par province est la suivante :



Incidents par province, de janvier 2018 à mai 2020<sup>340</sup>

<sup>340</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 07/07/2020, [url](#)

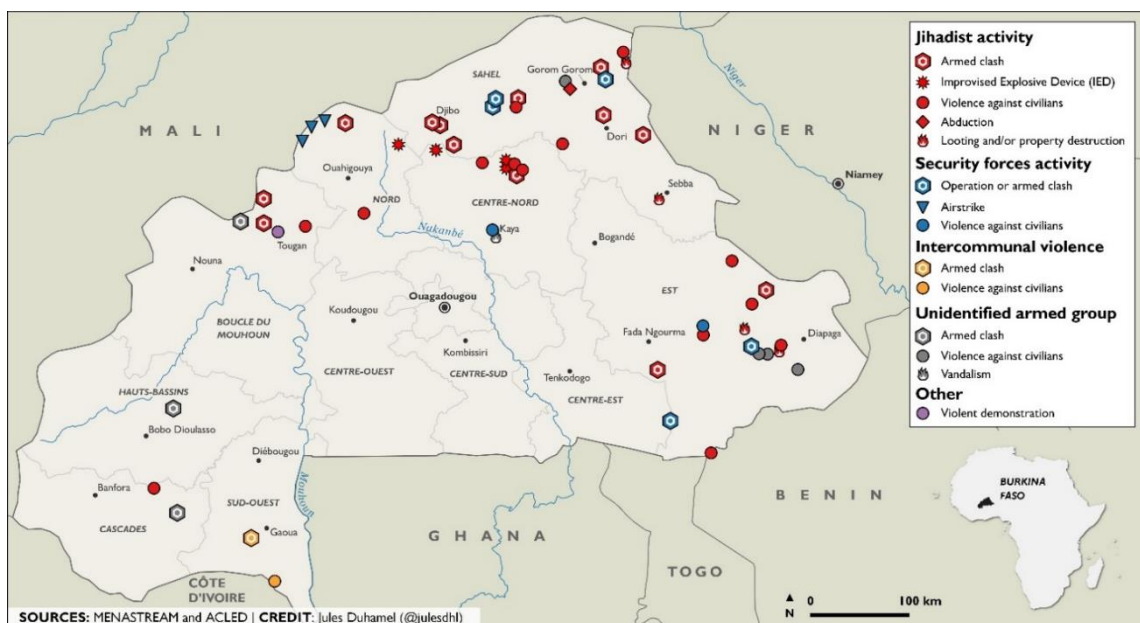
Jules Duhamel est un chercheur indépendant qui compile les données de l'ACLED ainsi que celles du bureau de consultance Menastream. Ses cartes localisent et caractérisent les violences djihadistes, mais aussi celles des forces de sécurité, des violences intercommunautaires ou des groupes armés non identifiés. La dernière carte qu'il a réalisée concerne le mois de janvier 2020. Sur cette carte, il localise et qualifie les incidents sécuritaires :



Localisation et qualification des incidents sécuritaires au Burkina Faso en janvier 2020<sup>341</sup>

Pour le mois de décembre 2019, la carte est la suivante :

<sup>341</sup> Duhamel J., 14/02/2020, [url](#)



Localisation et qualification des incidents sécuritaires au Burkina Faso en décembre 2019<sup>342</sup>

Les zones du nord et de l'est du pays qui semblent rester le point de mire des groupes islamistes. En effet, l'ICG conclut fin janvier 2020 qu'en 2019, 65 % des décès liés à la situation sécuritaire sont survenus dans les régions du Sahel et du Centre-Nord<sup>343</sup>.

Toutefois, des opérations antiterroristes se multiplient au sud-ouest du pays, comme en octobre 2019 et janvier 2020<sup>344</sup>. Des crimes et des attaques à petite échelle sont en effet observées dans les régions occidentales et méridionales limitrophes du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire depuis décembre 2018<sup>345</sup>. Des incidents plus isolés survenus dans la région du sud-ouest ainsi que les tensions foncières et communautaires à l'ouest du pays démontrent, selon l'ICG, que les djihadistes ont la volonté « de s'étendre au-delà de la partie septentrionale du pays »<sup>346</sup>.

Selon Tristan Guéret, analyste spécialisé sur l'Afrique subsaharienne au sein de Risk advisory group, un cabinet londonien de conseils et d'analyses des risques politiques et sécuritaires, interrogé par Jeune Afrique (JA) en novembre 2019,

« la prolifération des attaques dans les régions du Sud-Ouest et à la frontière avec le Ghana sont difficiles à expliquer. Les motivations des assaillants sont assez floues et il n'y a pas eu de revendication. On sait cependant que cette zone est traditionnellement sous l'emprise de groupes criminels » [...] Ce qu'il se passe actuellement dans le Centre-Sud est potentiellement une propagation de ce qu'il se passe à l'est du pays »<sup>347</sup>.

### 6.3. A Ouagadougou

Entre 2016 et 2018, la capitale Ouagadougou a été touchée par trois attentats d'envergure. Deux attaques perpétrées en 2016 et 2017 contre des cafés et restaurants ont causé la mort de près de 50

<sup>342</sup> Duhamel J., 10/01/2020, [url](#)

<sup>343</sup> ICG, 29/01/2020, [url](#)

<sup>344</sup> RFI, 06/01/2020, [url](#)

<sup>345</sup> ACAPS, 01/11/2019, [url](#) ; LeFaso.net, 21/06/2020, [url](#)

<sup>346</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>347</sup> JA (Coulibaly N.), 08/11/2019, [url](#)

personnes, en grande majorité des civils, notamment des étrangers<sup>348</sup>. La troisième attaque a eu lieu le 2 mars 2018, lorsqu'un commando terroriste a tenté de prendre d'assaut le quartier général de l'armée burkinabè ainsi que les locaux de l'ambassade de France. Huit membres des forces de sécurité y ont perdu la vie<sup>349</sup>. Ces attentats de Ouagadougou ont été revendiqués par le GSIM<sup>350</sup>.

Contrairement aux années précédentes, aucune attaque de grande envergure n'a eu lieu dans la capitale en 2019 et durant le premier semestre de 2020. L'ICT estime que le renforcement de la sécurité dans cette ville, combiné à la découverte et au démantèlement de cellules terroristes, pourrait expliquer cette absence d'incident<sup>351</sup>.

L'ICG exprime dans son rapport de février 2020 que l'objectif des djihadistes de chasser l'Etat pour y instaurer la Charia, ou de répondre à des objectifs locaux, se limite pour l'instant aux territoires ruraux<sup>352</sup>. Dans le même ordre d'idée, l'ODDH précise que les groupes terroristes cherchent avant tout à renverser l'ordre établi et à changer le système, pas à prendre le pouvoir à Ouagadougou. Leur *modus operandi* est donc de s'implanter dans des zones dans lesquelles ils peuvent bénéficier d'une certaine autonomie et de la reconnaissance des populations<sup>353</sup>.

Un reportage publié par le NYT en juin 2020 explique que la vie continue à Ouagadougou, et ce malgré la plus grande crise de déplacements de populations qu'ait connu le pays. Le gouvernement ne veut pas que les nouveaux déplacés descendent sur Ouagadougou. Maintenir cette bulle de Ouagadougou est une stratégie politique du parti au pouvoir pour éviter de s'aliéner les électeurs à l'approche des élections de novembre 2020, selon les analystes consultés par le NYT<sup>354</sup>.

Le Cedoca a contacté Mahamoudou Savadogo, chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, et lui a demandé si les services de base (hôpitaux, écoles, marchés, administrations, transports, etc.) fonctionnent normalement dans la capitale. Lors d'un entretien téléphonique du 7 juillet 2020, ce dernier a déclaré qu'il n'y a de dysfonctionnement dans aucun domaine. Il a ajouté que tout se déroule normalement, comme dans toutes les capitales africaines. La situation est semblable dans les autres grandes villes du pays, comme à Bobo Dioulasso, Fada-Ngourma, Ziniaré ou encore Koudougou. Interrogé sur l'hypothèse d'un blocage, de la part des autorités, à une arrivée des personnes déplacées dans la capitale, Mahamoudou Savadogo explique qu'il ne pense pas que les autorités en soient capables mais il confirme que celles-ci prennent soin de maintenir une illusion de normalité dans les grandes villes<sup>355</sup>.

## 7. Déplacements de population

Pour la première fois de son histoire, le Burkina Faso est confronté à des déplacements internes<sup>356</sup>. L'OCHA indique en février 2019 que 83.000 personnes se sont déjà déplacées à l'intérieur du pays et s'ajoutent aux 25.000 personnes qui se réfugient au Burkina Faso depuis 2012<sup>357</sup>. Quelques milliers de Burkinabè ont également fui au Mali<sup>358</sup>.

<sup>348</sup> France 24, 18/01/2016, [url](#) ; Le Monde (Le Cam M.), 14/08/2017, [url](#)

<sup>349</sup> ISSAT, DCAF, 13/08/2018

<sup>350</sup> Libération (Macé C.), 12/05/2019, [url](#)

<sup>351</sup> ICT, 02/2020, [url](#)

<sup>352</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)

<sup>353</sup> ODDH, 22/06/2020, [url](#)

<sup>354</sup> NYT (Maclean R.), 22/06/2020, [url](#)

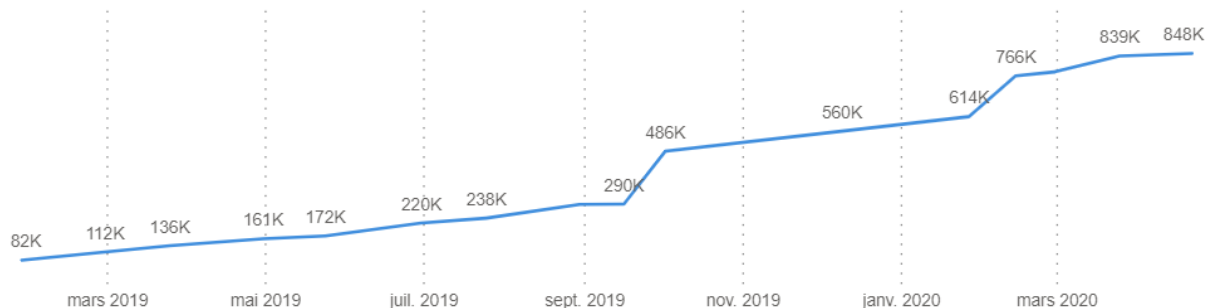
<sup>355</sup> Savadogo M., chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, entretien téléphonique, 08/07/2020

<sup>356</sup> OCHA, 15/02/2019, [url](#)

<sup>357</sup> OCHA, 15/02/2019, [url](#) ; HCR (Mahoney K.), 05/02/2020, [url](#)

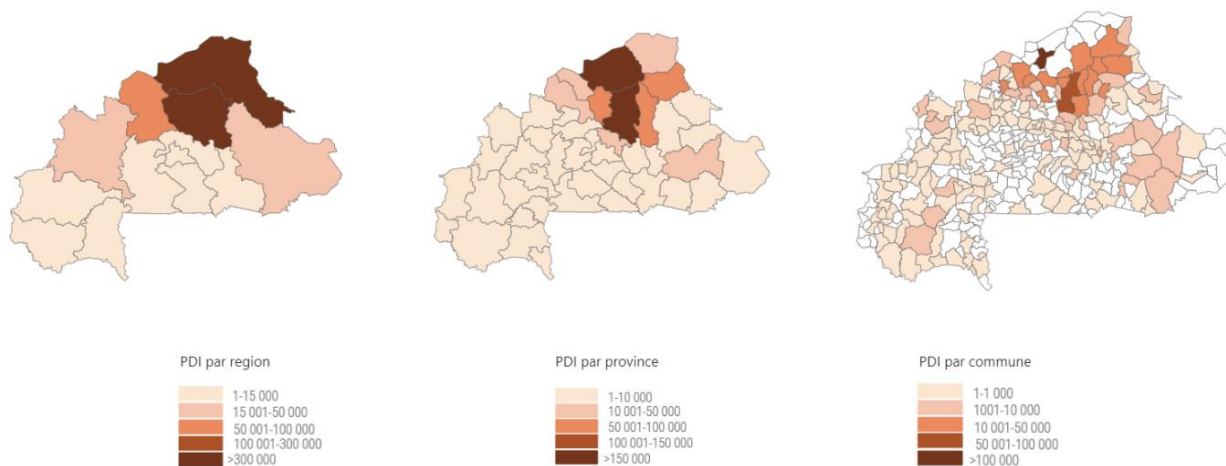
<sup>358</sup> ONU Info, 12/03/2019, [url](#)

Du 30 juin 2019 au 22 avril 2020, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) a augmenté de 338 %. Ils sont à cette dernière date 848 milliers :



Evolution des PDI à la date du 22 avril 2020<sup>359</sup>

La répartition de ces personnes par région, province et commune se fait de la manière suivante :



Répartition des PDI à la date du 22 avril 2020<sup>360</sup>

Toujours à cette date, la commune de Ouagadougou accueillait 1.051 déplacés internes<sup>361</sup>.

Selon les derniers chiffres du HCR, à la date du 31 mai 2020, 20.900 personnes se sont réfugiées au Burkina Faso, dont 20.480 Maliens<sup>362</sup>. La plupart de ces personnes ont décidé de retourner au Mali à cause de l'insécurité et des menaces des groupes armés<sup>363</sup>.

Selon les recherches menées José Luengo-Cabrera (ICG), il existe, en juin 2020 et au niveau des provinces, une corrélation positive et forte entre la violence et les PDI :

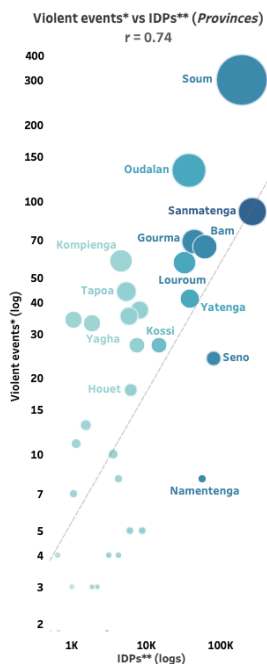
<sup>359</sup> OCHA, 22/04/2020, [url](#)

<sup>360</sup> OCHA, 22/04/2020, [url](#)

<sup>361</sup> OCHA, 22/04/2020, [url](#)

<sup>362</sup> HCR, 30/05/2020, [url](#)

<sup>363</sup> HCR, 03/04/2020, [url](#)



Corrélation entre les incidents violents et les PDI en juin 2020<sup>364</sup>

Chaque année, le Norwegian Refugee Council (NRC) présente une liste de crises de déplacements basée sur trois critères : le manque de volonté politique, le manque d'attention des médias et le manque d'aide internationale. Le Burkina Faso est un nouveau venu sur la liste publiée en juin 2020 et il occupe la troisième place, derrière le Cameroun et la République démocratique du Congo. La crise de déplacements au Burkina Faso est la plus rapide au monde en 2019, avec une multiplication par cinq du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, pour atteindre près de 500.000 personnes<sup>365</sup>.

Toutes les régions accueillent des PDI mais les régions du Centre-Nord et du Sahel accueillent 89 % d'entre elles<sup>366</sup>. L'OCHA note « de plus en plus de déplacements secondaires, notamment vers le Centre-Nord mais aussi vers des villes principales ou secondaires des régions du Centre, Hauts Bassins, Plateau Central qui ne sont pas touchées par l'insécurité »<sup>367</sup>.

L'OCHA estime également que 80 % des PDI vivent dans des familles d'accueil. Les 20 % restant sont dans des sites officiels ou des infrastructures communautaires (mosquées, écoles, etc.)<sup>368</sup>.

Par ailleurs, toujours selon l'OCHA« les perspectives de retour volontaire vers les zones d'origine sont estimées très faibles actuellement »<sup>369</sup>. Qui plus est, le NRC note que de nombreuses personnes déplacées ont fui les terres agricoles que leurs familles possédaient depuis des générations. Dans l'hypothèse d'un retour sur ces terres agricoles, l'absence de documents de propriété fait qu'ils n'ont pas la garantie de pouvoir continuer à les utiliser<sup>370</sup>.

<sup>364</sup> Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), 07/07/2020, [url](#)

<sup>365</sup> NRC, 10/06/2020, [url](#)

<sup>366</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>367</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>368</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>369</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>370</sup> NRC, 10/06/2020, [url](#)

Enfin, dans un rapport publié en juin 2020, l'OCHA indique que 389.000 personnes déplacées internes n'ont pas un accès adéquat aux services sociaux de base et à la protection<sup>371</sup>. L'ISSAT note que ces personnes sont confrontées à plusieurs problèmes tels que l'insécurité alimentaire et l'accès limité aux champs et aux marchés. L'accès aux services de base tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement est également une préoccupation majeure. Leur présence pèse aussi sur les ressources des communautés d'accueil et constitue un fardeau supplémentaire pour un système de gestion des ressources et une infrastructure de services publics déjà faibles, ce qui entraîne des tensions croissantes au sein des communautés et un risque de violence intercommunautaire<sup>372</sup>.

## 8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

### 8.1. Situation humanitaire

La population du Burkina Faso vit à 90 % de l'agriculture et de l'élevage. Aussi, 40 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté. Plusieurs sources relèvent que l'insécurité aggrave encore cette situation<sup>373</sup>.

Dans son rapport de juin 2020, l'OCHA dénombre 530.000 personnes qui sont restées dans les localités en proie à l'insécurité ou qui vivent dans des communautés accueillant des déplacés internes et qui ont perdu leur accès aux services sociaux de base<sup>374</sup>.

Les facteurs associés à ce problème critique lié à la survie sont nombreux :

« inaccessibilité aux structures sanitaires qui sont non fonctionnelles, fermetures des écoles dans les localités concernées par les violences, flux commerciaux entravés et marchés non fonctionnels enregistrant fréquemment des ruptures de stocks et hausses des prix, manque de moyens financiers des ménages, grève continue du personnel dans la santé publique, attaques contre les structures et le personnel de santé, faible accès et accès non adapté à l'eau potable et aux latrines, insécurité alimentaire, violences et criminalité, risques d'engagement dans des activités risquées ou illégales (enrôlement dans les GA, travail dangereux ou criminel etc.), pratiques néfastes, inégalités de genre et stigmatisation »<sup>375</sup>.

### 8.2. Marchés

En ce qui concerne les marchés, l'OCHA indique ceci dans ce rapport de juin 2020 :

« Les marchés agricoles sont globalement bien approvisionnés en céréales. Les prix de toutes les céréales ont connu des baisses comparativement à 2018 et à la moyenne quinquennale dans toutes les régions. Dans les zones dites inaccessibles, le fonctionnement des marchés est au ralenti, voire à l'arrêt, notamment dans la majorité des communes des provinces du Soum, de l'Oudalan et du Sanmatenga. Les marchés à bétail subissent les impacts de la situation sécuritaire, notamment dans les régions du Sahel, de l'Est, du Nord et du Centre Nord. Dans les autres régions, l'offre des animaux a connu une hausse au cours du mois d'août comparativement au mois précédent. La demande a été faible du fait de la rareté des acheteurs étrangers. Les prix sont en légère hausse

<sup>371</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>372</sup> ISSAT, 15/02/2020, [url](#)

<sup>373</sup> CNCD, 28/05/2019, [url](#) ; ICG, 28/01/2019, [url](#)

<sup>374</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>375</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)



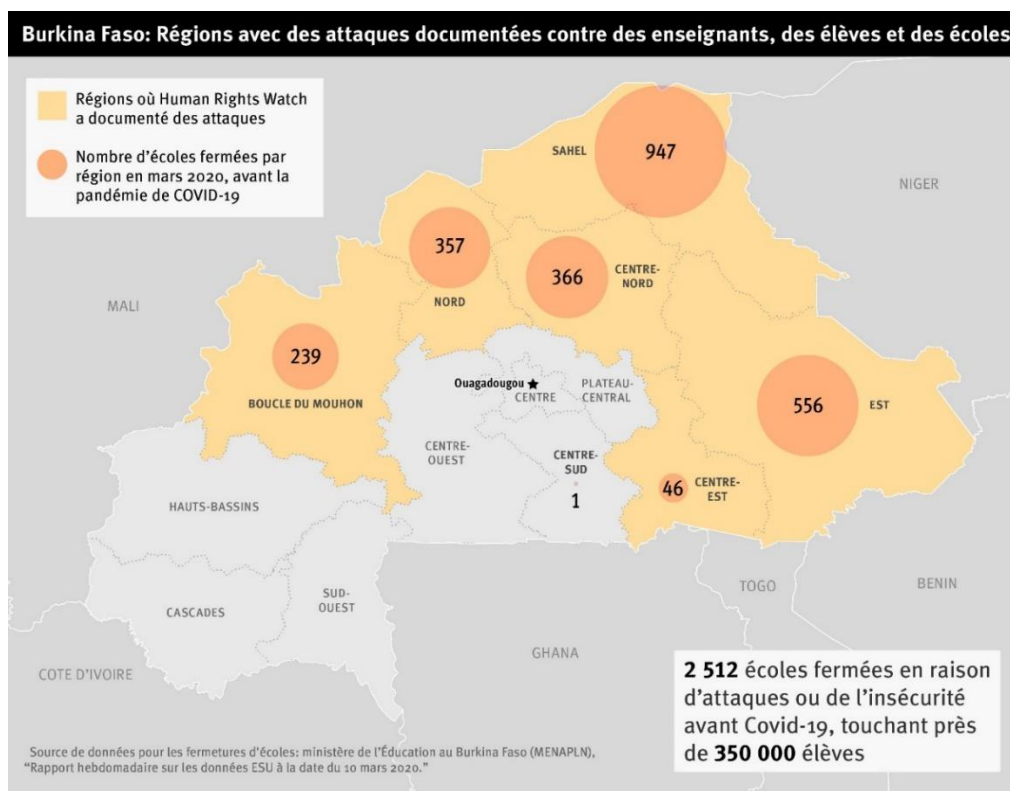
pour toutes les espèces, comparativement à la moyenne quinquennale, excepté le prix du bœuf sur les marchés des régions du Centre-Est, du Sud-Ouest et du Centre-Nord »<sup>376</sup>.

### 8.3. Infrastructures scolaires

Depuis le début de la crise, des groupes armés ont pris pour cible des écoles et l'éducation a été sévèrement perturbée. Certains enseignants ont été tués, enlevés et menacés par des groupes armés. Dans les endroits où l'enseignement est possible, les enseignants manquent de soutien, de formation et de ressources, selon un rapport de ACAPS de novembre 2019<sup>377</sup>.

En ce qui concerne les infrastructures scolaires, le rapport de HRW sur les attaques contre les écoles explique ceci :

« Début mars 2020, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales (« ministère de l'Éducation », ou MENAPLN) signalait que plus de 2 500 établissements scolaires avaient fermé en raison d'attaques ou de l'insécurité au Burkina Faso, affectant négativement près de 350 000 élèves et plus de 11 200 enseignants. Ce phénomène a été signalé avant l'épidémie de Covid-19 dans le pays, qui a provoqué la fermeture provisoire de tous les établissements scolaires dès la mi-mars<sup>378</sup>. »



Écoles fermées en raison d'attaque ou de l'insécurité<sup>379</sup>

<sup>376</sup> OCHA, 05/06/2020, [url](#)

<sup>377</sup> ACAPS, 01/11/2019, [url](#)

<sup>378</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#)

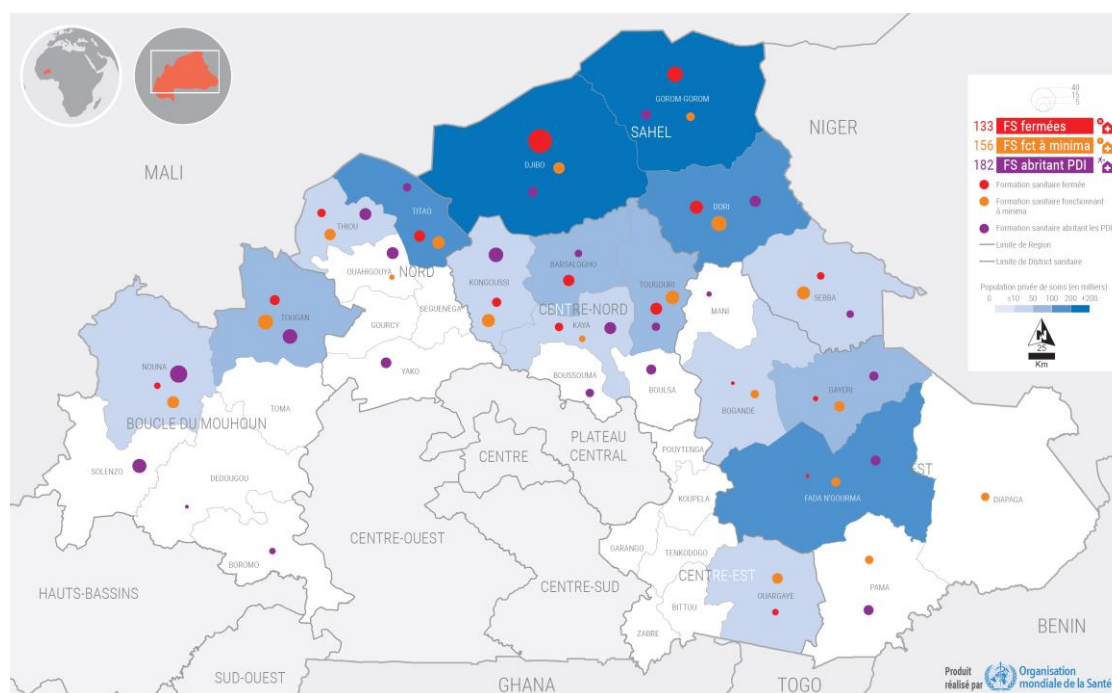
<sup>379</sup> HRW, 26/05/2020, [url](#)

## 8.4. Infrastructures sanitaires

La situation sécuritaire impacte également fortement le système de santé. Ainsi, d'après l'OMS, « Des attaques sont perpétrées contre le système de santé, intimidation contre les agents de santé, enlèvement des agents de santé, vols de médicaments, destruction et/ou vols d'ambulances, etc.<sup>380</sup>. »

Selon le ministère de la Santé dont les données sont reprises par l'OMS, à la date du 4 avril 2020, 133 formations sanitaires sont fermées (soit 11,7% des formations sanitaires de six régions affectées par l'insécurité) et 156 autres fonctionnent à minima (soit 13,7%)<sup>381</sup>.

La carte ci-dessous localise le nombre de ces formations sanitaires impactées et le nombre de personnes privées de soins :



Fonctionnalités des formations sanitaires au 13 avril 2020<sup>382</sup>

A la date du 19 juin 2020, 901 cas de Covid-19 ont été confirmés au Burkina Faso, principalement dans la région du Centre<sup>383</sup>. A la date du 23 juin 2020, le Burkina Faso dénombre 53 décès causés par cette épidémie<sup>384</sup>.

<sup>380</sup> OMS, 12/06/2020, [url](#)

<sup>381</sup> OMS, 12/06/2020, [url](#)

<sup>382</sup> OMS, 19/04/2020, [url](#)

<sup>383</sup> Ministère de la Santé, 23/06/2020, [url](#)

<sup>384</sup> IISS, 29/06/2020, [url](#)

## Résumé

Le Burkina Faso est devenu la cible des djihadistes du Sahel depuis 2015. La présence de groupes djihadistes et de groupes criminels est liée à l'insécurité qui règne au Mali voisin mais aussi à divers facteurs tels que la pauvreté, la lutte inefficace contre le terrorisme, l'absence de services publics de base et de choix politiques régissant l'accès aux ressources. Ces groupes armés ont exploité des frustrations des populations fragilisées et trouvé des relais parmi les populations locales pour s'implanter et mener leurs actions. Trois grandes entités djihadistes (Ansarul Islam, l'État islamique dans le Grand Sahara et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans) se distinguent dans le Sahel mais de nombreuses autres entités à la limite du djihadisme et du banditisme gravitent autour de celles-ci.

Pour lutter contre l'insécurité, les forces burkinabè ont opté pour une approche militaire, mais l'appareil sécuritaire burkinabè est désorganisé depuis la chute de Blaise Compaoré en octobre 2014, après 27 ans de règne. Des groupes de veille et d'autodéfense regroupant des acteurs locaux tentent de combler ces insuffisances de l'Etat dans le but d'assurer un service minimum en matière de sécurité et de justice. Ces groupes commettent à leur tour des exactions qui procurent du crédit aux discours des insurgés.

Quatre acteurs internationaux mènent des opérations coordonnées au Burkina Faso. Il s'agit d'une intervention militaire française (Barkhane), d'une mission de maintien de la paix des Nations unies (MINUSMA), d'une force conjointe régionale (G5 Sahel) et d'une coalition internationale (Coalition pour le Sahel).

Les groupes djihadistes exécutent de nombreux civils (465 du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mai 2020 selon l'ODDH), minent des routes, commettent des enlèvements, pillent, interdisent l'accès aux commerces et aux écoles, entravent des événements tels que des marchés ou des célébrations religieuses et mènent des raids sur des postes de sécurité mais aussi, et de plus en plus souvent, sur des villages.

Une dynamique ethnique sous-tend la violence et oppose, dans la majorité des cas, des Peuls (souvent des éleveurs perçus comme des soutiens aux islamistes armés) aux Mossi ou aux Foulés ou Gourmantche (souvent des cultivateurs perçus comme des soutiens aux forces de sécurité).

De nombreux habitants ont le sentiment d'être pris entre des islamistes armés qui leur reprochent de collaborer avec les autorités et ces dernières qui leur font la critique inverse. Différentes sources s'accordent pour dire que, bien que les représentants de l'Etat ou des employés du secteur de l'éducation ont été particulièrement visés par les islamistes armés au début du conflit, les simples civils sont désormais devenus une cible privilégiée. Ainsi, le nombre de victimes de la violence contre les civils a plus que doublé entre 2018 et 2019.

Les Peuls font l'objet d'amalgames qui les associent aux projets des djihadistes. HRW souligne toutefois que les actes d'intimidations des islamistes armés visent tous les principaux groupes ethniques présents dans la région du Sahel. Les recherches de HRW démontrent également que, depuis 2012, les groupes armés islamistes actifs dans le Sahel axent leur recrutement sur les membres de l'ethnie peule et que la grande majorité des victimes des abus commis par les forces de sécurité ou par les groupes d'autodéfense appartiennent à cette ethnie. Le facteur religieux semble, selon les sources, secondaire dans ce conflit.

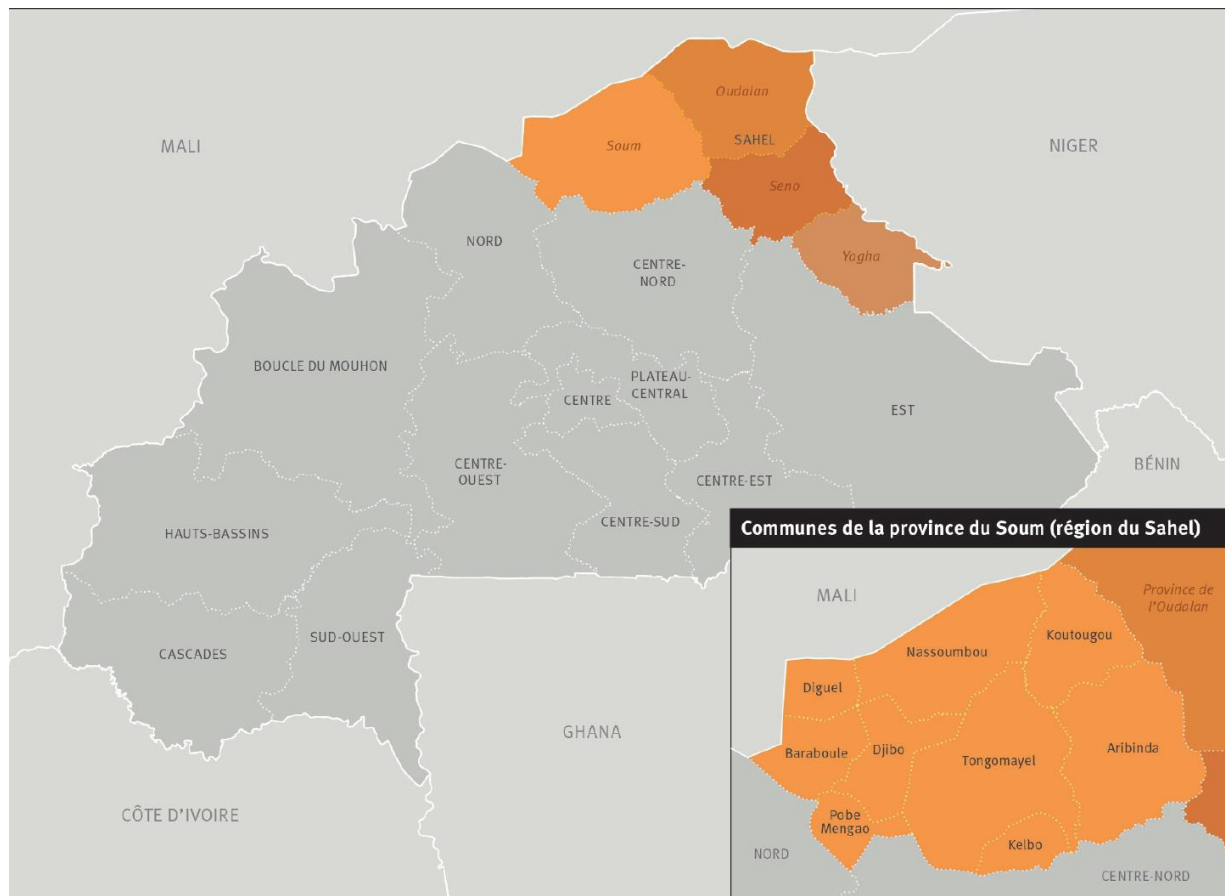
La menace terroriste était initialement limitée à la région du nord du Sahel mais elle s'est progressivement étendue à d'autres régions, notamment à l'est. Les régions les plus touchées par la violence sont celles du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est et du Nord. La capitale, Ouagadougou, a été touchée par trois attentats d'envergure en 2016, 2017 et 2018 mais aucune attaque n'a eu lieu depuis lors. Dans cette capitale, tout comme dans les autres grandes villes, la vie se déroule normalement.

Le Burkina Faso est confronté à des déplacements internes pour la première fois de son histoire. Fin avril 2020, près de 850.000 personnes y sont déplacées, principalement au nord et à l'est.

En juin 2020, l'OCHA dénombre 530.000 personnes qui sont restées dans les localités en proie à l'insécurité ou qui vivent dans des communautés accueillant des déplacés internes et qui ont perdu leur accès aux services sociaux de base.

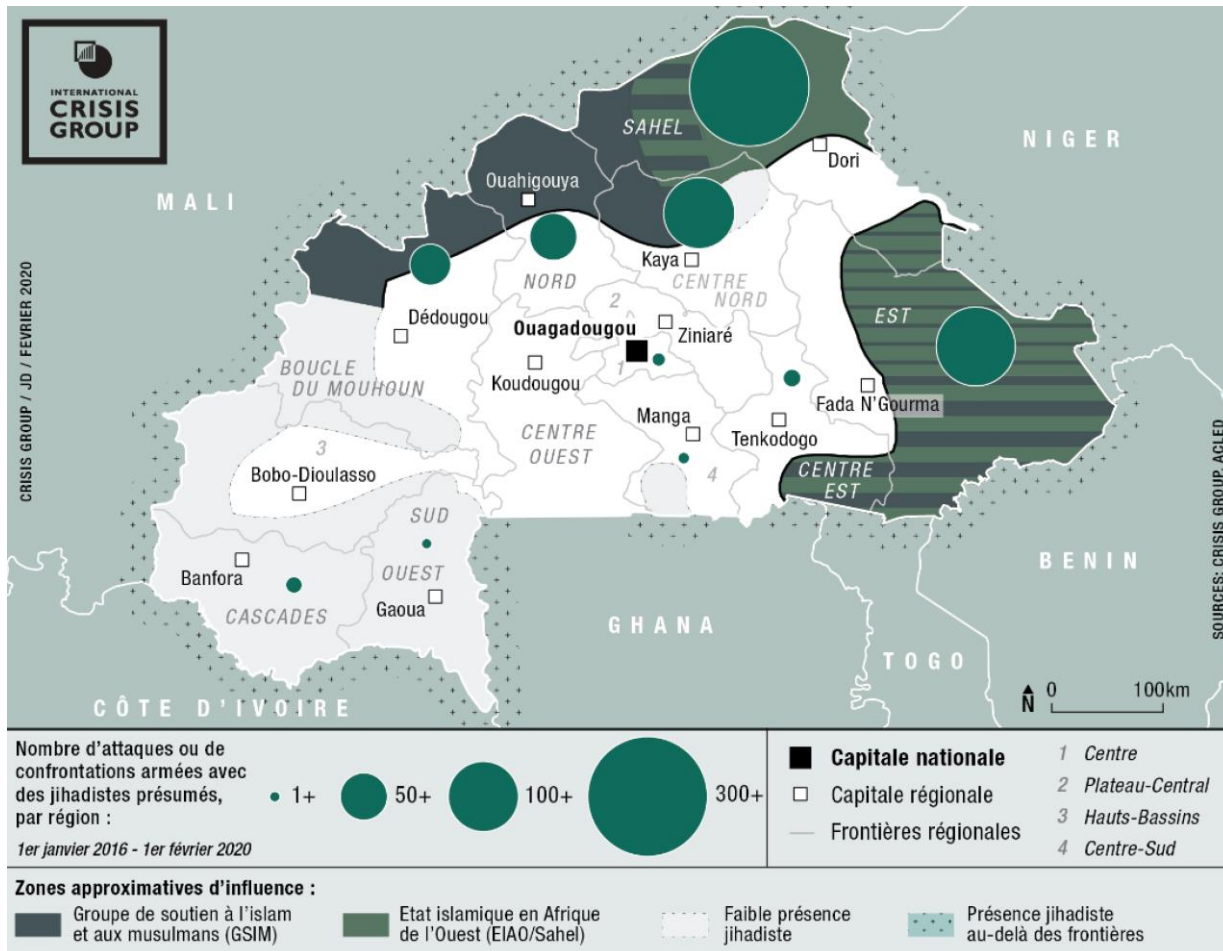
## Annexes

### Annexe 1 : Régions du Burkina Faso et provinces de la région du Sahel, HRW<sup>385</sup>



<sup>385</sup> HRW, 22/03/2019, [url](#)

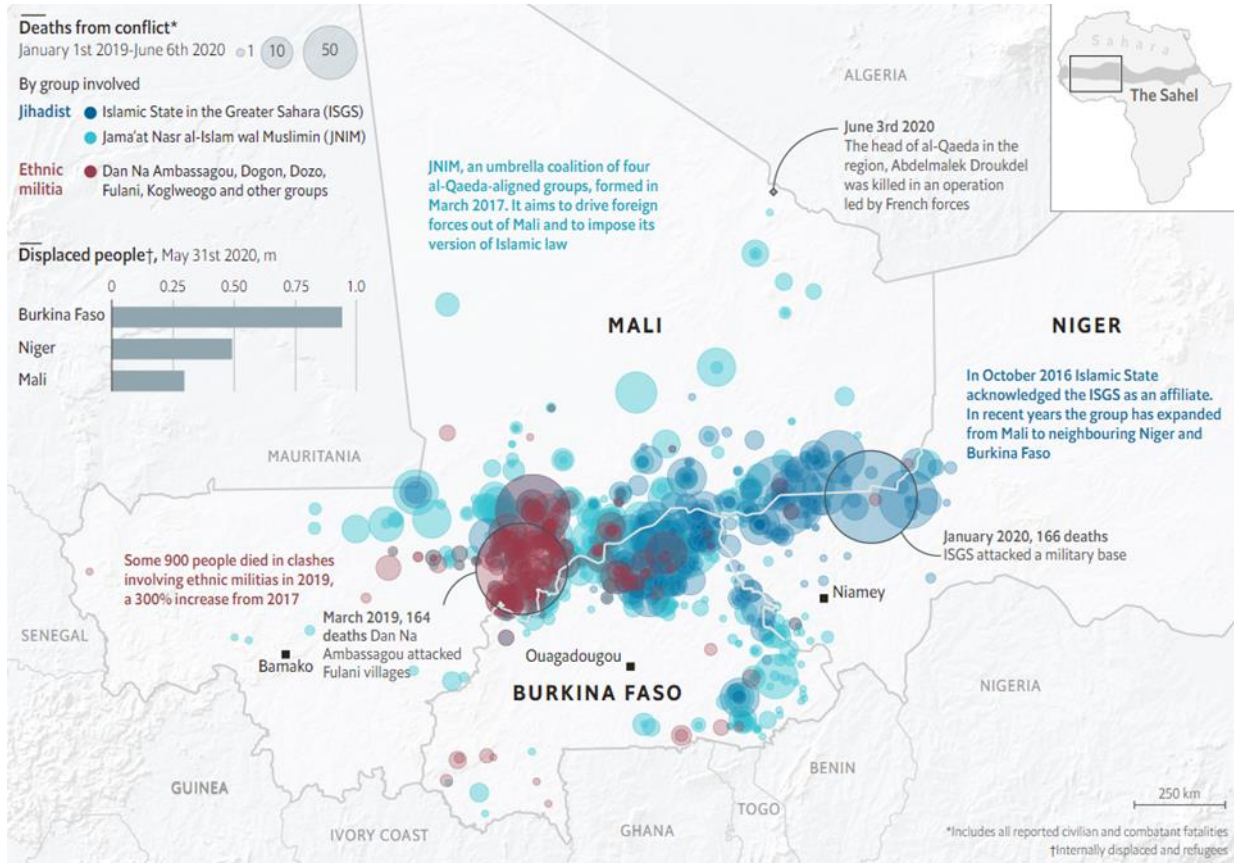
Annexe 2 : Présence djihadiste et nombre d'attaques djihadistes au Burkina Faso et à ses frontières, du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 1<sup>er</sup> février 2020<sup>386</sup>



<sup>386</sup> ICG, 24/02/2020, [url](#)



Annexe 3 : Décès et déplacements dans le Sahel central du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 6 juin 2020<sup>387</sup>



<sup>387</sup> The Economist, 20/06/2020, [url](#)



## Bibliographie

### Contacts directs

Savadogo M., chercheur sur les questions de l'extrémisme violent et de la radicalisation au Sahel, entretien téléphonique, 08/07/2020, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

### Sources écrites et audiovisuelles

Agence France presse (AFP) via Le Point, *Sahel: La force Barkhane les yeux rivés sur le Burkina*, 10/10/2018, [https://www.lepoint.fr/societe/sahel-la-force-barkhane-les-yeux-rives-sur-le-burkina-10-10-2018-2261889\\_23.php](https://www.lepoint.fr/societe/sahel-la-force-barkhane-les-yeux-rives-sur-le-burkina-10-10-2018-2261889_23.php) [consulté le 15/05/2019]

Agence France presse (AFP) via Jeune Afrique (JA), *La force du G5 Sahel reprend ses opérations*, 20/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/711553/politique/la-force-du-g5-sahel-reprend-ses-operations/> [consulté le 15/05/2019]

Agence France presse (AFP) via TVA Nouvelles, *Le Burkina, nouveau carrefour jihadiste*, 10/05/2019, <https://www.tvanouvelles.ca/2019/05/10/le-burkina-nouveau-carrefour-jihadiste> [consulté le 15/05/2019]

Agence France presse (AFP) via Voice Of America (VOA), *Sept morts dont deux soldats lors d'une attaque dans le nord du Faso*, 19/05/2020, <https://www.voafrique.com/a/sept-morts-dont-deux-soldats-lors-d-une-attaque-dans-le-nord-du-burkina-faso/5426818.html> [consulté le 01/07/2020]

Agence France presse (AFP) (Baily A., Fort P.) via TV5 Monde, *Sous les coups des jihadistes, le Burkina Faso coule à pic*, 27/06/2020, <https://information.tv5monde.com/afrique/sous-les-coups-des-jihadistes-le-burkina-faso-coule-pic-365092?fbclid=IwAR00tNpHW2iF48UYvS7gPRcnSrB4VRsRaDof5GwgCGYk1R-mbipTqbg63Y> [consulté le 29/06/2020]

Agence France presse (AFP) (Fort P.) via TV5 Monde, *Attaque jihadiste en Côte d'Ivoire: peur sur la ville de Ferké*, 30/06/2020, <https://information.tv5monde.com/afrique/attaque-jihadiste-en-cote-d-ivoire-peur-sur-la-ville-de-ferke-365467> [consulté le 01/07/2020]

Amnesty International (AI), *Burkina Faso. Un chemin difficile vers le respect des droits humains communication d'Amnesty International pour l'examen périodique universel [ONU], 30e session du groupe de travail sur l'EPU, mai 2018*, 08/12/2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR6073672017FRENCH.PDF> [consulté le 27/05/2019]

Amnesty International (AI), *Burkina Faso. Les récits de témoins confirment que le massacre de Barga a été perpétré par un groupe armé*, 20/03/2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/03/burkina-faso-witness-testimony-confirms-armed-group/> [consulté le 05/06/2020]

Amnesty International (AI), « *Ils en ont exécuté certains et emmené d'autres avec eux* ». *Péril pour les populations civiles dans le Sahel*, 10/06/2020, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR3723182020FRENCH.pdf> [consulté le 15/06/2020]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Insecurity in southwestern Burkina Faso in the context of an expanding insurgency*, 17/01/2019, <https://www.acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/> [consulté le 27/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Press release: political violence skyrockets in the sahel according to latest ACLED data*, 28/03/2019, <https://www.acleddata.com/2019/03/28/press-release-political-violence-skyrockets-in-the-sahel-according-to-latest-acleddata/> [consulté le 09/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Nsaibia H.), *A vicious cycle: the reactionary nature of militant attacks in Burkina Faso and Mali*, 31/05/2019, <https://www.acleddata.com/2019/05/31/a-vicious-cycle-the-reactionary-nature-of-militant-attacks-in-burkina-faso-and-mali/> [consulté le 31/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 20/06/2020, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 26/06/2020]

Assemblée nationale du Burkina Faso, *Loi n°023-2019 an portant réglementation de l'état de siège et de l'état d'urgence au Burkina Faso*, 14/05/2019, <http://www.justice.gov.bf/wp-content/uploads/2020/01/Loi-n%C2%B0023-2019-AN-portant-reglementation-de-letat-de-siege-et-letat-durgence.pdf> [consulté le 29/01/2020]

Assessment Capacities Project (ACAPS), *Burkina Faso, Escalation of armed violence. Briefing note*, 01/11/2019, [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191101\\_acaps\\_briefing\\_note\\_conflict\\_in\\_burkina\\_faso.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20191101_acaps_briefing_note_conflict_in_burkina_faso.pdf) [consulté le 29/01/2020]

Associated Press (AP) (Kaboré A.), *6 soldats tués par une bombe routière au Burkina Faso*, 29/01/2020, [https://apnews.com/5e27d37fff1b201e5f6c76536607d21f?utm\\_source=Media+Review+for+January+30%2C+2020&utm\\_campaign=Media+Review+for+January+30%2C+2020&utm\\_medium=email](https://apnews.com/5e27d37fff1b201e5f6c76536607d21f?utm_source=Media+Review+for+January+30%2C+2020&utm_campaign=Media+Review+for+January+30%2C+2020&utm_medium=email) [consulté le 31/01/2020]

British Broadcasting Corporation (BBC) (Davies F., Leithead A.), *The war in the desert. Why the Sahara is terror's new front line*, 21/06/2018, [https://www.bbc.co.uk/news/resources/idx-sh/war\\_in\\_the\\_desert](https://www.bbc.co.uk/news/resources/idx-sh/war_in_the_desert) [consulté le 17/05/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC) (Gongo S.), *Burkina Faso: "60 personnes victimes d'exécutions sommaires"*, 14/03/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-47575954> [consulté le 08/04/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC) (Dewast L.), *France summit: Sahel crisis in danger of slipping out of control*, 13/01/2020, [https://www.bbc.com/news/world-africa-51061229?at\\_custom4=84B2BB04-35F1-11EA-A500-E4F1C28169F1&at\\_custom1=%5Bpost+type%5D&at\\_medium=custom7&at\\_campaign=64&at\\_custom3=BBC+Africa&at\\_custom2=twitter](https://www.bbc.com/news/world-africa-51061229?at_custom4=84B2BB04-35F1-11EA-A500-E4F1C28169F1&at_custom1=%5Bpost+type%5D&at_medium=custom7&at_campaign=64&at_custom3=BBC+Africa&at_custom2=twitter) [consulté le 20/01/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso : Plan d'Urgence, février 2019*, 15/02/2019, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa-hwp-20190211-web\\_1.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa-hwp-20190211-web_1.pdf) [consulté le 08/05/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Situation des personnes déplacées internes (PDI)*, 22/04/2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso> [consulté le 24/06/2020]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso : Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO 2020)*, 05/06/2020, <https://www.humanitarianresponse.info/fr/op%C3%A9rations/burkina-faso/document/burkina-faso-aper%C3%A7u-des-besoins-humanitaires-hno-2020> [consulté le 24/06/2020]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Le Roux P.), *Ansaroul Islam : l'essor et le déclin d'un groupe islamiste militant au Sahel*, 13/08/2019, <https://africacenter.org/fr/spotlight/ansaroul-islam-lessor-et-le-declin-dun-groupe-islamiste-militant-a-sahel/> [consulté le 22/01/2020]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) (Le Roux P.), 12/2019, *Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel*, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/01/ASB36FR-Repondre-a-l%E2%80%99essor-de-l%E2%80%99extremisme-violent.pdf> [consulté le 07/07/2020]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Comprendre les perspectives peules sur la crise au Sahel*, 24/04/2020, [https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-perspectives-peules-crise-sahel/?utm\\_source=Revue+de+presse+du+27+avril+2020&utm\\_campaign=Revue+de+presse++27+avril+2020&utm\\_medium=email](https://africacenter.org/fr/spotlight/comprendre-perspectives-peules-crise-sahel/?utm_source=Revue+de+presse+du+27+avril+2020&utm_campaign=Revue+de+presse++27+avril+2020&utm_medium=email) [consulté le 01/07/2020]

- Centre national de coopération au développement (CNCD), *Burkina Faso : vers une crise humanitaire ?*, 28/05/2019, <https://www.cncd.be/Burkina-Faso-vers-une-crise#.XO4vCfKQ9GZ.twitter> [consulté le 29/05/2019]
- Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), *La détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso*, 03/2019, [https://dandurand.ugam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4\\_no-3\\_EN.pdf](https://dandurand.ugam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4_no-3_EN.pdf) [consulté le 08/04/2019]
- Clingendael (Wendyam H. L.), *CRU Policy Brief. Burkina Faso: Casting a shadow over the polls? The role of vigilante groups in the 2020 elections*, 05/2020, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-05/Policy\\_Brief\\_Burkina\\_Faso\\_casting\\_shadow\\_over\\_polls\\_May\\_2020.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-05/Policy_Brief_Burkina_Faso_casting_shadow_over_polls_May_2020.pdf) [consulté le 18/06/2020]
- Clingendael (Schmauder A., Gorman Z., Berger F.), *Takuba: a new coalition for the Sahel?*, 30/06/2020, <https://spectator.clingendael.org/nl/publicatie/takuba-new-coalition-sahel> [consulté le 01/07/2020]
- Combating Terrorism Center (Nsaibia H., Weiss C.), *Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso*, 03/2018, <https://ctc.usma.edu/ansaroul-islam-growing-terrorist-insurgency-burkina-faso/> [consulté le 20/05/2019]
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR) via Burkina 24, *Burkina Faso : "Toute personne arrêtée doit être traitée avec humanité et dignité"*, 02/07/2020, <https://www.burkina24.com/2020/07/02/burkina-faso-toute-personne-arretee-doit-etre-traitee-avec-humanite-et-dignite/#:~:text=Le%20pouvoir%20des%20armes%20ne,leur%20offrir%20une%20inhumation%20d%C3%A9cise.> [consulté le 02/07/2020]
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *COI Focus Burkina Faso. Recours aux autorités*, 07/11/2018
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, [https://www.cgrra.be/sites/default/files/content/download/files/nota\\_acled-methodeologie\\_20190521.pdf](https://www.cgrra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodeologie_20190521.pdf) [consulté le 21/05/2019]
- Committee to Protect Journalists (CPJ), *Burkina Faso parliament passes legal revisions criminalizing false news, reporting on terrorism*, 03/06/2020, <https://cpi.org/2019/07/burkina-faso-parliament-passes-legal-revisions-criminalizing-false-news-reporting-on-terrorism> [consulté le 24/06/2020]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali S/2018/541*, 06/06/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/541> [consulté le 08/05/2019]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, 28/12/2018, [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/n1846131\\_0.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/n1846131_0.pdf) [consulté le 15/05/2019]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 06/05/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/371> [consulté le 17/05/2019]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel*, 30/12/2019, <https://unowas.unmissions.org/fr/file/3501/download?token=O2LzTVrC> [consulté le 07/01/2020]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 08/05/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/373> [consulté le 22/06/2020]
- Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 24/06/2020, <https://undocs.org/fr/S/2020/585> [consulté le 03/07/2020]
- Counter Extremism Project, *Burkina Faso: Extremism & Counter-Extremism*, 14/12/2018, [https://www.counterextremism.com/sites/default/files/country\\_pdf/BF-12142018.pdf](https://www.counterextremism.com/sites/default/files/country_pdf/BF-12142018.pdf) [consulté le 27/05/2019]
- Deutsche Welle (DW) (Onoko S.), *Attacks in Burkina Faso — a simmering Islamist conflict*, 13/05/2019, <https://www.dw.com/en/attacks-in-burkina-faso-a-simmering-islamist-conflict/a-48721068> [consulté le 17/05/2019]
- Deutsche Welle (DW) (Quenum F.), *Première réunion de la Coalition pour le Sahel*, 12/06/2020, <https://www.dw.com/fr/premi%C3%A8re-r%C3%A9union-de-la-coalition-pour-le-sahel/a-53792195> [consulté le 30/06/2020]

- Devox (Mednick S.), *In Burkina Faso, access to gender data is complicated by conflict*, 03/06/2020, <https://www.devox.com/news/in-burkina-faso-access-to-gender-data-is-complicated-by-conflict-97360> [consulté le 08/06/2020]
- Duhamel J., *Security incidents in Burkina Faso, December 2019*, 10/01/2020, [https://julesduhamel.files.wordpress.com/2020/01/bf\\_december\\_2019\\_2.jpg](https://julesduhamel.files.wordpress.com/2020/01/bf_december_2019_2.jpg) [consulté le 20/01/2020]
- Duhamel J., *Incidents sécuritaires au Burkina Faso, Janvier 2020*, 14/02/2020, [https://julesduhamel.files.wordpress.com/2020/02/burkina\\_2020\\_01\\_v2-1.png](https://julesduhamel.files.wordpress.com/2020/02/burkina_2020_01_v2-1.png) [consulté le 01/07/2020]
- European Council on Foreign Relations (ECFR) (Lebovich A.), *Mapping armed groups in Mali and the Sahel*, 05/2019, [https://www.ecfr.eu/mena/sahel\\_mapping#introduction](https://www.ecfr.eu/mena/sahel_mapping#introduction) [consulté le 27/05/2019]
- Fondation pour la recherche stratégique (FRS) (Sangare B.), *Peuls et djihadisme dans les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest*, 08/02/2019, <https://www.frstrategie.org/en/programs/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/fulani-people-and-jihadism-sahel-and-west-african-countries-2019> [consulté le 04/03/2019]
- Foreign Policy via Courrier international, *Au Burkina Faso, la contagion terroriste*, 04/04/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/analyse-au-burkina-faso-la-contagion-terroriste> [consulté le 08/05/2019]
- France 24, *Attentats de Ouagadougou : le point sur l'enquête*, 18/01/2016, <https://www.france24.com/fr/20150118-burkina-faso-attentats-ouagadougou-enquete-assaillants-aqmi-vicitmes-forces-securite> [consulté le 08/04/2019]
- France 24, *Au Burkina Faso, des heurts intercommunautaires avec des Peuls font plusieurs morts*, 02/04/2019, <https://www.france24.com/fr/20190402-burkina-faso-heurts-intercommunautaires-peuls-morts> [consulté le 08/04/2019]
- France 24, *Au Burkina Faso, les civils dans la mire des jihadistes*, 26/12/2019, <https://www.france24.com/fr/20191226-au-burkina-faso-les-civils-dans-la-mire-des-jihadistes?ref=tw> [consulté le 27/01/2020]
- France Culture, *Du grain à moudre. Y a-t-il un projet djihadiste en Afrique de l'Ouest ?*, 09/05/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/du-grain-a-moudre/du-grain-a-moudre-emission-du-jeudi-09-mai-2019> [consulté le 20/05/2019]
- France Culture, *Les enjeux internationaux. Afrique de l'Ouest : les djihadistes tentent-ils une "course à la mer"?*, 13/05/2019, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/les-enjeux-internationaux-emission-du-lundi-13-mai-2019> [consulté le 20/05/2019]
- France Culture, *Grand Reportage. Les Peuls : des pions sur l'échiquier djihadiste ?*, 27/03/2020, <https://www.franceculture.fr/emissions/grand-reportage/les-peuls-des-pions-sur-lechiquier-djihadiste-0> [consulté le 30/06/2020]
- France Télévisions, *Burkina Faso : qui sont les "Volontaires pour la défense de la patrie" ?*, 20/05/2020, [https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/burkina-faso-qui-sont-les-volontaires-pour-la-defense-de-la-patrie\\_3973071.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/burkina-faso-qui-sont-les-volontaires-pour-la-defense-de-la-patrie_3973071.html) [consulté le 02/06/2020]
- France Télévisions, *Islamisme : le Burkina Faso au bord de la guerre civile*, 30/06/2020, [https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile\\_4029079.html#xtor=CS2-765-%5Bautres%5D-&xtref=http://m.facebook.com/&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile\\_4029079.html](https://mobile.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile_4029079.html#xtor=CS2-765-%5Bautres%5D-&xtref=http://m.facebook.com/&xtref=https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/islamisme-le-burkina-faso-au-bord-de-la-guerre-civile_4029079.html) [consulté le 30/06/2020]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Ledure N.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – janvier à mars 2019*, Note d'Analyse du GRIP, 17/04/2019, <https://www.grip.org/fr/node/2766> [consulté le 15/05/2019]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Achik S.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – juillet à septembre 2019*, Note d'Analyse du GRIP, 11/10/2019, <https://www.grip.org/fr/node/2836> [consulté le 20/01/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Achik S.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – octobre à décembre 2019, Note d'Analyse du GRIP*, 16/01/2020, <https://www.grip.org/fr/node/2894> [consulté le 20/01/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Dusoulier A.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – janvier à mars 2020, Note d'Analyse du GRIP*, 07/04/2020, <https://www.grip.org/fr/node/2946> [consulté le 30/06/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Liégeois M., Strandt J.), *Dépasser les frontières ? Limites de l'approche stato-centrée de la MINUSMA face à la violence transnationale dans le Sahel*, 26/06/2020, [https://www.observatoire-boutros-ghali.org/sites/default/files/Note\\_OBG\\_Dimension\\_r%C3%A9gionale.pdf](https://www.observatoire-boutros-ghali.org/sites/default/files/Note_OBG_Dimension_r%C3%A9gionale.pdf) [consulté le 29/06/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Dusoulier A.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – avril à juin 2020, Note d'Analyse du GRIP*, 07/07/2020, <https://www.grip.org/monitoring-afrique-avril-juin-2020> [consulté le 08/07/2020]

Guichaoua Y. via Thread reader, *Yvan Guichaoua Follow @YGuichaoua, Jun 5th 2020, 35 tweets, 9 min read*, 05/06/2020, <https://threadreaderapp.com/thread/1268838273859956736.html> [consulté le 30/06/2020]

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (Mahoney K.), *Le chef du HCR décrit une « violence sans précédent » au Burkina Faso et appelle à un soutien urgent*, 05/02/2020, <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/2/5e3ab15da/chef-hcr-decrit-violence-precedent-burkina-faso-appelle-soutien-urgent.html> [consulté le 24/06/2020]

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *L'insécurité au Burkina Faso force des milliers de réfugiés maliens à quitter un camp*, 03/04/2020, <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2020/4/5e870db5a/linsecurite-burkina-faso-force-milliers-refugies-maliens-quitter-camp.html> [consulté le 24/06/2020]

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Burkina Faso: UNHCR condemns violence against Malian refugees*, 04/05/2020, <https://www.unhcr.org/news/press/2020/5/5eafedba4/burkina-faso-unhcr-condemns-violence-against-malian-refugees.html> [consulté le 24/06/2020]

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Operational Portal Refugee Situations*, 30/05/2020, <https://data2.unhcr.org/en/country/bfa> [consulté le 24/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), *« Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes ». Abus commis par des islamistes armés et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso*, 05/2018, [https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/burkinafaso0518fr\\_web3.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0518fr_web3.pdf) [consulté le 27/05/2019]

Human Rights Watch (HRW), *« Nous avons retrouvé leurs corps plus tard ce jour-là » Atrocités commises par les islamistes armés et par les forces de sécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso*, 22/03/2019, [https://www.hrw.org/sites/default/files/report\\_pdf/burkinafaso0319fr\\_web2.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0319fr_web2.pdf) [consulté le 08/05/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Flambée d'atrocités commises par des islamistes armés*, 06/01/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/01/06/burkina-faso-flambee-datrocites-commises-par-des-islamistes-armes> [consulté le 07/01/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Les forces de sécurité auraient exécuté 31 détenus*, 20/04/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/04/20/burkina-faso-les-forces-de-securite-auraient-execute-31-detenus> [consulté le 24/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), *« Leur combat contre l'éducation ». Attaques commises par des groupes armés contre des enseignants, des élèves et des écoles au Burkina Faso*, 26/05/2020, [https://www.hrw.org/sites/default/files/media\\_2020/05/burkinafaso0520fr\\_web.pdf](https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2020/05/burkinafaso0520fr_web.pdf) [consulté le 17/06/2020]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Des témoignages d'habitants indiquent des exécutions de masse*, 08/07/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/08/burkina-faso-des-temoignages-dhabitants-indiquent-des-executions-de-masse> [consulté le 08/07/2020]

IBurkina, *Conseil des ministres du 29 avril 2020 : création de la Brigade spéciale des investigations anti-terroristes (BSIAT)*, 01/05/2020, <https://www.iburkina.com/2020/05/conseil-des-ministres-du-29-avril-2020-creation-de-la-brigade-speciale-des-investigations-anti-terroristes-bsiat/> [consulté le 01/07/2020]



- Institut Thomas More (Tisseron A.), *Menace jihadiste. Les États du golfe de Guinée au pied du mur*, 03/2019, [https://web.archive.org/web/20190404155047/http://institut-thomas-more.org/2019/03/04/menace-jihadiste-%E2%80%A2-les-etats-du-golfe-de-guinee-au-pied-du-mur/#\\_ftn2](https://web.archive.org/web/20190404155047/http://institut-thomas-more.org/2019/03/04/menace-jihadiste-%E2%80%A2-les-etats-du-golfe-de-guinee-au-pied-du-mur/#_ftn2) [consulté le 20/05/2019]
- Institute for Security Studies (ISS) (Maïga I.), *Le coût des mesures de lutte contre le terrorisme pour les populations civiles dans la région du Liptako-Gourma*, 21/02/2019, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-cout-des-mesures-de-lutte-contre-le-terrorisme-pour-les-populations-civiles-dans-la-region-du-liptako-gourma> [consulté le 09/05/2019]
- Institute for Security Studies (ISS) (Sigsworth R.), *Counter-terrorism, human rights and the rule of law in West Africa*, 04/2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-24.pdf> [consulté le 27/05/2019]
- Institute of Security Studies (ISS) (Assanvo W., et al.), *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, 10/12/2019, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-fr.pdf> [consulté le 18/12/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad*, 12/10/2017, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/254-nord-du-burkina-faso-ce-que-cache-le-jihad.pdf> [consulté le 06/02/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Lutter contre les insurrections et l'instabilité au Burkina Faso*, 28/01/2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/28jan19-Lutter%20contre%20les%20insurrections.pdf> [consulté le 29/05/2019]
- International Crisis Group (ICG), *Watch List 2020*, 29/01/2020, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/watch-list-2020-1.pdf> [consulté le 30/01/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Burkina Faso : sortir de la spirale des violences*, 24/02/2020, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/287-burkina-faso-sortir-de-la-spirale-des-violences.pdf> [consulté le 22/06/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ?*, 24/04/2020, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/b154-le-sahel-central-theatre-des-nouvelles-guerres-climatiques> [consulté le 24/06/2020]
- International Institute For Counter-Terrorism (ICT), *Burkina Faso Security: Threats, Challenges, & Response*, 02/2020, <http://www.ict.org.il/images/Burkina%20Faso%20Security.pdf> [consulté le 22/06/2020]
- International Institute for Strategic Studies (IISS), *Stability in the time of COVID-19: implications for the Sahel*, 29/06/2020, <https://www.iiss.org/-/media/files/research-papers/iiss---stability-in-the-time-of-covid-19---implications-for-the-sahel.pdf?la=en&hash=D0EA03CFBCA9C3C51528427DE56593B470B37176> [consulté le 30/06/2020]
- International Security Sector Advisory Team (ISSAT), Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), *Analyse des secteurs de la sécurité et de la justice au Sahel. Rapport Pays Burkina Faso*, 13/08/2018
- International Security Sector Advisory Team (ISSAT), Burkina Faso. *Current Critical Security Issues*, 15/02/2020, <https://issat.dcaf.ch/fre/download/151664/3141418/Final%20ISSAT%20Burkina%20Faso%20Critical%20Challenges%20Summary.pdf> [consulté le 22/06/2020]
- Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : les autorités dépassées face aux attaques jihadistes ?*, 23/10/2018, [https://www.jeuneafrique.com/651476/politique/burkina-faso-les-autorites-depassees-face-aux-attaques-jihadistes/?fbclid=IwAR2DIng4\\_T6idip77F5Bq7tixN65hm7x9w5HHubz3Df2kLckQih3IFOP0Mc](https://www.jeuneafrique.com/651476/politique/burkina-faso-les-autorites-depassees-face-aux-attaques-jihadistes/?fbclid=IwAR2DIng4_T6idip77F5Bq7tixN65hm7x9w5HHubz3Df2kLckQih3IFOP0Mc) [consulté le 09/11/2018]
- Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : cinq militaires tués dans l'explosion d'engins artisanaux*, 18/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/750686/politique/burkina-faso-cinq-militaires-tues-dans-lexplosion-dengins-artisanaux/> [consulté le 08/04/2019]
- Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Menace jihadiste : l'Afrique de l'Ouest en état d'urgence*, 20/05/2019, [https://www.jeuneafrique.com/mag/776655/politique/menace-jihadiste-lafrique-de-louest-en-etat-durgence/?utm\\_source=facebook.com&utm\\_medium=social&utm\\_content=jeune\\_afrique&utm\\_campaign=post\\_articles\\_facebook\\_20\\_05\\_2019](https://www.jeuneafrique.com/mag/776655/politique/menace-jihadiste-lafrique-de-louest-en-etat-durgence/?utm_source=facebook.com&utm_medium=social&utm_content=jeune_afrique&utm_campaign=post_articles_facebook_20_05_2019) [consulté le 22/05/2019]

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : quatre morts dans une nouvelle attaque contre une église*, 26/05/2019, <https://www.jeuneafrique.com/780222/politique/burkina-quatre-morts-dans-une-nouvelle-attaque-contre-une-eglise/> [consulté le 27/05/2019]

Jeune Afrique (JA) (Coulibaly N.), *Burkina Faso : « Une attaque de cette ampleur, qui cible délibérément les civils, c'est un phénomène nouveau »*, 08/11/2019, <https://www.jeuneafrique.com/853527/politique/burkina-faso-une-attaque-de-cette-ampleur-qui-cible-deliberement-les-civils-cest-un-phenomene-nouveau/> [consulté le 28/01/2020]

Jeune Afrique (JA) (Duhem V.), *Terrorisme : l'attaque de Kafolo, un tournant pour la Côte d'Ivoire ?*, 15/06/2020, [https://www.jeuneafrique.com/1000865/politique/terrorisme-lattaque-de-kafolo-un-tournant-pour-la-cote-divoire/?utm\\_source=jeuneafrique&utm\\_medium=flux-rss&utm\\_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018](https://www.jeuneafrique.com/1000865/politique/terrorisme-lattaque-de-kafolo-un-tournant-pour-la-cote-divoire/?utm_source=jeuneafrique&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018) [consulté le 30/06/2020]

Jeune Afrique (JA) (D'Herbès P.), *[Tribune] La coalition pour le Sahel : une réussite franco-africaine*, 28/06/2020, [https://www.jeuneafrique.com/1007297/politique/la-coalition-pour-le-sahel-une-reussite-franco-africaine/?fbclid=IwAR3EYP1yvfchL2RWKpqqLHN2WYRQKsPYXA0xoXYUAHW\\_AIDrq9DIGZSbkE0](https://www.jeuneafrique.com/1007297/politique/la-coalition-pour-le-sahel-une-reussite-franco-africaine/?fbclid=IwAR3EYP1yvfchL2RWKpqqLHN2WYRQKsPYXA0xoXYUAHW_AIDrq9DIGZSbkE0) [consulté le 30/06/2020]

L'Express du Faso, *Drame de Yirgou : Plus de 200 morts, selon le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés*, 04/02/2019, [http://www.lexpressdufaso-bf.com/index.php?l\\_nr=index.php&l\\_nr\\_c=aeb764a6a854dd20beb97ec048c4ac14&l\\_idpa=9148](http://www.lexpressdufaso-bf.com/index.php?l_nr=index.php&l_nr_c=aeb764a6a854dd20beb97ec048c4ac14&l_idpa=9148) [consulté le 08/04/2019]

La Croix (Sarr L.), *Dans le nord du Burkina Faso, forte émotion après l'attaque d'une église catholique par des terroristes*, 13/05/2019, <https://africa.la-croix.com/dans-le-nord-du-burkina-faso-forte-emotion-apres-lattaque-dune-eglise-catholique-par-des-terroristes/> [consulté le 27/05/2019]

La Croix (Réaux A.), *La Côte d'Ivoire ciblée par les terroristes*, 16/06/2020, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Cote-dIvoire-ciblee-terroristes-2020-06-16-1201100174> [consulté le 30/06/2020]

La Revue internationale, *Au Burkina Faso, le Président Roch Kaboré peine à lutter contre le terrorisme*, 06/01/2020, <https://www.revue-internationale.com/2020/01/burkina-faso-terrorisme-roch-kabore/> [consulté le 27/01/2020]

Le Monde (Le Cam M.), *Attentat de Ouagadougou : « C'était un carnage »*, 14/08/2017, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/14/attentat-a-ouagadougou-c-etait-un-carnage\\_5172354\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/14/attentat-a-ouagadougou-c-etait-un-carnage_5172354_3212.html) [consulté le 09/05/2019]

Le Monde, *Burkina Faso : le groupe djihadiste GSIM revendique les attaques de Ouagadougou*, 03/03/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/03/burkina-faso-le-groupe-djihadiste-gsim-revendique-les-attaques-de-ouagadougou\\_5265358\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/03/burkina-faso-le-groupe-djihadiste-gsim-revendique-les-attaques-de-ouagadougou_5265358_3212.html) [consulté le 17/05/2019]

Le Monde (Douce S.), *Le Burkina Faso désormais sur la carte du djihadisme*, 18/10/2018, [https://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/18/le-burkina-faso-desormais-sur-la-carte-du-djihadisme\\_5371448\\_3212.html?utm\\_medium=Social&utm\\_source=Twitter#Echobox=1539882151](https://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2018/10/18/le-burkina-faso-desormais-sur-la-carte-du-djihadisme_5371448_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1539882151) [consulté le 09/11/2018]

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les forces de sécurité démunies face aux djihadistes*, 04/12/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/04/au-burkina-faso-les-forces-de-securite-demunies-face-aux-djihadistes\\_5392399\\_3212.html?utm\\_medium=Social&utm\\_source=Twitter#Echobox=1543922488](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/04/au-burkina-faso-les-forces-de-securite-demunies-face-aux-djihadistes_5392399_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1543922488) [consulté le 05/12/2018]

Le Monde (Guibert N.), *Sahel : l'opération « Barkhane » contrainte de s'adapter*, 04/12/2018, [https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/04/sahel-l-operation-barkhane-contrainte-de-s-adapter\\_5392282\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/04/sahel-l-operation-barkhane-contrainte-de-s-adapter_5392282_3210.html) [consulté le 06/12/2018]

Le Monde, *L'état d'urgence décrété dans plusieurs provinces du Burkina Faso*, 31/12/2018, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/31/l-etat-d-urgence-decrete-dans-plusieurs-provinces-du-burkina-faso\\_5403966\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/31/l-etat-d-urgence-decrete-dans-plusieurs-provinces-du-burkina-faso_5403966_3212.html) [consulté le 15/05/2019]

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les Peuls victimes d'une stigmatisation meurtrière*, 04/02/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere\\_5418966\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/04/au-burkina-faso-les-peuls-victimes-d-une-stigmatisation-meurtriere_5418966_3212.html)



- Le Monde (Douce S.), *Rinaldo Depagne : « Au Burkina Faso, les groupes armés ont trouvé un "maillon faible" »*, 22/02/2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/22/rinaldo-depagne-au-burkina-faso-les-groupes-armes-ont-trouve-un-maillon-faible\\_5426785\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/02/22/rinaldo-depagne-au-burkina-faso-les-groupes-armes-ont-trouve-un-maillon-faible_5426785_3210.html) [consulté le 09/05/2019]
- Le Monde (Caramel L.), *Changement climatique et pression démographique, terreau de la violence au Sahel*, 11/04/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/11/changement-climatique-et-pression-demographique-terreau-de-la-violence-au-sahel\\_5448954\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/11/changement-climatique-et-pression-demographique-terreau-de-la-violence-au-sahel_5448954_3212.html) [consulté le 08/05/2019]
- Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, « les Peuls sont victimes d'un délit de faciès »*, 17/04/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/17/au-burkina-faso-les-peuls-sont-victimes-d-un-delit-de-facies\\_5451716\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/17/au-burkina-faso-les-peuls-sont-victimes-d-un-delit-de-facies_5451716_3212.html) [consulté le 08/05/2019]
- Le Monde, *A l'ONU, le Burkina demande « une coalition internationale » antiterroriste pour le Sahel*, 17/05/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/17/a-l-onu-le-burkina-demande-une-coalition-internationale-antiterroriste-pour-le-sahel\\_5463256\\_3212.html?fbclid=IwAR1ZRrLJ7sdSk51ZFcxI-KbaJ3J3ZLkUQt2YJtm2HtkPRsXfPBXsmW3RA8](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/17/a-l-onu-le-burkina-demande-une-coalition-internationale-antiterroriste-pour-le-sahel_5463256_3212.html?fbclid=IwAR1ZRrLJ7sdSk51ZFcxI-KbaJ3J3ZLkUQt2YJtm2HtkPRsXfPBXsmW3RA8) [consulté le 17/05/2019]
- Le Monde (Châtelot C.), *« Le Burkina Faso est devenu partie intégrante de la crise au Sahel »*, 05/11/2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel\\_6018055\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel_6018055_3212.html) [consulté le 29/01/2020]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, « légaliser l'autodéfense, une bonne idée ? Vraiment ? »*, 17/03/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/17/au-burkina-faso-legaliser-l-autodefense-une-bonne-idee-vraiment\\_6033443\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/17/au-burkina-faso-legaliser-l-autodefense-une-bonne-idee-vraiment_6033443_3212.html) [consulté le 05/06/2020]
- Le Monde (Douce S.), *Dans l'est du Burkina Faso, des villages « assiégés » par les terroristes*, 28/05/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/28/dans-l-est-du-burkina-faso-des-villages-assieges-par-les-terroristes\\_6041076\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/28/dans-l-est-du-burkina-faso-des-villages-assieges-par-les-terroristes_6041076_3212.html) [consulté le 24/06/2020]
- Le Monde (Bensimon C.), *Le Sahel, nouveau champ de bataille de la guerre entre Al-Qaida et l'organisation Etat islamique*, 29/06/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/28/le-sahel-nouveau-champ-de-bataille-de-la-guerre-entre-al-qaida-et-l-organisation-etat-islamique\\_6044481\\_3212.html?fbclid=IwAR3OEIkh1UHMaFyIi-sqLwnntQXxXoBI-uduHLActLdIqOQTy-S4j\\_J7yVM](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/28/le-sahel-nouveau-champ-de-bataille-de-la-guerre-entre-al-qaida-et-l-organisation-etat-islamique_6044481_3212.html?fbclid=IwAR3OEIkh1UHMaFyIi-sqLwnntQXxXoBI-uduHLActLdIqOQTy-S4j_J7yVM) [consulté le 30/06/2020]
- Le Monde, *Sahel : « Les atrocités commises par des militaires favorisent le recrutement par les groupes armés »*, 29/06/2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/29/sahel-les-atrocites-commises-par-des-militaires-favorisent-le-recrutement-par-les-groupes-armes\\_6044601\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/29/sahel-les-atrocites-commises-par-des-militaires-favorisent-le-recrutement-par-les-groupes-armes_6044601_3212.html) [consulté le 30/06/2020]
- Le Monde diplomatique (Carayol R.), *Les milices prolifèrent au Burkina Faso*, 05/2020, <https://www.monde-diplomatique.fr/2020/05/CARAYOL/61740> [consulté le 05/06/2020]
- Le Pays via Courrier international, *Opinion. Face aux attaques terroristes, le Burkina Faso doit préserver le vivre-ensemble*, 14/05/2019, <https://www.courrierinternational.com/article/opinion-face-aux-attaques-terroristes-le-burkina-faso-doit-preserver-le-vivre-ensemble> [consulté le 15/05/2019]
- LeFaso.net, *Burkina Faso : L'état d'urgence prorogé jusqu'au 12 janvier 2020*, 11/07/2019, <https://lefaso.net/spip.php?article90714> [consulté le 18/12/2019]
- LeFaso.net, *Lutte contre le terrorisme : Les modalités de la prise en charge des volontaires fixées*, 09/04/2020, <https://lefaso.net/spip.php?article96070> [consulté le 01/07/2020]
- LeFaso.net, *Banwa : Une école incendiée, des vivres emportés à Sanaba*, 21/06/2020, <https://lefaso.net/spip.php?article97585> [consulté le 01/07/2020]
- Libération (Macé C.), *Dans l'est du Burkina Faso, un nouveau foyer pour le jihad ?*, 03/12/2018, [https://www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad\\_1695777](https://www.liberation.fr/planete/2018/12/03/dans-l-est-du-burkina-faso-un-nouveau-foyer-pour-le-jihad_1695777) [consulté le 05/12/2018]
- Libération (Macé C.), *Au Sahel, l'amer bilan de dix ans de lutte antiterroriste*, 12/05/2019, [https://www.liberation.fr/planete/2019/05/12/au-sahel-l-amer-bilan-de-dix-ans-de-lutte-antiterroriste\\_1726419](https://www.liberation.fr/planete/2019/05/12/au-sahel-l-amer-bilan-de-dix-ans-de-lutte-antiterroriste_1726419) [consulté le 13/05/2019]
- Libération (Malagardis M.), *Le Burkina Faso, peu touché par le Covid-19, succombe au virus de l'insécurité*, 05/06/2020, [https://www.liberation.fr/planete/2020/06/05/le-burkina-faso-peu-touche-par-le-covid-19-succombe-au-virus-de-l-insecurite\\_1790335](https://www.liberation.fr/planete/2020/06/05/le-burkina-faso-peu-touche-par-le-covid-19-succombe-au-virus-de-l-insecurite_1790335) [consulté le 24/06/2020]

Luengo-Cabrera J., (@J\_LuengoCabrera), *Violence against civilians in Burkina Faso since January 2018: - Attacks attributed to jihadist groups 3x those attributed to state security forces but latter have been 3x as deadly as former. - 70% of civilian deaths concentrated in the Sahel (46%) and Nord (24%) regions.* [Twitter post], 22/03/2019, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1109137675775287296](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1109137675775287296) [consulté le 29/05/2019]

Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: reported fatalities* [Twitter Post], 14/01/2020, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1217215487974760448/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1217215487974760448/photo/1) [consulté le 20/01/2020]

Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Western Sahel : reported fatalities by type of violence* [Twitter Post], 28/01/2020, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1222203967385624576/photo/1](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1222203967385624576/photo/1) [consulté le 29/01/2020]

Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Western Sahel: civilian fatalities, first half of each year (H1)* [Twitter post], 01/07/2020, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1278314028444651521](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1278314028444651521) [consulté le 01/07/2020]

Luengo-Cabrera J. (@J\_LuengoCabrera), *Burkina Faso: violence & displacement* [Twitter post], 07/07/2020, [https://twitter.com/J\\_LuengoCabrera/status/1280561234979495936](https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1280561234979495936) [consulté le 07/07/2020]

Mediapart (Hume F. Macadré O.), *Au Burkina Faso, les jeunes Peuls pris entre deux feux*, 02/12/2019, <https://www.mediapart.fr/journal/international/021219/au-burkina-faso-les-jeunes-peuls-pris-entre-deux-feux> [consulté le 30/01/2020]

Mediapart (Carayol R.), *Au Sahel, les civils payent le prix du «sursaut» militaire*, 11/03/2020, [https://www.mediapart.fr/journal/international/110320/au-sahel-les-civils-payent-le-prix-du-sursaut-militaire?utm\\_source=twitter&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=Sharing&xor=CS3-67](https://www.mediapart.fr/journal/international/110320/au-sahel-les-civils-payent-le-prix-du-sursaut-militaire?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xor=CS3-67) [consulté le 24/06/2020]

Mediapart (Hume-Ferkatadji F., Macadré O.), *L'EI et Al-Qaïda s'affrontent désormais en Afrique de l'Ouest*, 02/06/2020, [https://www.mediapart.fr/journal/international/020620/l-ei-et-al-qaida-s-affrontent-desormais-en-afrique-de-l-ouest?page\\_article=2](https://www.mediapart.fr/journal/international/020620/l-ei-et-al-qaida-s-affrontent-desormais-en-afrique-de-l-ouest?page_article=2) [consulté le 30/06/2020]

Ministère de la Santé, *Burkina Faso : Rapport de situation sur l'épidémie à Coronavirus*, 23/06/2020, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep\\_covid-19\\_ndeq112.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep_covid-19_ndeq112.pdf) [consulté le 24/06/2020]

Ministère des Affaires étrangères de Norvège, *Stratégie norvégienne pour le Sahel 2018-2020*, 10/2018, [https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/sikpol/strategie\\_sahel\\_mbilder.pdf](https://www.regjeringen.no/globalassets/departementene/ud/dokumenter/sikpol/strategie_sahel_mbilder.pdf) [consulté le 04/03/2019]

Ministère des Armées de la République française, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 17/02/2020, [https://www.defense.gouv.fr/content/download/575054/9847285/20200116\\_NP\\_EMA%20CABCOM\\_Dossier%20de%20presse%20BARKHANE\\_FR.pdf](https://www.defense.gouv.fr/content/download/575054/9847285/20200116_NP_EMA%20CABCOM_Dossier%20de%20presse%20BARKHANE_FR.pdf) [consulté le 30/06/2020]

Ministère des Armées de la République française, *Dossier de presse. Opération Barkhane*, 02/2019, [https://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20190215\\_NP\\_EMA%20CABCOM\\_DP%20BARKHANE\\_VO.pdf](https://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/20190215_NP_EMA%20CABCOM_DP%20BARKHANE_VO.pdf) [consulté le 22/05/2019]

Nations unies, ONU Info, *Burkina Faso : l'aide entravée par une insécurité persistante au nord du pays*, 12/03/2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/03/1038451> [consulté le 08/05/2019]

Network of Researchers in International Affairs (NORIA) (Da Cunha Dupuy R., Quidelleur T.), *Mouvement d'autodéfense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglweogo*, 15/11/2018, <https://www.noria-research.com/fr/mouvement-dautodefense-au-burkina-faso-diffusion-et-structuration-des-groupes-koglweogo/> [consulté le 22/11/2018]

Network of Researchers in International Affairs (NORIA) (Quidelleur T.), *The Local Roots of Violence in Eastern Burkina Faso*, 28/01/2020, [https://www.noria-research.com/app/uploads/2020/01/NORIA\\_public\\_Quidelleur\\_Est\\_01\\_2020\\_EN.pdf](https://www.noria-research.com/app/uploads/2020/01/NORIA_public_Quidelleur_Est_01_2020_EN.pdf) [consulté le 29/01/2020]

Norwegian Refugee Council (NRC), *The world's most neglected displacement crises in 2019*, 10/06/2020, <https://www.nrc.no/shorthand/fr/the-worlds-most-neglected-displacement-crises-in-2019/index.html> [consulté le 30/06/2020]

Observatoire Pharos, *La communauté peule au Sahel, nomades au cœur des amalgames*, 03/04/2019, <https://www.observatoirepharos.com/pays/burkina-faso/la-communaute-peule-au-sahel-nomades-au-coeur-des-amalgames-fr/> [consulté le 22/05/2019]

Observatoire pour la démocratie et les droits de l'homme (ODDH), *Burkina Faso, Risque d'un nouveau Rwanda?*, 22/06/2020, [https://lefaso.net/IMG/pdf/burkina\\_faso\\_risque\\_d\\_un\\_nouveau\\_rwanda.pdf](https://lefaso.net/IMG/pdf/burkina_faso_risque_d_un_nouveau_rwanda.pdf) [consulté le 24/06/2020]

Office des Nations unies contre la drogue et le crime (United Nations Office on Drugs and Crime, UNODC), *Le Burkina Faso crée un pôle judiciaire spécialisé contre la criminalité organisée et le terrorisme*, 01/2017, [https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2017\\_01\\_specialised\\_judicial\\_unit\\_burkina\\_faso.html](https://www.unodc.org/westandcentralafrica/en/2017_01_specialised_judicial_unit_burkina_faso.html) [consulté le 27/05/2019]

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Burkina Faso : Fonctionnalité des Formations sanitaires au 13 avril 2020*, 19/04/2020, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/fonctionnalite\\_fs\\_20200413.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/fonctionnalite_fs_20200413.pdf) [consulté le 01/07/2020]

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Bulletin n°05 du Cluster Santé - Mars - Mai 2020*, 12/06/2020, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bulletin\\_sectoriel\\_mai.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bulletin_sectoriel_mai.pdf) [consulté le 01/07/2020]

Orient XXI (Carayol R.), *Au Sahel, les massacres s'amplifient malgré le Covid-19*, 28/04/2020, [https://orientxxi.info/magazine/au-sahel-les-massacres-s-amplifient-malgre-le-covid-19\\_3830](https://orientxxi.info/magazine/au-sahel-les-massacres-s-amplifient-malgre-le-covid-19_3830) [consulté le 24/06/2020]

Pérouse de Montclos M.-A., *L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?*, Paris : La découverte, 2018

Portail de l'Intelligence Économique (Renault W.), *Le Burkina Faso face à la menace djihadiste*, 12/03/2019, <https://portail-ie.fr/analysis/2094/le-burkina-faso-face-a-la-menace-djihadiste> [consulté le 17/05/2019]

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Burkina Faso : Fonctionnalité des Formations sanitaires au 13 avril 2020*, 19/04/2020, [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/fonctionnalite\\_fs\\_20200413.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/fonctionnalite_fs_20200413.pdf) [consulté le 01/07/2020]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: raid de la force Barkhane après l'attaque d'une gendarmerie*, 04/10/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20181004-burkina-faso-raid-barkhane-attaque-gendarmerie> [consulté le 15/05/2019]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: désolation après les affrontements intercommunautaires de Yirgou*, 06/01/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190105-burkina-faso-affrontements-intercommunautaires-yirgou-ouedraogo-depute> [consulté le 08/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Massacre de Yirgou: des Burkinabè défilent contre les violences ethniques*, 13/01/2019, [http://www.rfi.fr/afrique/20190113-massacre-yirgou-burkinabe-defilent-contre-violences-ethniques?ref=tw\\_i](http://www.rfi.fr/afrique/20190113-massacre-yirgou-burkinabe-defilent-contre-violences-ethniques?ref=tw_i) [consulté le 08/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *L'ONU donne son feu vert à un soutien de la Minusma à la force du G5 Sahel*, 25/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190325-onu-donne-feu-vert-soutien-minusma-force-g5-sahel> [consulté le 22/05/2019]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: 4 morts dans l'attaque d'une procession religieuse dans le Nord*, 14/05/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190514-burkina-faso-4-morts-attaque-une-procession-religieuse-le-nord> [consulté le 17/05/2019]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: opération anti-terroriste à la frontière ivoirienne*, 06/01/2020, <http://www.rfi.fr/afrique/20200106-burkina-operation-anti-terroriste-frontiere-cote-ivoire-alidoukou> [consulté le 07/01/2019]

Radio France International (RFI), *Décryptage - Affrontements entre l'EI et Al Qaida, la fin d'une exception au Sahel*, 04/06/2020, <http://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200604-affrontements-entre-lei-et-al-qaida-la-fin-dune-exception-sahel> [consulté le 26/06/2020]

Radio France international (RFI), *Burkina Faso: une marche contre la stigmatisation des Peuls à Fada N'Gourma*, 14/06/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200614-burkina-faso-marche-contre-stigmatisation-peuls-fada>

[ngourma?utm\\_source=Revue+de+presse+du+15+juin+2020&utm\\_campaign=Revue+de+presse++15+juin+2020&utm\\_medium=email](#) [consulté le 24/06/2020]

Radio France international (RFI), *Mali: le mandat de la Minusma prorogé pour un an à l'ONU*, 29/06/2020, [http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200629-mali-prorogation-mandat-minusma-onu-casques-bleus-terrorisme-jihadistes-conseil-sec?utm\\_source=Revue+de+presse+du+29+juin+2020&utm\\_campaign=Revue+de+presse++29+juin+2020&utm\\_medium=email](http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200629-mali-prorogation-mandat-minusma-onu-casques-bleus-terrorisme-jihadistes-conseil-sec?utm_source=Revue+de+presse+du+29+juin+2020&utm_campaign=Revue+de+presse++29+juin+2020&utm_medium=email) [consulté le 29/06/2020]

Réseau ouest africain pour l'édification de la paix (West African Network for Peacebuilding, WANEP), *Burkina Faso, Rapport hebdomadaire du 12 au 18 mai 2019*, 21/05/2019

Reuters via Mediapart, *L'état d'urgence prolongé de six mois dans le nord du Burkina*, 11/01/2019, <https://www.mediapart.fr/journal/international/110119/letat-durgence-prolonge-de-six-mois-dans-le-nord-du-burkina> [consulté le 15/05/2019]

Reuters, *Africa's Sahel conflict sees surge in militia killings-group*, 28/03/2019, <http://news.trust.org/item/20190328160300-f25y0/> [consulté le 08/05/2019]

Reuters (Peyton N.), *'Safe haven' for fleeing families hit by attacks in Burkina Faso*, 16/05/2019, <http://news.trust.org/item/20190516133925-4kl0g/> [consulté le 17/05/2019]

Sahel Intelligence (Benshimon S.), *Burkina Faso: deux bases terroristes démantelées dans l'est et le nord (armée)*, 23/06/2020, <http://sahel-intelligence.com/20627-burkina-faso-deux-bases-terroristes-demantelees-dans-lest-et-le-nord-armee.html> [consulté le 01/07/2020]

Sahel Intelligence (Biedermann K.), *Burkina Faso: une vingtaine d'assaillants tués dans le nord (armée)*, 01/07/2020, <http://sahel-intelligence.com/20692-burkina-faso-une-vingtaine-dassaillants-tues-dans-le-nord-armee.html> [consulté le 01/07/2020]

Service d'Information du Gouvernement du Burkina Faso, *Conseil des ministres du vendredi 27 décembre 2019: prorogation de l'état d'urgence sur 12 mois*, 27/12/2019, [https://www.sig.gov.bf/details?tx\\_news\\_pi1%5Baction%5D=detail&tx\\_news\\_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx\\_news\\_pi1%5Bnews%5D=182&cHash=9c30126d4ec2f77177518a73bffa0a5a](https://www.sig.gov.bf/details?tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Bnews%5D=182&cHash=9c30126d4ec2f77177518a73bffa0a5a) [consulté le 29/06/2020]

The Conversation (Guichaoua Y., Nsaibia H.), *Comment le djihad armé se diffuse au Sahel*, 24/02/2019, [https://theconversation.com/amp/comment-le-djihad-arme-se-diffuse-au-sahel-112244?twitter\\_impression=true](https://theconversation.com/amp/comment-le-djihad-arme-se-diffuse-au-sahel-112244?twitter_impression=true) [consulté le 04/03/2019]

The Economist, *States in the Sahel have unleashed ethnic gangs with guns*, 02/05/2019, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/05/04/states-in-the-sahel-have-unleashed-ethnic-gangs-with-guns?frsc=dq%7Ce> [consulté le 08/05/2019]

The Economist, *Fighting in the Sahel has forced 1.7m people from their homes*, 20/06/2020, <https://www.economist.com/graphic-detail/2020/06/20/fighting-in-the-sahel-has-forced-17m-people-from-their-homes> [consulté le 24/06/2020]

The Guardian (Safi M.), *Masked men, murder and mass displacement: how terror came to Burkina Faso*, 16/03/2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/mar/16/we-dont-know-whos-in-control-900000-flee-violence-in-burkina-faso> [consulté le 24/06/2020]

The Intercept (Penney J.), *Blowback in Africa. How America's Counterterror Strategy Helped Destabilize Burkina Faso*, 22/11/2018, <https://theintercept.com/2018/11/22/burkina-faso-us-relations/> [consulté le 27/05/2019]

The New Humanitarian (Mednick S.), *Briefing: Burkina Faso's rapid descent catches emergency response off guard*, 20/12/2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2019/12/20/Burkina-Faso-displaced-attacks-extremist> [consulté le 07/01/2020]

The New Humanitarian (TNH) (Kleinfeld Ph.), *Jihadis, vigilantes, and demoralised troops: A who's who in Burkina Faso's spiralling crisis*, 09/03/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/03/09/who-is-who-burkina-faso-crisis> [consulté le 30/06/2020]

The New York Times (NYT) (Maclean R.), *When the soldiers meant to protect you instead come to kill*, 22/06/2020, <https://www.nytimes.com/2020/06/22/world/africa/burkina-faso-terrorism.html> [consulté le 24/06/2020]

The New York Times (NYT) (Maclean R.), *Over 180 Bodies Found Dumped in Burkina Faso Town, Report Says*, 07/07/2020, <https://www.nytimes.com/2020/07/07/world/africa/burkina-faso-bodies-military.html?smid=tw-share> [consulté le 08/07/2020]

Timbuktu Institute, *Insécurité Sahel : Le Burkina, dernier verrou vers l'Afrique côtière ?*, 23/03/2019, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/259-insecurite-sahel-le-burkina-dernier-verrou-vers-l-afrique-cotiere> [consulté le 22/05/2019]

United States Department of State (USDOS), *Country Report on Terrorism 2018 - Chapter 1 - Burkina Faso*, 01/11/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2019252.html> [consulté le 01/07/2020]

United States Department of State (USDOS), *Country Report on Terrorism 2019*, 24/06/2020, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/06/Country-Reports-on-Terrorism-2019-2.pdf> [consulté le 01/07/2020]

United States Holocaust Memorial Museum (USHMM), *Survey Results: Burkina Faso Tops Risk List for Mass Killing in 2020*, 06/02/2020, <https://www.ushmm.org/genocide-prevention/blog/survey-results-burkina-faso-tops-risk-list-for-mass-killing-in-2020> [consulté le 24/06/2020]

WakatSera, *Burkina : la réponse du ministère de la défense aux accusations de Human Rights Watch*, 21/04/2020, <http://www.wakatsera.com/burkina-la-reponse-du-ministere-de-la-defense-aux-accusations-de-human-right-watch/> [consulté le 17/06/2020]